l'unité

M 2805 - N° 507 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 1er avril 1983



EDITORIAL

SUR TOUS LES FRONTS A LA FOIS

PAR CLAUDE ESTIER

EN définissant les objectifs qu'il fixe au nouveau gouvernement Mauroy, le président de la République avait souligné la semaine dernière que la bataille pour le redressement national devait se poursuivre sur trois terrains : le chômage, l'inflation et le commerce extérieur. Au moment où il parlait, les mesures d'accompagnement du réajustement monétaire n'étaient pas encore connues. Il faut, pour les comprendre et les juger, les replacer dans le cadre dessiné par François Mitterrand.

Le plan gouvernemental est « rude ». Personne ne le conteste. Il l'est non pas parce qu'il porterait atteinte aux libertés comme le prétendent certains commentateurs plus attentifs à la gêne passagère infligée aux amateurs de voyages à l'étranger qu'à la difficulté permanente qu'éprouvent, simplement pour vivre, ceux dont les ressources ne dépassent pas le S.m.i.c. Ce plan est rude parce qu'il opère, par l'impôt supplémentaire ou par l'épargne forcée, une ponction sérieuse sur le pouvoir d'achat de la majorité des Français. Cette ponction est certes sélective puisqu'elle touchera plus fortement les plus riches et moins ou pas du tout les plus défavorisés. Edmond Maire n'a donc pas raison de dire qu'il n'y a pas de différence entre la gauche et la droite même s'il n'a pas tort de s'inquiéter sur les conséquences de ce plan en matière d'emploi.

C'est là le cœur du problème et aussi du débat qu'ont eu les socialistes ces jours derniers au Comité directeur d'abord, aux Journées du groupe parlementaire ensuite. Des trois terrains définis par le président de la République, les mesures gouvernementales en privilégient un en faisant porter l'effort principal sur la réduction du déficit du commerce extérieur. C'est une priorité légitime puisque c'est bien dans ce domaine que la situation est la plus grave et aussi sans doute que l'objectif fixé — le rétablissement de l'équilibre en deux ans — est le plus difficile à atteindre. Il ne peut l'être que si chaque Français prend conscience de l'enjeu et favorise dans sa consommation individuelle la production nationale. C'est ici que l'appel présidentiel à la mobilisation prend tout son sens.

Mais dans la mesure où cette mobilisation nécessaire repose, pour une large part, sur des données psychologiques, elle ne sera complète que si les deux autres terrains de lutte, qui touchent directement l'ensemble des citoyens, ne sont pas délaissés, même dans le cadre de mesures conjoncturelles et donc provisoires. Pour ce qui concerne l'inflation, l'objectif visant à la ramener cette année à 8 % — ce qui sera encore sensiblement plus qu'en Allemagne — est maintenu. Il est certain qu'il faudra une action rigoureuse du gouvernement pour qu'il soit effectivement réalisé.

L'inquiétude la plus grande, celle exprimée par les grandes organisations syndicales comme par les partis de la majorité se situe au plan social et porte sur deux aspects. Le premier concerne directement le chômage que la politique suivie jusqu'ici a réussi — et la France est le seul des pays occidentaux dans ce cas — à stabiliser. Sans mesure complémentaire touchant l'emploi, la ponction opérée sur la consommation risque, même si le lien n'est pas aussi automatique que l'affirment certains experts, d'aboutir à un ralentissement de l'activité de certains secteurs et donc à une nouvelle poussée de chômage. Le second aspect concerne ce que l'on peut appeler le « social qualitatif ». A l'heure où l'on appelle les travailleurs à la mobilisation, qui ne saurait en effet réussir sans eux, il serait grave de ne pas poursuivre dans la voie des réformes sociales entreprises depuis 1981. Il s'agit ici, notamment, de la mise en application effective des lois Auroux ou de la démocratisation du secteur public dont le Parlement doit être saisi dès la rentrée.

C'est à cet ensemble de préoccupations que François Mitterrand a certainement voulu répondre en déclarant lundi que la politique sociale du gouvernement n'est pas figée et qu'on s'en apercevrait dans quelques semaines. C'est ce qu'a confirmé le Conseil des ministres de mercredi en rappelant que la politique du gouvernement comporte aussi le volet industriel et le volet social. C'est aussi le langage qu'a tenu le Premier ministre aux dirigeants syndicaux qu'il a commencé à recevoir mercredi. Nous nous en réjouissons. Le Parti socialiste vient de dire clairement et unanimement qu'il soutiendra de toutes ses forces le plan gouvernemental. On peut compter sur lui. C'est parce qu'il veut la réussite de ce plan qu'il entend être vigilant sur tous les fronts à la fois.

LA PAROLE EST AUX "ACTEURS DU CHANGEMENT"
(page 2)

LES MISSIONS ACCOMPLIES DU COMMISSAIRE BROUSSARD
(page 6)

TRES, TRES CHER DISPARU
(page 9)

AMERIQUE CENTRALE: L'INQUISITION EST DE RETOUR
(page 11)

UNE SUPERSTAR DE LA SAINTETE QUI TOMBE A PIC
(page 16)

LA PAROLE EST AUX "ACTEURS DU CHANGEMENT"

Le gouvernement a la plus grande part dans la conduite des affaires; mais les Français, en produisant et en consommant, ont aussi leur part de responsabilité. Le "peuple de gauche" comprendra-t-il le message et acceptera-t-il l'effort demandé ?

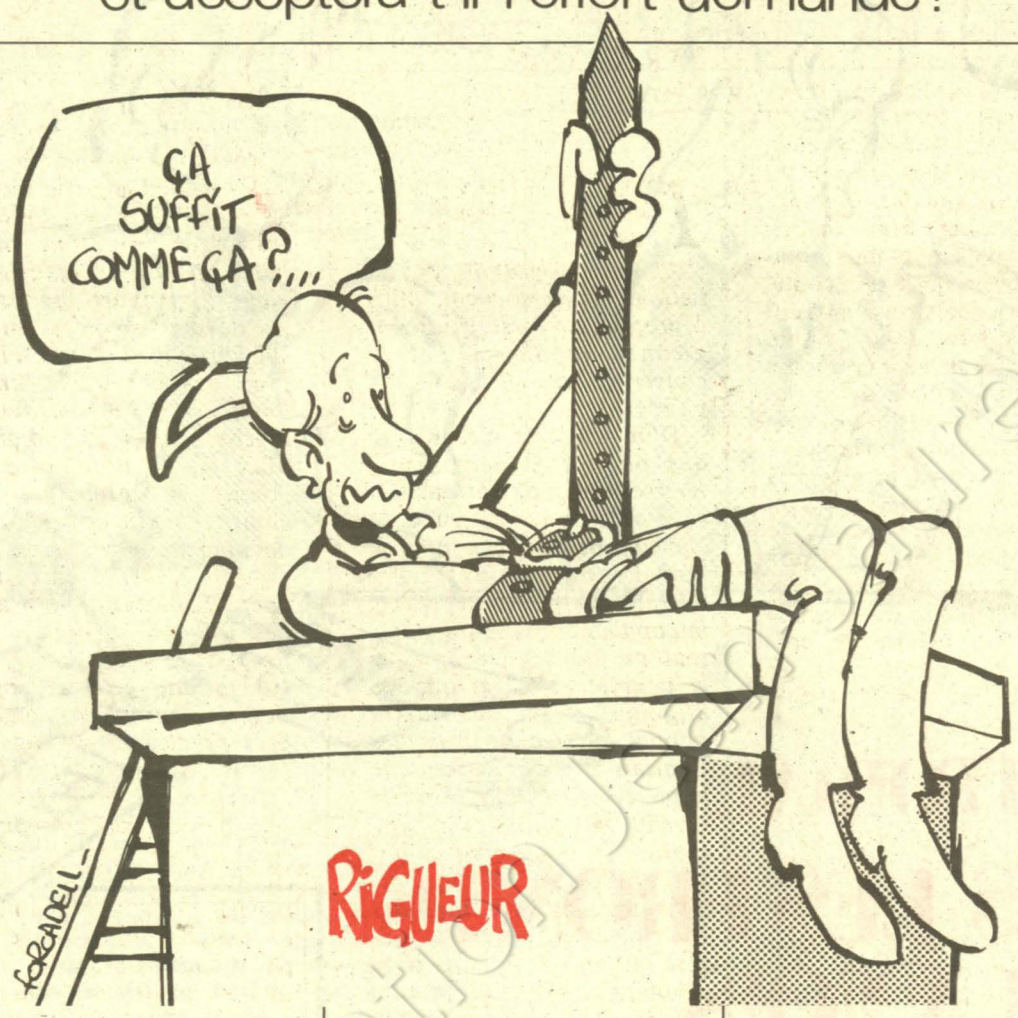
PAR GUY PERRIMOND

A problèmes multiples, réponses multiples. Juger les mesures d'accompagnement du réaménagement monétaire — en langage courant la rigueur après la dévaluation — en oubliant cette évidence, c'est courir le risque de prendre la partie pour le tout, la conjoncture pour les tendances profondes, les contraintes pour la volonté politique. Et ces dernières semaines, ces « erreurs » ont souvent été commises !

Les problèmes auxquels la France est confrontée sont connus. Il y a ceux provenant de « l'état du monde », de la crise, du fonctionnement aberrant du système financier international. Puis, il y a les problèmes « hexagonaux ». Le déficit de nos échanges, le chômage, l'inflation en sont des révélateurs. Car les vrais « problèmes » sont d'une autre nature : la réalité du tissu industriel, les modes de consommation, les pratiques bancaires, bref ce qu'il convient d'appeler l'héritage et que la droite voudrait faire oublier.

Faire face à cette situation, tout en modifiant l'état des choses, n'est pas simple. Car la « spéculation » sur le franc, par exemple, puise dans notre déficit commercial une justification évidente. Et à vouloir préserver notre indépendance, notre marge de manœuvre, le gouvernement se devait de tout faire pour réduire ce déficit au maximum. Et le plus rapidement possible. Ce qui réduit un peu plus, à court terme, le champ du possible.

Un examen, même superficiel du « déficit courant », montre où l'on pouvait agir. Si l'on excepte les matières premières — énergétiques ou non —, les gros déficits apparaissent avec les biens de consommation « grand public », qu'il s'agisse de l'électronique et de l'électroménager (10 milliards de francs de déficit en 1982) ou des biens de consommation courants (11,5 milliards de déficit en 1982). Certes, ces deux postes peuvent sembler légers, comparés à la balance énergétique (déficit pour 1982 de 178 milliards de francs), mais les consommations des deux premiers postes peuvent varier rapidement, alors que, pour les produits pétroliers, la mise en œuvre de programme d'économie d'énergie demande du temps, beaucoup de temps.



Ce détour dans la structure de nos échanges montre bien les limites étroites de la politique gouvernementale dans ce domaine. Il faut, pour préserver notre indépendance nationale, la place de la France dans le monde, réduire vite ce déficit. Tout en s'attaquant — mais c'est une autre histoire — à ses causes structurelles.

Dès lors, opérer — par le biais d'un emprunt obligatoire — une ponction temporaire sur la consommation des ménages devrait permettre, affirment les spécialistes, d'enregistrer dès 1983 un mieux certain. Car cette ponction devrait pousser les consommateurs à différer certains achats. Et à donner à notre industrie le temps de mettre au point, puis de produire, des matériels qu'aujourd'hui on importe : faut-il reparler des magnétoscopes ? Cette mesure touchera environ 7 millions de « foyers fiscaux » sur les 22 millions recensés. Cet emprunt aura une durée de trois ans et portera intérêt. C'est dire qu'il s'agit d'un emprunt et non pas d'un impôt. La sélectivité de l'emprunt est également évidente : seulement un tiers des foyers seront touchés.

De la même manière, l'instauration d'un carnet de change et la limitation des dépenses touristiques à l'étranger devraient permettre d'améliorer sérieusement le solde, déjà positif, du tourisme. Type même de la mesure conjoncturelle à rendement rapide, cette décision, malgré le bruit de la fureur, prouve la sélectivité de l'effort demandé aux Français. Car plus de 90 % d'entre eux ne quittent pas le territoire national pour leurs vacances !

Mais, pour la gauche, « réduire » la consommation passe par ce qu'il faut bien appeler des mécanismes volontaires. On est très loin, en ce domaine, de l'austérité. Dans les mesures décidées la semaine dernière, l'encouragement à l'épargne-logement, le relèvement du plafond des livrets A des caisses d'épargne et la création de fonds salariaux pour le développement industriel et la création d'emplois participent de ce « volontariat ». Car des économies faites par ces moyens ont un double avantage. Elles peuvent tout à la fois réduire certaines consommations et aider à relancer certaines productions. Par exemple, le logement — qui « consomme » relativement peu de produits importés — ou, avec les fonds salariaux, celles des entreprises ou des branches où un accord interviendra.

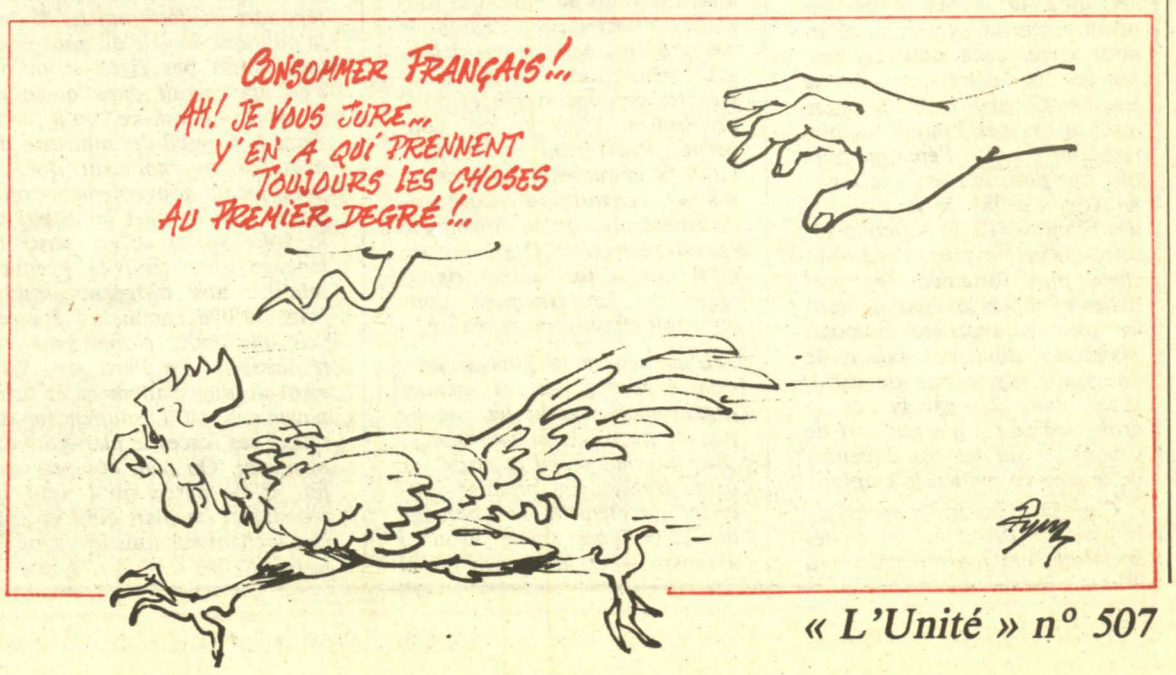
Mais les déficits ne sont pas seulement extérieurs. Ceux des comptes sociaux de la nation sont, depuis longtemps, un problème. On le sait, depuis de longs mois, une discussion s'est ouverte sur le financement de la Sécurité sociale. Le prèlevement de 1 % sur les revenus imposables de 1982 touchera 14 millions de « foyers fiscaux ». C'est tout à la fois un début de fiscalisation des comptes sociaux et une mesure également « sélective » : deux tiers seulement des foyers fiscaux y seront soumis. Autre avantage évident : toutes les catégories de revenus — salarial, du capital — participeront à l'effort commun, à l'exception des revenus les plus faibles ! Les mesures annoncées vendredi dernier intègrent, en ce qui concerne les comptes sociaux, les vignettes sur l'alcool, les tabacs, le forfait hospitalier dont les dates d'application n'étaient pas encore confirmées.

D'autres mesures pèseront directement sur les ménages : les augmentations des tarifs public (E.d.f.-G.d.f., S.n.c.f.). Là non plus il ne s'agit pas d'une surprise, la hausse des tarifs d'E.d.f.-G.d.f. étant tout simplement avancée d'un mois. Quant aux carburants, la baisse éventuelle — due aux variations du prix du pétrole modérées par les variations du dollar — n'aura pas lieu. Par le biais d'une taxe para fiscale, l'Etat en profitera.

C'est à un total d'environ 33 milliards (11 pour le prélèvement de 1 %, 14 pour l'emprunt, 3 pour les hausses des tarifs publics, 5 pour les vignettes sur l'alcool et le tabac) que l'on peut estimer l'effort demandé en 1983 aux Français. Reste celui fait par l'Etat, les économies demandées au secteur public, soit au total 27 milliards. On arrive ainsi à 60 milliards, auxquels il faut ajouter les 5 milliards de taxe sur les produits pétroliers.

Tout cela pour réduire les déficits du commerce extérieur, assainir les comptes de l'Etat et de certaines entreprises publiques (E.d.f.-G.d.f., S.n.c.f., R.a.t.p.). Ainsi pourront être évités de nouveaux emprunts extérieurs, qui auraient un peu plus fragilisé notre monnaie.

De telles mesures posent, qui pourrait en douter, de nombreuses questions. Vient



en premier lieu ce qu'il faut bien appeler leur crédibilité. Car, jusqu'à présent, ce sont en règle générale les gouvernements de droite qui ont utilisé de telles techniques. A un détail près : de tels moments ont toujours été pour la droite l'occasion de remettre en cause les « acquis », d'accroître les inégalités. Or, le gouvernement de gauche ne revient sur rien. Les nationalisations, la généralisation de la 5e semaine de congés payés, la possibilité de prendre sa retraite à 60 ans, les droits des travailleurs, bref ce que l'on appelle le versant social du septennat, tout demeure. Cette première différence avec les pratiques de la droite indique que si une technique n'est pas neutre, elle peut être utilisée avec des visions politiques extrêmement différentes.

Reste qu'un certain nombre de questions demeurent. Tout d'abord, l'impact de telles mesures sur le niveau de l'emploi ? En économie libérale, toute pression sur la consommation aboutit à une croissance du chômage. Dans les conditions actuelles, est-il possible d'espérer que la tradition ne sera pas respectée ? Plusieurs raisons sont avancées. Tout d'abord le « frémissement » de la production mesurée aux Etats-Unis ou en R.f.a. peut offrir des opportunités d'exportation plus grandes. Pour peu que le patronat veuille en profiter et que les moyens du ministre du Commerce extérieur lui permettent des actions rapides, on peut espérer améliorer de quelques milliards le total de nos exportations. Certes, miser sur une reprise étrangère pour accroître notre production est un pari risqué. Mais si parallèlement à cet appel d'air, les Français, prenant la mesure du problème collectif, modifiaient un tant soi peu leurs habitudes d'achat, on pourrait assister à un transfert permettant à la production nationale de ne point fléchir.

Il est toutefois évident que dans les mois qui viennent le gouvernement devra prendre des initiatives en ce qui concerne l'emploi. L'utilisation « industrielle » de l'épargne est une nécessité. Et l'ensemble industriel public ainsi que le secteur bancaire devront, en ces temps difficiles, faire preuve d'imagination. Les banques pourraient, rapidement, fournir aux entreprises, et en particulier aux P.m.e., une meilleure connaissance du marché national et international. Il ne doit pas être impossible, à court et moyen terme, d'aider les industriels à découvrir des marchés abandonnés. Pour cela, il convient de ne plus se laisser aller à la seule fascination des grandes cathédrales industrielles, passer du macro-économique au micro-économique. Cela devrait faire partie de la « mobilisation ».

Car défendre l'indépendance nationale et les acquis de mai 1981 signifie ne pas laisser au seul gouvernement la responsabilité des événements. Il a sa part, la plus grande, dans la conduite des affaires. Mais les Français, en produisant et en consommant, ont aussi leur part de responsabilité. Et bizarrement la nécessité d'initiatives multiples n'a jamais été aussi grande qu'aujourd'hui.

Or, pour libérer ces initiatives, il faut plus qu'un plan de rigueur : on ne se bat pas pour des indices, aussi importants et significatifs soient-ils.

Il semble donc nécessaire que dans les semaines et les mois à venir soient mises en forme d'autres mesures. Certaines, sociales, devront être négociées avec les syndicats. Sur ce point, il y a volonté commune du gouvernement et des directions des grandes centrales syndicales. Mais il faudra aussi redonner un élan, un sens, à l'effort de solidarité nationale. Et que l'Etat, maîtrisant mieux ses grands commis, montre qu'il est écouté, que ses décisions entrent dans les faits. Car, jusqu'à présent, les délais de réponse entre les décisions et les actes ont souvent été trop longs, beaucoup trop longs.

Ces questions prouvent à quel point ces mesures sont conjoncturelles, même si elles portent sur des maux « structurels ». Car elles sont une réponse datée à une conjonction précise de problèmes. On retrouve là les questions sur les « changements de cap ». Depuis près de deux ans, la France mène une lutte de vitesse avec des partenaires qui n'ont pas, comme le gouvernement français, le souci des aspects sociaux de la crise et la volonté de reconstruire un tissu industriel délabré. Un « incident de parcours » a contraint le gouvernement français à prendre des mesures dont certaines ne correspondent pas à ses objectifs. Mais qui sont nécessaires si l'on veut tenir, puis poursuivre.

A dose homéopatique

Les Français, et en particulier l'électorat de gauche, ne seront pas les derniers à le comprendre. A une condition. C'est que parallèlement aux efforts demandés une vision plus nette des objectifs leur soit offerte. Et ces objectifs ne sauraient être uniquement quantitatifs. La droite en focalisant ses attaques sur les indices a réussi à « brouiller » le discours de la gauche. Face aux difficultés purement économiques, les socialistes sans les ignorer doivent pouvoir parler... d'autre chose. Par exemple, des droits des travailleurs, des problèmes du partage du pouvoir. Par exemple, des modifications nécessaires dans les modes de consommation, la part entre l'individuel et le collectif. Par exemple, des choix industriels et pas seulement à l'échelle nationale.

Les Français et l'électorat de gauche ne bouderont pas l'effort. Qui pourrait en douter ? Ils souhaitent seulement que les remèdes classiques soient utilisés à dose homéopatique. Et que les maladies dont souffre notre économie soient sérieusement traitées. Pas seulement dans leurs conséquences. ●

TOURISME

POUR LES BEBES, L'AIR EST MEILLEUR A CAPBRETON QU'A KATMANDOU...

PAR NICOLE CHAILLOT

IMPREVISIBLE, nerveuse, incohérente, excessive comme une « diva », la grande presse nationale l'est souvent, mais à propos des mesures draconiennes annoncées par le gouvernement, elle s'est surpassée.

D'un train de mesures — qui pour être nécessaires n'en sont pas moins brutales — elle s'acharna sur le contrôle des changes imposé aux Français partant à l'étranger. Décision certes impopulaire, mais qui après tout ne touche que 8 % de la population, alors que les augmentations des tarifs publics atteignent tous les Français au portefeuille, que le prélèvement de 1 % sur le revenu imposable de 1982 touche la quasi-totalité des travailleurs et l'emprunt obligatoire un gros tiers des contribuables. Bref, la mesure qui aurait dû susciter le moins de réactions parce que ne touchant qu'une faible frange de vacanciers a provoqué le plus beau tollé qu'on ait vu depuis longtemps. Avec des sommets dans l'absurdité dont est désormais coutumier l'organe central du R.p.r. et de l'U.d.f. réunis, « le Quotidien de Paris », où l'on peut lire sous la plume d'un certain Jean Laborde que désormais : « Nous quitterons la France comme des dissidents d'U.r.s.s., c'est-à-dire le cul nu. » Leonid Pliouchtch et autres Alexandre Zinoviev apprécieront ! Quant au journal de « gauche », « le Matin de Paris », sous le titre pugiliste « les Français sonnés », il glose à longueur de colonnes sur les malheureux touristes et les pauvres « tours-opérators » astreints à faire le tour de leur « prison de 550 000 kilomètres carrés » comme l'écrit joliment par ailleurs « Libération » dont on sait bien que les lecteurs, routards et « freaks », partent sac au dos arpenter le vaste monde les poches bourrées de devises. Bref, un concert de lamentations si manifestement disproportionné qu'il en devient suspect, même s'il faut déplorer une fois de plus d'avoir dû attendre lundi soir et les courtoises et précises mises au point de Max Gallo pour être informé au-delà d'un sec compte rendu du Conseil des ministres.

Alors ? Elémentaire, mon cher Rouletabille ! Parmi ces 8 % de Français qui partent à l'étranger, on trouve une grosse proportion de journalistes qui, cadres privilégiés — bons salaires, abattement fiscal, frais professionnels — avec une parcelle de pouvoir en plus, n'admettent pas qu'« on » rogne sur leurs privilèges en empêchant, ou en rendant plus difficile leur pèlerinage annuel au Machu-Pichu (Pérou) ou aux sources du Nil. Touchés dans leur « liberté », ils en ont fait une affaire nationale. Humain comme réaction, après tout. Ce qui l'est moins, c'est l'hypocrisie latente qui sous-tendait ces éditoriaux pleins de noblesse où cette bonne vieille liberté était brandie toutes les trois lignes, histoire de faire mieux passer ce qui n'est qu'un méchant mouvement d'humeur d'une catégorie sociale disposant pour faire part de sa colère d'un outil que les autres n'ont pas. Catégorie sociale, n'hésitant pas d'ailleurs à prêcher au bon peuple austérité et solidarité mais ne songeant pas une seconde à pratiquer ces vertus réservées à l'usage des ringards qui, comme chacun sait, préfèrent s'entasser à Argelès-sur-Mer ou à Merlin-Plage. Seul « la Croix » — un bon journal décidément, qu'on se le dise — écrivait dans son éditorial en s'étonnant de l'accent mis sur le contrôle des changes : « Il y a plus de 40 % des Français qui ne prennent pas de vacances. Il y a aussi deux milliards d'hommes à travers le monde qui souffrent de la misère et de la faim. » Que nos chers confrères — que ces considérations humanitaires font sans doute ricaner — se consolent. Il leur reste Yamassoukro, Cayenne, Saint-Pierre et Miquelon et les Kerguelen et... la possibilité de tricher sur les voyages professionnels, ce que les susdits ringards respectueux des lois, ne peuvent de toute façon jamais faire. Quant à moi, — cadre privilégiée et tout et tout — j'irai à Capbreton où l'air est bien meilleur pour les bébés qu'à Katmandou. ●



Edith Cresson, ministre du Commerce extérieur et du Tourisme, recevant les représentants des professionnels du voyage.



Sygma

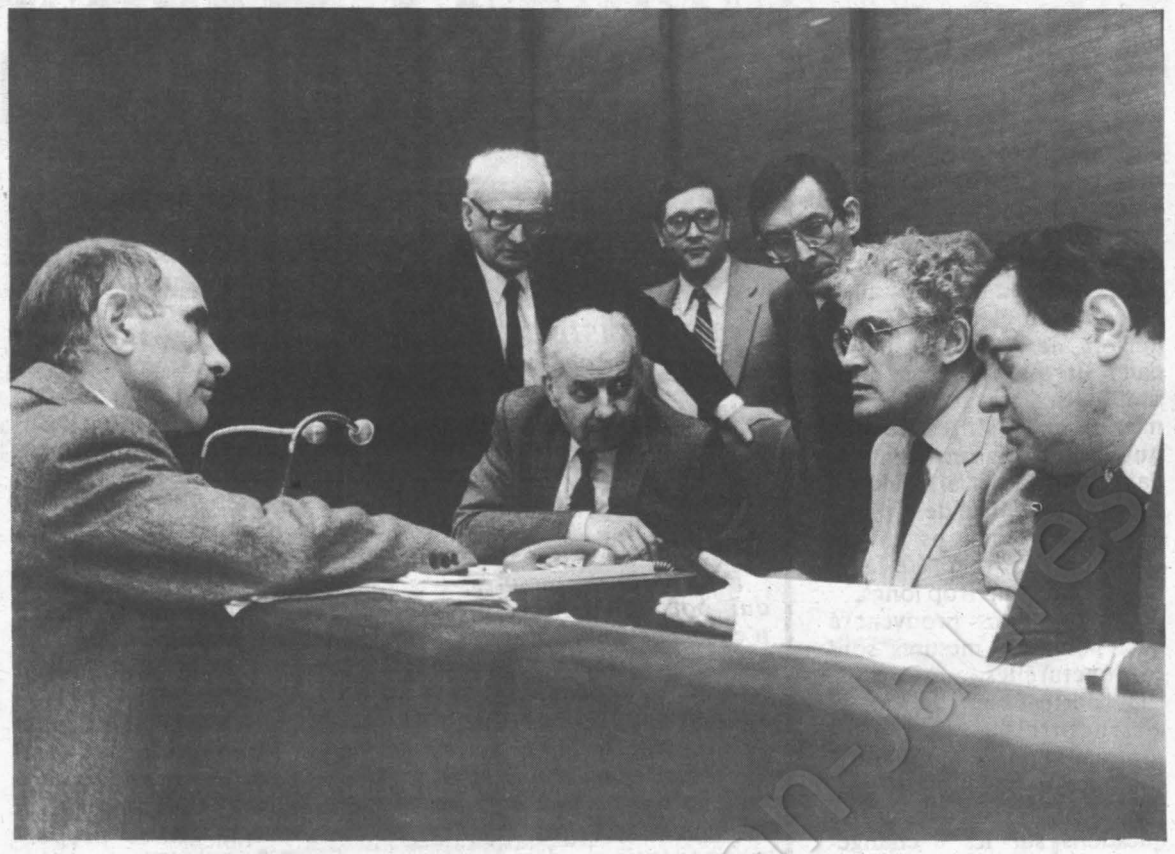
UN PARTI RESPONSABLE

Le Parti socialiste est unanime pour soutenir la politique du gouvernement, œ qui n'exclut ni l'interrogation ni la critique

PAR ANTOINE VIOLET

« ETRANGE Comité directeur », s'exclamait dimanche soir un commentateur du journal télévisé en ajoutant : « On attendait des éclats de voix, on a eu un débat mesuré et sans passion. » S'il y a là quelque chose d'étrange, c'est bien cette manière de présenter l'information. Pourtant, depuis le temps que les délibérations des instances du P.s. ne se passent pas comme certains journalistes l'annoncent, ils devraient êtres conduits à davantage de prudence !

Il n'y a effectivement pas eu d'éclats de voix au Comité directeur de ce dernier week-end mais bien un débat sérieux, au cours duquel quarante orateurs sont intervenus pour traiter des élections municipales et des leçons qu'il convient d'en tirer, de la situation politique en général et des mesures économiques décidées par le gouvernement à la fin de la semaine dernière (1).



AuComité directeur le week-end dernier, on reconnaît : Christian Goux, Jean Poperen, Claude Estier, Lionel Jospin, Marcel Debarge, Pierre Bérégovoy, Georges Fillioud, Véronique Neiertz, Michel Rocard, Charles Hernu, Françoise Gaspard, Georges Sarre, Michel Charzat, etc.





Le trait commun de ces interventions, et qui mérite qu'on s'y arrête, est qu'aucun des orateurs n'a cherché à dissimuler les faits. Le résultat des élections municipales, par exemple, en dépit du sursaut du second tour constitue un échec pour la gauche même s'il convient de le relativiser, comme l'ont fait Jean Poperen dans son rapport introductif ou Lionel Jospin en soulignant qu'en période de crise les gouvernements au pouvoir sont rarement populaires et que jamais, dans notre pays, les élections locales n'ont été bonnes pour la majorité, celle de 1977 ayant subi une défaite beaucoup plus sévère que la gauche les 6 et 13 mars. Il n'en reste pas moins que l'électorat a donné une fois encore une





réponse claire. En 1981, il avait décidé de donner une majorité massive au président qu'il venait d'élire afin qu'il puisse gouverner. En mars 1983, c'est encore Lionel Jospin qui parle, il a dit à la fois « ses inquiétudes, ses préoccupations et parfois son découragement au premier tour mais aussi, au second tour, son refus de retour de la droite et sa volonté de poursuivre avec la gauche ».

Si tel est bien l'« avertissement », la question qui se pose, et que s'est posée le Comité directeur, est celle de savoir s'il a bien été entendu par le gouvernement d'une part, par le Parti socialiste lui-même, d'autre part.

Pour ce qui concerne le gouvernement, peu de commentaires ont été faits sur le remaniement gouvernemental, les membres du Comité directeur faisant leur la constatation exprimée par le premier secrétaire appréciant la reconduction du Premier ministre comme « l'affirmation d'une volonté de continuité dans la politique suivie depuis mai 1981, notamment malgré les problèmes conjoncturels, sur le plan économique et social ».

L'interrogation du Comité directeur, celle contenue dans des interventions comme celles de Louis Mermaz, Didier Motchane, Jean Poperen, Christian Goux ou Robert Chapuis, pour ne citer que celles-là, parmi plusieurs autres, portait précisément sur le point de savoir si les mesures conjoncturelles arrêtées par le nouveau gouvernement répondent bien au problème posé et aux trois objectifs majeurs rappelés la semaine dernière par le président de la République : poursuivre la lutte contre le chômage, ramener l'inflation à un niveau comparable à celui des pays voisins, rétablir en deux ans l'équilibre du commerce extérieur. Chacun convient, au P.s., que ce triple objectif ne peut être atteint en douceur. D'où la nécessité d'un plan « rude » dont Lionel Jospin a aisément reconnu qu'il est « une concession à une réalité imposée ». Il n'en est pas moins légitime que les socialistes s'interrogent sur les risques que comporte inévitablement un tel plan, notamment dans le domaine de l'emploi, et donc sur ses chances de réussite globale.

Cela ne signifie pas, comme l'a écrit « le Monde », que « scepticisme et inquiétude ont dominé les débats du Comité directeur », mais au contraire que celui-ci, avec esprit de responsabilité, a souhaité en savoir davantage sur un plan qu'il souhaite voir complété par une accentuation de la lutte contre le chômage mais auquel il apporte son soutien en invitant les citoyens à se mobiliser comme le leur a demandé le président de la République.

On aborde là le second aspect du débat du Comité directeur, celui qui concerne le rôle du parti lui-même dans la situation présente. Débat qui ne date pas d'aujourd'hui et qui sera sans aucun doute au centre de la préparation du prochain congrès que le Comité directeur a été unanime à vouloir maintenir, comme le proposait le premier secrétaire, à sa date normale d'octobre. Mais il est clair que le P.s. ne peut attendre que ce débat soit conclu pour être en mesure d'intervenir efficacement. C'est pourquoi, comme le souligne la résolution adoptée à l'unanimité, « il entend renforcer son rôle d'interlocuteur du gouvernement », en affirmant que « l'effort de réforme déjà engagé, notamment dans le sens de plus de justice sociale, doit être poursuivi », en annonçant que « le P.s. lui-même, à partir des études qu'il a déjà réalisées, avancera de nouvelles propositions, en particulier pour accélérer la réforme de la fiscalité » et en souhaitant « qu'en contrepartie de nombreuses dispositions arrêtées pour rendre les entreprises françaises plus compétitives des engage-

ments soient pris par le patronat en matière d'investissements et d'emplois ».

L'ensemble de ces prises de position s'inscrit dans une logique qui n'a cessé d'être celle du parti majoritaire de la majorité. Son rôle n'est pas de se substituer au gouvernement, mais de veiller à ce que les objectifs de celui-ci demeurent conformes à la volonté exprimée en mai et juin 1981, ce qui est la condition pour que se fasse la mobilisation populaire à laquelle le P.s. demande à ses fédérations, ses sections et ses élus de contribuer notamment par des campagnes d'explication auprès des travailleurs, ce qui doit aussi permettre au gouvernement d'être en permanence au contact des forces populaires.

C'est dans le même esprit que le Comité directeur a décidé l'organisation d'une grande campagne d'adhésions qui doit permettre, notamment en prolongeant les contacts noués à l'occasion des élections municipales, d'accroître les forces du parti et d'en faire un instrument plus puissant encore au service des idées qu'une majorité de Français a approuvées il y a deux ans.

Que ceux qui s'étonnent que des interrogations et même des contradictions puissent s'exprimer dans un Comité directeur comprennent bien que le P.s. ne sera jamais un « parti godillot ». C'est d'ailleurs ce que Lionel Jospin a exprimé avec force dans la conclusion de son intervention :

« La critique est normale, puisque tout ne va pas bien. Elle est nécessaire puisque ces critiques, nous les entendons dans le pays, formulées par nos militants et par ceux qui nous entourent et qui ont confiance en nous. Elle est saine, car si elle ne s'exprime pas dans le Parti socialiste, dans le parti principal de la majorité, pour être utilisée positivement, où alors s'exprimera-t-elle ? Elle correspond en plus, il faut s'en persuader, à une loi de l'histoire contamment rappelée, quand les socialistes sont au pouvoir.

« En même temps, le soutien au gouvernement est une exigence aussi impérieuse, et à certains égards plus impérieuse.

« Nous pouvons avoir des divergences entre nous — et je crois même que nous en avons quelques-unes — mais c'est ensemble que nous devons assumer cette double exigence de critique et de soutien à l'action gouvernementale, car ce qui est en cause pour les années qui viennent, c'est, bien sûr, l'avenir du pays et le sort de la politique et du mouvement engagés le 10 mai 1981. » ●

(1) Le Comité directeur a pris, par ailleurs, un certain nombre de décisions sanctionnant les candidats et les sections qui n'ont pas respecté la discipline d'union de la gauche aux élections municipales. Il a également ratifié la nomination au Bureau exécutif du parti et au secrétariat national de Georges Sarre qui y remplace Pierre Guidoni, devenu ambassadeur à Madrid.

DU NEUF POUR LES VIEUX

Voulues par François Mitterrand, les Assises nationales des retraités et personnes âgées ont proposé à ceux-ci de n'être plus seulement des assistés mais aussi des acteurs

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

DESORMAIS le troisième âge s'assume. Révolue l'époque de l'assistance. Place à la solidarité. Telle est la signification des Assises nationales des retraités et personnes âgées tenues à Paris du 28 mars au 1er avril.

A l'origine de cet événement sans précédent : François Mitterrand. Le 7 avril 1982, lors de la journée mondiale des personnes âgées, il avait souhaité la convocation de ces assises. Moins d'un an plus tard, elles avaient lieu et traçaient des perspectives encourageantes pour l'avenir. Dans l'intervalle, une vaste concertation a été entreprise à l'échelle nationale. Elle a commencé au niveau le plus décentralisé : les quartiers, les associations et clubs du troisième âge pour se poursuivre lors de réunions régionales et trouver son aboutissement dans ces Assises nationales. Environ deux à trois millions de personnes ont été concernées par cette opération. Des retraités, des familles, mais aussi des responsables d'association, des élus, bref tous ceux qui, de près ou de loin, sont impliqués dans la vie des retraités. Une démarche foncièrement nouvelle qui se veut politique. Rien à voir avec la pseudo-concertation organisée par les gouvernements de droite. « Nous voulons donner le droit à la parole au troisième âge, c'est-à-dire à une population très importante, puisque 10 millions de personnes ont plus de 60 ans, explique-t-on au secrétariat d'Etat chargé des Personnes âgées. Or, ces gens-là n'ont pas pu émerger jusqu'à présent. Les associations de retraités n'étaient pas reconnues comme des partenaires sociaux à part entière par les pouvoirs publics. Voilà pourquoi nous voulons leur restituer la parole. »

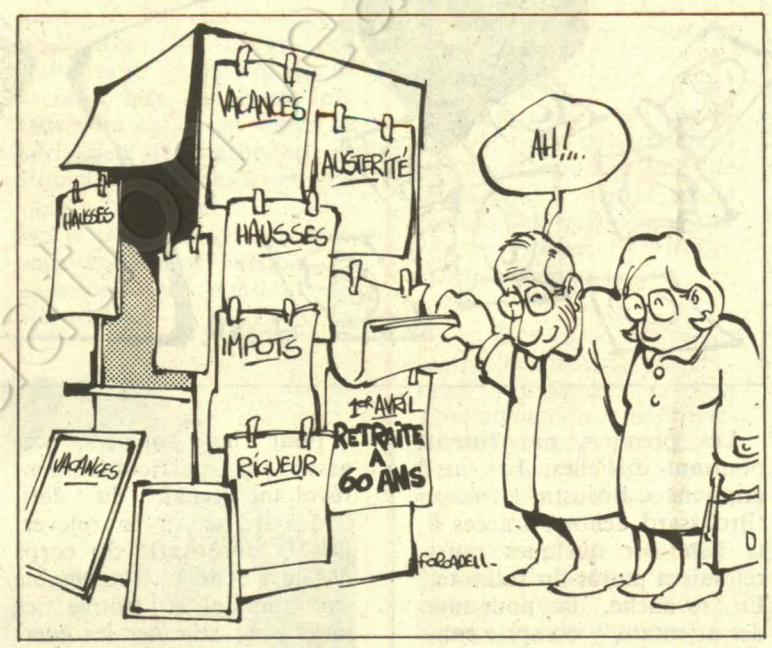
Fondamentalement politique

L'autre objectif, plus pratique, était de recueillir les souhaits et une réflexion des personnes âgées, pour préparer le IXe plan (1984-1988). Ainsi, au cours du discours d'inauguration, François Mitterrand a souligné qu'il attendait des ces Assises « d'utiles recommandations, propositions et suggestions pour l'action des pouvoirs publics ». Pour Daniel Benoist, secrétaire d'Etat chargé des Personnes âgées, il n'y a aucune ambiguïté sur la nature des travaux de ces assises, comme il l'a déclaré aux trois mille délégués : « Votre chemin est fondamentalement politique au sens le plus noble du terme. Ce n'est pas seulement, en effet, de techniques que vous allez débattre, mais au fond, d'une idéologie, de plusieurs idéologies de la vieillesse. Chacun en a son idée. Vous représentez avec une exceptionnelle diversité les courants, les innovations, les groupes d'intérêts les plus divers. Qui, en effet, décide de l'évolution de la politique de la vieillesse ? L'évolution des modes de production et de consommation, l'idéologie de notre civilisation pèsent lourdement sur ces orientations successives. C'est dans ce contexte que les grandes conquêtes sociales font l'objet de décisions politiques, à l'initiative tantôt de l'Etat, tantôt des partenaires sociaux, tantôt des collectivités locales, tantôt encore des forces innovantes, telles que les milieux associatifs. Il vous appartient cette semaine, en ayant une conscience lucide des rapports de forces qui sous-tendent ces décisions, de proposer des orientations, des mesures qui aideront les mentalités à évoluer, et l'action à être plus respectueuse de la dignité, de l'autonomie de tous. »

Autre idée force exprimée par Daniel Benoist : « La rupture avec la logique de l'assistance, rupture avec la logique de la ségrégation. » En clair, les pouvoirs publics demandent aux retraités de se prendre eux-mêmes en charge pour les problèmes qui les concernent. La solidarité et une réelle participation active doivent remplacer l'assistance. Nouveau, ce langage de responsabilité qui restitue toute sa dignité au troisième âge.

Pendant cinq jours, trois mille délégués auront débattu des problèmes du vieillissement avant d'élaborer le rapport final. Ils ont participé à douze commissions regroupées en trois grands thèmes : « le parcours des âges » (passage à la retraite et ressources, solidarité des âges, relations entre générations, formation-recherche), « la vie dans la cité » (vie quotidienne, population, habitat, temps libre, sécurité, relation avec l'administration), « autonomie et dépendance » (prévention du vieillissement, préservation et perte d'autonomie, dépendance).

Au cours de ces discussions, de nouveaux types de relations ont été instaurés. Les fonctionnaires, experts, responsables qui ont assisté aux réunions n'ont pas pris la parole. Ils n'étaient que de simples observateurs. Ils avaient pour mission d'écouter, de prendre en compte le discours tenu par les délégués élus. Inhabituel renversement des rapports entre usagers et pouvoirs publics.



Au centre des préoccupations

Au milieu de tous les thèmes abordés, difficile d'établir une hiérarchie. Mais il semble que les préoccupations majeures du troisième âge tournent autour de deux problèmes principaux. D'abord le passage de la vie active à la retraite (un retraité sur quatre meurt dans sa première année de retraite) et les ressources (comment va-t-on continuer à payer ?). Ensuite, la prise en charge de la dépendance. Comment affronter l'inéluctable double phénomène de l'augentation de l'espérance de vie et l'accroissement de la dépendance avec l'âge ?

Indispensables, l'expression et le sentiment des personnes âgées sur des sujets aussi fondamentaux, pour permettre au gouvernement d'orienter sa politique. C'est pourquoi, afin de conférer à ces assises toute leur portée nationale et tout leur retentissement, François Mitterrand, Pierre Mauroy et de nombreux ministres et secrétaires d'Etat y ont participé. Une manière aussi de confirmer que la politique en direction du troisième âge est au centre des préoccupations gouvernementales.

Déjà, depuis que la gauche est au pouvoir, les ressources du minimum vieillesse ont augmenté de 56 %. L'action en faveur du maintien à domicile a été développée. Le nombre de bénéficiaires des aides-ménagères a augmenté de 80 000. Dans ce dernier secteur, les dépenses sont passées de 1,3 milliard de francs en 1980 à 2,2 milliards en 1982. Enfin, une subvention de 6 500 F a été accordée à chaque retraité qui en avait besoin pour améliorer la qualité du logement.

Dans ce contexte, ces Assises nationales constituent un élément primordial et original de la politique du gouvernement, puisqu'elles font directement appel aux personnes du troisième âge. Autant dire qu'une telle politique n'est pas prête de vieillir.



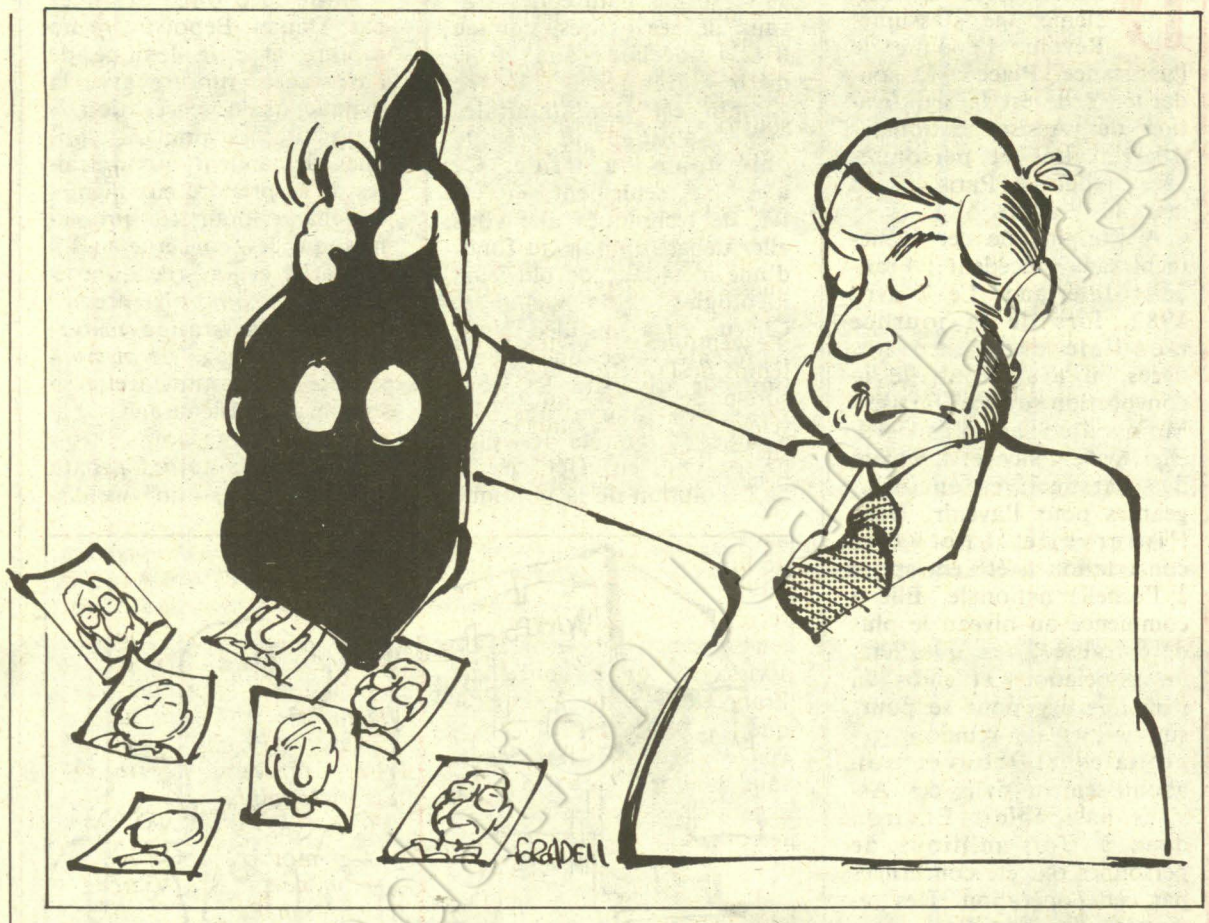
Pascal Lebrun

François Mitterrand entouré de Giorgina Dufoix, Pierre Bérégovoy et Daniel Benoist aux Assises nationales.

LES MISSIONS ACCOMPLIES DU COMMISSAIRE BROUSSARD

En deux mois, le commissaire Broussard – dans le respect des procédures ordinaires – a réussi à démolir deux mythes qui contribuaient à précipiter la Corse dans le terrorisme : les activistes de l'ex-F.n.l.c. ne sont pas tous des militants purs et durs, mais aussi des truands liés au milieu et surtout la loi du silence a vécu

PAR PAUL LEDUC



TANDIS que le commissaire Broussard et ses hommes accumulent les succès, l'espoir renaît en Corse. L'espoir que vont bientôt cesser la violence et l'angoisse imposées par une poignée d'extrémistes doctrinaires suivis ou noyautés par des hommes de main aux ambitions plus viles. En moins de trois mois, près d'une centaine d'arrestations ont été opérées dans l'île. Avec une confirmation au passage : le discours nationaliste de l'ex-F.l.n.c., le Front de libération nationale de la Corse, dissous en janvier par le gouvernement, couvre toutes sortes d'opérations, du racket au meurtre en passant par le chantage et le hold-up. Les apprentis-sorciers de l'indépendance ont ouvert une brèche dans la légalité. Profitant de l'aubaine, pas mal de truands s'y sont engouffrés.

La force tranquille

Froidement accueilli par les uns et, en butte, d'emblée, au scepticisme de la majorité des habitants de l'île, Robert Broussard a su retourner rapidement le courant en sa faveur. Pourtant, lorsqu'il avait débarqué à Ajaccio en janvier, tout juste promu commissaire de la République, les plus pessimistes considéraient que la Corse était entrée dans un processus fatal à l'algérienne. Pour les plus optimistes, le nouveau patron de la police dans l'île, en butte à la loi du silence et à la solidarité familiale insulaire hyper-développée, ne pouvait marquer des points avant au moins six mois. Force est de constater que l'expérience, la technique et le travail accompli sans relâche sous la houlette de Robert Broussard et du commissaire Ange Mancini, le nouveau patron du S.r.p.j. de l'île, ont permis aux policiers de démentir tous les pronostics. Certes, le terrorisme politique et le banditisme qui l'accompagne n'ont pas encore été éliminés. Mais les résultats acquis permettent de ne plus considérer cet objectif comme inaccessible. A sa manière et dans son domaine, Broussard a su transposer la formule de la force tranquille. Avec efficacité.

Les premiers pas furent pourtant difficiles. Les inscriptions « Broussard fora » (Broussard dehors) tracées à la hâte sur quelques murs relevaient plutôt du folklore. En revanche, la poursuite des attentats, y compris contre la préfecture où Broussard s'est établi avec son état-major, indiquait clairement les intentions de l'ex-F.l.n.c. C'est alors que, franchissant encore un degré dans l'escalade, les terroristes ont atteint le summum de l'odieux, de la barbarie et de la lâcheté. Le 9 février, ils ont assassiné André Schoch, un coiffeur de 69 ans installé à Ajaccio depuis une trentaine d'années. Une décharge de chevrotine tirée dans la tête à bout portant et une pancarte autour du cou de la victime — « affaire Schoch terminée » — ont marqué le terme du calvaire de cet homme qui avait refusé de se soumettre à un racket politico-crapuleux. Depuis des mois, le téléphone du coiffeur sonnait la nuit. Des voix féminines et masculines lui enjoignaient, à lui le « Non-Corse », d'acquitter un « impôt » de 80 000 F pour avoir la paix. Courageusement, Schoch a toujours refusé de céder. Ses racketteurs l'ont finalement prévenu qu'ils allaient l'exécuter. Et ils l'ont fait. Sans hésiter. L'ignominie le dispute ici à l'absurde.

Pour les policiers, cet assassinat particulièrement révoltant tenait du défi. Broussard a su le relever. Dès la découverte du corps d'André Schoch, il rassemble son monde et trouve les mots pour stimuler les énergies. En fait, les enquêteurs disposent aussitôt de quelques éléments. D'abord, les voix des racketteurs, enregistrées lors de leurs appels chez le coiffeur. Ensuite, les fruits d'un travail de fourmi réalisé depuis janvier. Dès son arrivée, l'ancien patron de la brigade anti-gang s'est en effet intéressé de très près à l'activité de quelques voyous corses, dont certaines anciennes « connaissances ». Parmi celles-ci, Jean-Baptiste Rimitti, un spécialiste du hold-up qui a pour couverture un bar de nuit d'Ajaccio, le Monte-d'Oru, plutôt mal fréquenté. En fait, Broussard a toujours été convaincu que des liens existaient entre le milieu traditionnel et les activistes se réclamant du F.l.n.c. Une intuition payante. La suite des événements ne tardera pas à le vérifier.

Les premiers pas des enquêteurs se révèlent pourtant difficiles. Aucun témoin ne semble avoir assisté à l'enlèvement d'André Schoch, le 8 février, en plein cœur d'Ajaccio. Le juge d'instruction décide alors de faire diffuser les voix des racketteurs par F.r.3 et Radio-Corse. Une méthode exceptionnelle mais qui a déjà porté ses fruits dans d'autres affaires en permettant d'identifier des assassins. Un obstacle se dresse aussitôt, les journalistes refusant de prêter leur concours à la justice sous cette forme. Broussard et Mancini négocient alors à Paris avec les responsables de l'audiovisuel. Dans un premier temps, une solution médiane est mise en place : la radio et la télévision informent l'opinion insulaire que les voix des racketteurs, enregistrées par la police sur des répondeurs téléphoniques, peuvent être entendues en appelant certains numéros. Plus de 20 000 appels se succèdent ainsi en quelques semaines. Et lorsque le juge décide finalement de réquisitionner les antennes récalcitrantes pour obtenir la diffusion des fameuses voix, cela n'a plus très grande utilité. Des témoins anonymes ont déjà identifié certains des interlocuteurs qui avaient menacé Schoch.

Le «Continental» se met à table

Dans le même temps, l'enquête va progresser grâce à l'arrestation presque par hasard à Paris, à la suite d'une rixe, d'un voyou, Gérard Gounod, 30 ans, auquel s'intéressait beaucoup la P.j. corse. Soupçonné d'avoir commis plusieurs cambriolages dans l'île, Gounod est immédiatement transféré à Ajaccio. Or, ce « Continental » se met à table et reconnaît sa participation à cinq attentats. Il avoue aussi avoir préparé vingt charges pour des amis. Ce qui entraîne son inculpation, le 15 mars, et l'arrestation de ceux-ci, Antoine Pasquallagi, 28 ans, et Christian Battesti, 27 ans. Ces deux individus ne nient pas avoir commis des plasticages signés par le F.l.n.c. Ex-employé municipal d'Ajaccio, Battesti reconnaît aussi être l'auteur de deux hold-up : celui du supermarché Codec, et celui, le 14 janvier, de la Société Générale. Le premier pour son compte personnel, le second soi-disant pour le compte du F.l.n.c. Battesti présente un autre intérêt : sa voix a été identifiée comme celle d'un des racketteurs du coiffeur Schoch. Ce qu'il finit par reconnaître le 17 mars. Mais il nie sa participation au meurtre. Sans convaincre ceux qui l'interrogent.

Les enquêteurs arrêtent dans la foulée un ancien militant de l'ex-F.l.n.c., René Tomasi, 28 ans, plus connu des policiers comme truand que comme « politique ». Son domicile abrite un petit arsenal : plusieurs fusils de chasse et trois bâtons de 100 grammes de dynamite — la charge habituelle de la plupart des attentats — reliés à des détonateurs. Sans profession déterminée, Tomasi finit par reconnaître qu'il a commis divers attentats, tantôt au nom du F.l.n.c., tantôt pour son propre compte. Il est surtout convaincu d'avoir exécuté André Schoch. Ce dont il sera inculpé le 19 mars. Arrêtée en même temps que lui à son domicile, son amie Marie-Lucie Nadizi, 30 ans, sans activité régulière, reconnaît à son tour avoir participé au racket du coiffeur assassiné. Et, comme par hasard, cette équipe de petits truands passait régulièrement ses soirées au Monte-d'Oru, le bar de Rimitti. Avec l'arrestation de la sinistre équipe qui a assassiné le coiffeur, un mois à peine après le drame, les policiers ont remporté une importante victoire. Ils ont d'abord démontré leur efficacité. Ils ont ensuite établi

que, sous couvert du F.l.n.c., des petits truands agissent souvent pour leur propre compte. Et par là même, ils ont sérieusement ébranlé la crédibilité — ou ce qu'il en restait — de cette organisation politico-militaire clandestine, visiblement débordée par des hommes qui, à tort ou à raison, se réclament d'elle. Que des truands aient infiltré le F.l.n.c. à son corps défendant n'est pas impossible. Mais quel crédit accorder à une organisation à ce point incapable de maîtriser les conséquences de ses engagements ?

Double discours cynique ?

Confortés par ce premier succès, les policiers ne s'endorment pas sur leurs lauriers. Le 24 mars, Broussard marque un nouveau point. Il annonce, à Bastia, l'arrestation de six terroristes dont trois faisaient partie de l'équipe qui, au cours de la nuit bleue organisée par le F.l.n.c. le 11 février 1982 au soir, a assassiné un caporal-chef de la Légion, Renato Rossi, et grièvement blessé un autre légionnaire, Maurice Steinte. L'opinion s'était émue de cette opération meurtrière de commando où les légionnaires auraient été tirés comme des lapins à coups de fusil mitrailleur, alors qu'ils regardaient la télévision dans un camp de repos de la Légion. Pas moins de seize douilles avaient été retrouvées sur les lieux du crime.

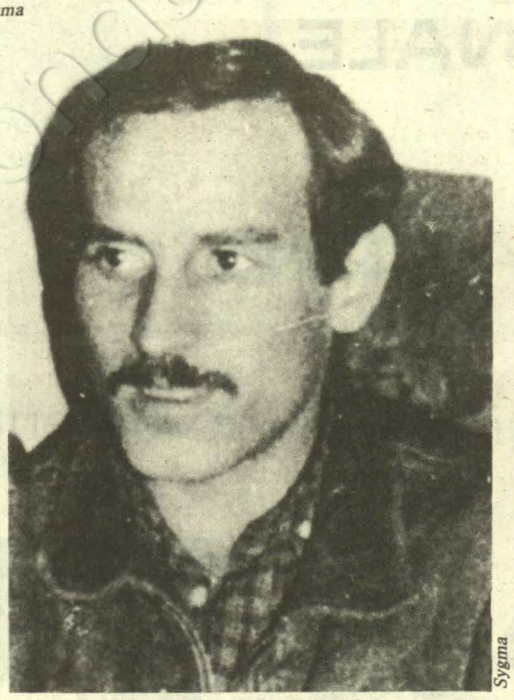
Le soir du drame, des témoins avaient repéré près du camp de la Légion la camionnette de Joseph Morrachini, 30 ans, un artisan peintre, membre de l'U.p.c. (Union du peuple corse), le parti autonomiste d'Edmond Simeoni. C'est en reprenant cette piste que les policiers viennent d'aboutir. Morrachini a été arrêté le 22 mars. Le lendemain, Felix Tomasi, un commerçant de 32 ans, a été interpellé à son tour. Tomasi milite à la C.c.n. (Consulte des comités nationalistes), considérée comme la vitrine légale du F.l.n.c. Le 24 mars, c'est un militant de la C.f.d.t., Charles Pieri, 32 ans, candidat à Bastia aux élections municipales sur la liste d'Edmond Simeoni, qui est arrêté à son tour. Ces trois hommes sont présumés avoir participé à l'attaque meurtrière du camp de la Légion en février 1982. Selon eux, il s'agirait d'une bavure occasionnée par la maladresse et le manque de sang-froid d'un membre du commando. Quoi qu'il en soit, l'appartenance politique de ces trois hommes montre que si le F.l.n.c. est noyauté par des voyous, il a lui-même su placer des militants dans les partis qui, officiellement, condamnent la violence et l'aventurisme. A moins, diront certains, qu'il ne s'agisse là d'habileté et de double discours chez ceux qui feignent de jouer le jeu de la légalité tout en participant au terrorisme. Une version cynique qui reste toutefois encore à démontrer. Même si le doute s'installe.

Le coup de filet de Bastia ne s'est pas limité aux trois comparses de l'agression du 11 février dernier. Les policiers ont aussi arrêté trois autres militants corses dont Antoine Filippi, 31 ans, commerçant et membre de la C.c.n. Ils ont découvert à son domicile l'une des trente armes audacieusement dérobées, dans l'enceinte même du tribunal de Bastia, dans la nuit du 3 au 4 janvier dernier. Des armes saisies à l'occasion d'affaires qui n'ont pas encore été jugées.

Le bilan de Broussard et de ses hommes a été salué comme il convient par Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité publique. On ne peut que se réjouir des coups portés à ceux qui violaient la démocratie et la légalité depuis tant de mois. Quant au F.l.n.c., il paraît ébranlé par ces succès et plus encore par la preuve qui vient d'être publiquement apportée des liens qui existent entre le milieu et lui. Au passage, une légende vient d'en prendre un coup : « La loi du silence en Corse n'est plus ce qu'elle était », explique Broussard avec une petit sourire. La dernière satisfaction, et non la moindre, tient aux conditions dans lesquelles ces remarquables résultats ont été obtenus. Tant d'esprits chagrins et nostalgiques avaient déploré les bonnes vieilles méthodes d'exception en vigueur du temps de la défunte Cour de sûreté de l'Etat, qu'il faut relever ici l'importance des succès enregistrés dans le respect des procédures ordinaires, sans rafles massives ni gardes à vue supérieures à 48 heures. Il n'est pas davantage nécessaire de recourir aux méthodes douteuses du passé, du temps où sévissaient les barbouzes de Francia. Il reste à espérer que la justice saura parachever le travail en prononçant, sans crainte ni passion, les sanctions que méritent ces terroristes. ●

Sygma





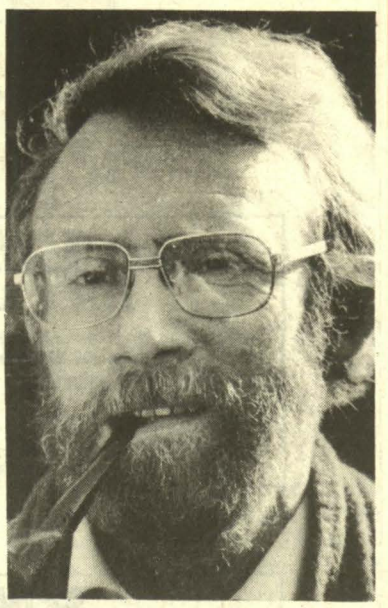
Sygma

Quelques truands arrêtés ces derniers jours : Marie-Lucie Nadizi « la voix féminine » de l'affaire Schoch ; René Tomasi, l'assassin du coiffeur André Schoch ; Joseph Morrachini, Charles Pieri et Félix Tomasi, inculpés de l'attaque meurtrière contre la Légion, le 11 février.



A.f.p.

DIPAPACÉQUOI



L'enfant et les mots

par Piem

L'ENFANT avait fait un herbier de son livre d'histoire. Il cueillait avec soin les petites phrases historiques et les mettait à sécher entre deux feuilles de papier buvard, puis, à l'aide d'une pince à épiler, il les plaçait dans son grand livre, s'efforçant autant que ses connaissances le lui permettaient de ne pas les froisser et de n'en pas dénaturer le sens.

Il avait déjà répertorié les grands mots du passé, allant du « panache blanc » au « je vous ai compris ».

Ayant cueilli ce jour-là dans la rosée du printemps les mots frémissants de l'actualité, il déposa sur le buvard avertissement et remaniement, rigueur, effort et solidarité.

Un mot asséché devient semblable au virage parcheminé d'un Ramsès ou d'un Toutankhamon ; les voyelles déshydratées perdent de leur rondeur et les consonnes dévoilent leur squelette.

En haut d'une page blanche de son herbier, le petit garçon avait écrit avec application : « Raisumé dès aivénemant réssent » , puis détachant du buvard les mots sélectionnés, il les posa un à un sur la feuille.

Il rencontra une première difficulté avec le mot avertissement. Déjà sec par nature après son passage dans les urnes, le buvard n'avait pas arrangé les choses. Il se brisa quand l'enfant s'en saisit. Le petit garçon dut fixer les débris de ce mot avec du papier collant afin qu'il ne disparaisse pas dans les oubliettes de la mémoire. Le mot rigueur n'offrit aucune résistance ; c'était un mot à l'échine souple, qui se pliait à toutes les circonstances et s'adaptait facilement à chaque page de notre histoire ; il sentait encore bon les erreurs du passé. L'enfant le déposa au milieu de la page en le lissant du dos de la main, comme on caresse des illusions.

Du bout de sa pince, l'enfant détacha le mot effort, et le plaça, avec sagesse, dans la marge, car l'effort est toujours pour les autres ; puis il jeta un regard sur son œuvre. Cette page d'histoire prenait belle tournure.

En décollant du buvard le mot solidarité, l'enfant s'aperçut que, contrairement aux apparences, les lettres n'étaient pas attachées entre elles. Il dut les prendre séparément et reconstituer comme il le put l'utopie du moment. Dans sa précipitation il mélangea les lettres et écrivit Lidosiraté.

Il ne restait plus qu'à déposer dans l'herbier le mot remaniement. Cela pourrait paraître simple à tous ceux qui n'ont jamais fait d'herbier historico-politique, mais méfions-nous des apparences ; ce mot est terriblement susceptible. Chaque lettre a un ordre de préséance, il faut veiller à placer, autant que possible, autant de voyelles que de consonnes, s'efforcer de mettre une voyelle entre chaque consonne et si l'équilibre politique vous fait une obligation de placer deux voyelles côte à côte, faites de même avec deux consonnes. Commencez le mot par un R de deux airs, mettez le point sur le I afin de rendre l'E muet. Il ne faut à aucun prix se laisser aller à la facilité en plaçant autour de la table du conseil les lettres par ordre alphabétique : AEEEIMMNRT n'a jamais fait un bon remaniement.

Il faut penser avant tout à la grandeur de la France et s'en tenir à l'esprit de la lettre.

L'enfant savait tout ça. Il savait comment on fait un remaniement. Il siffla dans ses doigts et les lettres, en bon ordre, vinrent se poser dans son herbier.

Tout était bien à sa place. Le petit garçon y jeta un dernier coup d'œil et referma le livre.

Dehors, l'herbe était tendre. Au milieu de la prairie, perçaient l'impatience et de bien curieuses pensées, de-ci de-là, pointait la tête jaune des soucis nouveaux.

L'enfant se promit d'en faire une autre page, bien sage, entre deux feuilles de buvard.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Société Anonyme au capital de F 1.142.810.600
Siège Social : 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris
Registre du Commerce et des Sociétés : Paris B 552 120 222

La Société Générale procède à l'émission simultanée de 2 emprunts obligataires.

EMPRUNT
DE F 1.600.000.000

- Nominal des titres : **F 5.000**
- Prix d'émission : **99,68 % soit F 4.984**
- Jouissance et règlement : **18 avril 1983**
- Intérêt annuel : **15 %** **soit F 750** par obligation, payable pour la première fois le **18 avril 1984.**

Taux de rendement actuariel brut au **18 avril 1983** : **15,07 %**

- Amortissement : **en totalité à la fin de la 8e année (le 18 avril 1991)** par remboursement au pair.

EMPRUNT
A BONS DE SOUSCRIPTION
DE F 800.000.000 MAXIMUM

Première tranche de F 400.000.000

- Nominal des titres : **F 5.000**
- Prix d'émission : **95,44 % soit 4.772**
- Jouissance et règlement : **18 avril 1983**
- Intérêt annuel : **13,50 %** **soit F 675** par obligation, payable pour la première fois le **18 avril 1984**
- Taux de rendement actuariel brut au **18 avril 1983** : **14,50 %**

Deuxième tranche

- Montant maximum : **F 400.000.000** en titres de **F 5.000** nominal
- Intérêt annuel : **13,50 %** **soit F 675** par obligation

Date d'exercice du droit de souscription et jouissance des titres	18.10 1983	18.04 1984	18.10 1984	18.04 1985	18.10 1985	18.04 1986
Prix d'émission soit	**96,90 %** F 4.845	**97,84 %** F 4.892	**98,74 %** F 4.937	**99 %** F 4.950	**99,64 %** F 4.982	**100 %** F 5.000
Taux de rendement actuariel brut à la date de l'exercice	**14,25 %**	**14 %**	**13,86 %**	**13,76 %**	**13,66 %**	**13,50 %**

Disposition commune aux deux tranches
Amortissement : en totalité à la fin de la 8e année, **le 18 avril 1991**

B.A.L.O. du 28.3.1983

Cotation des obligations et des bons de souscription : demandée à la Bourse de Paris.

Souscriptions à tous les guichets de la Société Générale. Une note d'information portant le visa C.O.B. n° 82-192 en date du 2.11.1982 est tenue, sans frais, à la disposition du public.

SGP

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.l'organisation

.la gestion

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université
75007 PARIS - Tél : 550.32.04

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cédex 15 - Tél. : 538-52-27

Fondation Jean-Jaurès

TRES, TRES CHER DISPARU

Le taux de mortalité en France étant d'une remarquable stabilité; les entreprises de pompes funèbres pour faire des profits doivent se livrer à une guerre féroce dans le gadget thanatologique et désormais la mort est hors de prix

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

REGULIEREMENT, un scandale défraie la chronique funéraire. Le dernier en date : un entrepreneur de pompes funèbres de Lagny, dans la Région parisienne, accuse l'agence locale des Pompes funèbres générales de concurrence déloyale. M. Juif connaît bien la musique, puisqu'il a été l'un des employés de ce géant de la thanatologie avant de s'installer à son compte. Et il dénonce en vrac l'infraction au contrat passé avec la mairie (des cercueils moins épais que prévu), l'escroquerie (d'autres grossièrement peints pour être vendus plus cher), les racolages sur la voie publique, les magouilles avec le maire R.p.r., etc.

Choquant ? Et pourtant, ces pratiques, sans être vraiment monnaie courante, n'en sont pas moins d'une grande banalité, surtout en matière de racolage, pourtant expressément illicite. Les témoignages en la matière ne manquent pas.

Exemple, cette infirmière licenciée d'une clinique du XIe arrondissement de Paris pour avoir réagi trop violemment aux admonestations de sa directrice, furieuse de voir les parents d'une petite fille s'adresser à une autre entreprise de pompes funèbres que celle avec laquelle elle était en relations !

Réseaux de rabatteurs

Car ces entreprises, lorsqu'elles ne sont pas sur une ville en situation de monopole, se livrent à une véritable course aux mourants : à qui mettra le premier la main sur le cadavre encore chaud. Et la famille devant le fait accompli. Pour cela, elles entretiennent des réseaux de rabatteurs, concierges, agents hospitaliers, commissaires de police, curés, employés de mairie... Services qui sont évidemment monnayés et que les familles retrouvent sur leurs factures.

Ces coupables pratiques s'expliquent aisément : le taux de mortalité en France est d'une remarquable stabilité (1,1 %), ce qui assure certes aux activités thanatologiques une clientèle « captive » de, bon an mal an, cinq cent dix à cinq cent soixante-dix mille décès, mais, en économie capitaliste, qui ne croît pas régresse... Les entreprises de pompes funèbres tentent donc de remédier à cet état de fait en déployant toutes les armes de la concurrence — sauf les baisses de prix — et en faisant preuve d'une étonnante inventivité.



Ainsi s'efforcent-elles de proposer des services de plus en plus sophistiqués, que ce soit dans l'ornementation du cercueil — on a même inventé des protège-vis ! — dans l'édification des monuments funéraires ou, tout simplement, en multipliant les à-côtés. La thanatopraxie, pour que le cher disparu ait vraiment l'air de dormir, enrichit considérablement les simples soins « somatiques » — de conservation du corps — qui sont aujourd'hui pratique courante. Les chambres funéraires se sont multipliées, officialisées par un décret de Poniatowski en 1976. Ces funérariums offrent, dit-on, un cadre moins traumatisant que la morgue aux familles qui ont à reconnaître un corps et résolvent le problème posé par l'exiguïté des logements modernes en proposant, naturellement pas gratuitement, un lieu calme où se recueillir autour de la dépouille dûment embaumée. Certains n'hésitent pas, comme l'Athanée Palace, à s'enorgueillir de décors « Régence », « Empire » ou « Pompadour ».

Les entreprises de pompes funèbres ont pour elles un énorme avantage : elles s'occupent de tout. Formalités administratives, transports, organisation de l'enterrement... moyennant quoi elles disposent d'un fructueux marché. Et mourir coûte effroyablement cher de nos jours. Il y a d'abord la sépulture. Deux mètres carrés à perpétuité valent la coquette somme de 11 000 à 13 000 F dans la Région parisienne. Evidemment, on peut négoter : six ans dans le cimetière de Pantin coûtent 160 F mais le prix grimpe vite avec les années, jusqu'à 6 000 F pour cinquante ans.

Après l'emplacement, il faut payer le trou : 91 F pour un simple creusement à Pantin, 10 000 F pour un caveau à deux cases au cimetière du Père-Lachaise. Après quoi, il faut ériger une construction : semelles de ciment ou de granit ou, mieux, un véritable monument qui peut chercher dans les 6 000 à 7 000 F, à condition que vous n'ayez pas le goût du luxe trop ostentatoire.

Haut de gamme et note salée

Ensuite, les obsèques. On vous en propose de plusieurs classes, établies en fonction du cercueil choisi et du convoi qui l'accompagne. « Un cercueil capitonné coûte au minimum 3 500 F », m'annonce le directeur d'une agence des Pompes funèbres générales. On peut trouver moins cher — 1 200 F est un prix plus raisonnable — ou beaucoup plus cher : 20 000 F pour le haut de gamme. Le cortège : 1 500 à 2 000 F. Les soins de conservation : autour de 500 F. Les faire-part : environ 400 F. Auxquels peuvent s'ajouter les annonces dans la presse, les fleurs, la cérémonie religieuse (500 F d'offrande à la paroisse sont une bonne moyenne)... Sans tenir compte de transports possibles — 5 000 F pour 650 km plus le retour : on le voit, la note est salée.

On pourrait croire que les entreprises de pompes funèbres poussent à la consommation. En fait, c'est rarement le cas. Certes, elles proposent une gamme de services mais ne cherchent pas à abuser de la détresse des familles. Les croque-morts ont même un certain sens de l'honneur et beaucoup avouent devoir souvent freiner leurs clients, leur évitant ainsi des dépenses qu'ils ne pourraient d'ailleurs sans doute pas payer. Aussi étonnant que cela puisse paraître à un esprit cartésien, les sociétés de pompes funèbres ne font qu'exploiter le désir des familles de prévoir le plus

(suite en page 10)

(suite de la page 9)

beau, le plus lourd possible. Quitte à s'endetter cruellement.

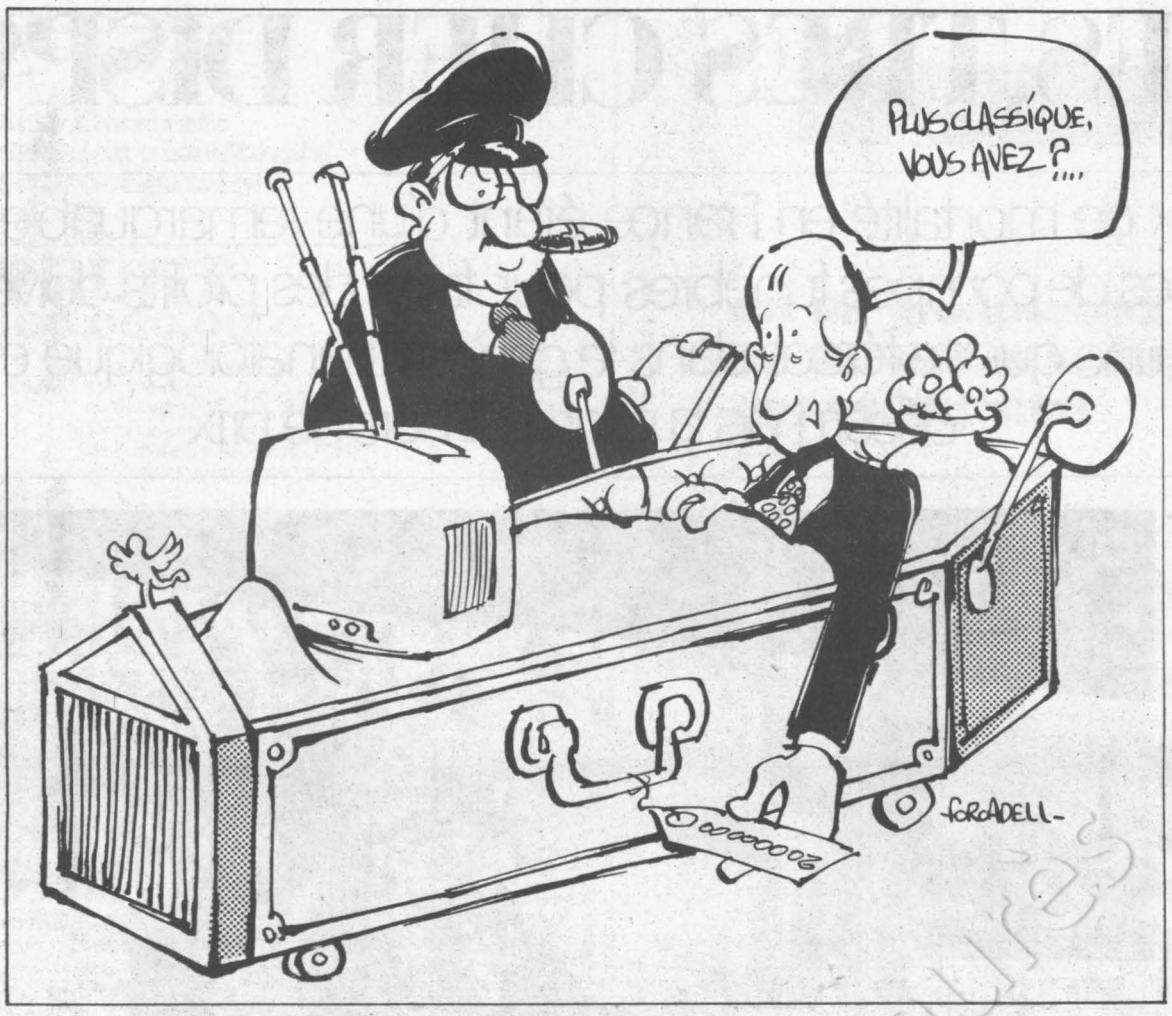
Mais ce comportement culturel n'excuse pas tout. En particulier que ce que nous sommes en droit de considérer comme un service public atteigne des tarifs aussi extravagants. Et la loi, en la matière, fait preuve de graves lacunes. Monopole d'une confrérie, puis de l'Eglise, le cercueil devient laïc en 1904, en même temps que l'école. Le service d'inhumation est alors divisé en trois parties : monopole communal pour le service « extérieur » (décoration des façades, convoi funéraire, inhumation et exhumation, vente des cercueils), intervention de l'Eglise pour le service « intérieur » (cérémonie religieuse) et liberté pour le reste, le fourre-tout sur lequel l'imagination de la profession de croque-mort a pu s'exercer.

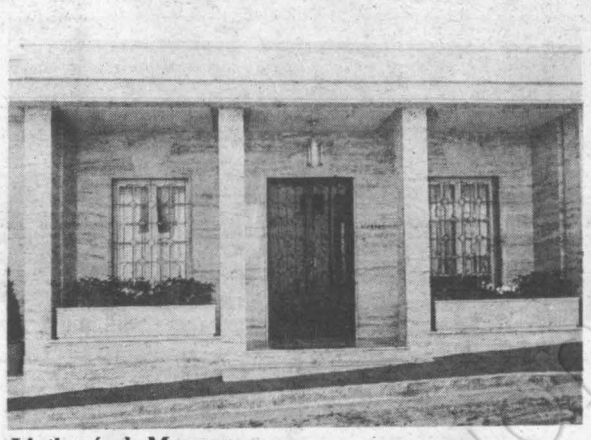
Un monopole de fait

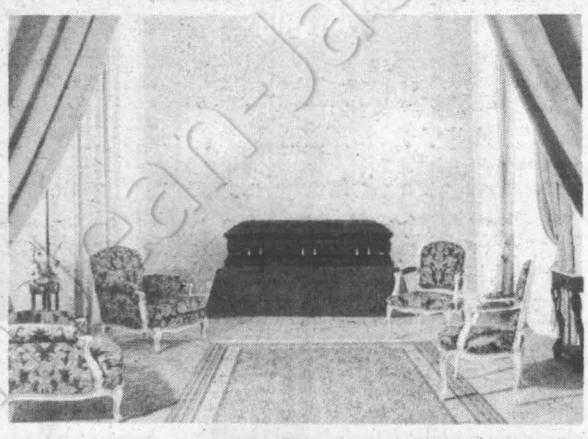
Encore le monopole communal s'est-il singulièrement réduit avec le temps. Seules les plus grandes villes — un cinquantaine — en ont conservé l'exercice, la grande majorité préférant le concéder à des entreprises privées. Si bien qu'aujourd'hui un autre monopole, de fait, s'est créé, celui des Pompes funèbres générales qui, avec l'ensemble de ses filiales — Roblot est la plus importante — traite 80 % du marché privé, soit environ la moitié des décès chaque année. Tout cela pour son plus grand profit : en 1981, les P.f.g. ont réalisé un chiffre d'affaires de 1 243 millions de francs et un bénéfice net après impôts de 26,4 millions. En augmentation de 70 % par rapport à celui de l'année précédente, pourcentage que la mauvaise grippe de l'hiver 1981 ne suffit pas à expliquer puisque, cette année-là, il n'y a eu que 1,8 % de décès supplémentaires. Mais les P.f.g., n'est-ce pas, sont une entreprise extrêmement bien gérée. Surtout depuis qu'en 1979, la Lyonnaise des Eaux s'en est assuré le contrôle, réalisant ainsi un holding qui propose aux municipalités un éventail complet de services : distribution et traitement de l'eau, ramassage des ordures, gardiennage, lutte contre l'incendie et, *last but not least,* pompes funèbres. De quoi mettre sérieusement en doute l'efficacité du contrôle que les communes peuvent exercer sur leur tout puissant concessionnaire.

De toute évidence, la loi de 1904 est complètement dépassée, tant par les structures économiques qui régissent le marché de la mort que par la nature même de la thanatologie : le monopole communal ne porte plus aujourd'hui que sur une faible partie des services proposés. Une réforme est donc urgente, depuis de longues années déjà. Mais les P.f.g. ont jusqu'à ce jour miraculeusement su y échapper, malgré de multiples propositions.

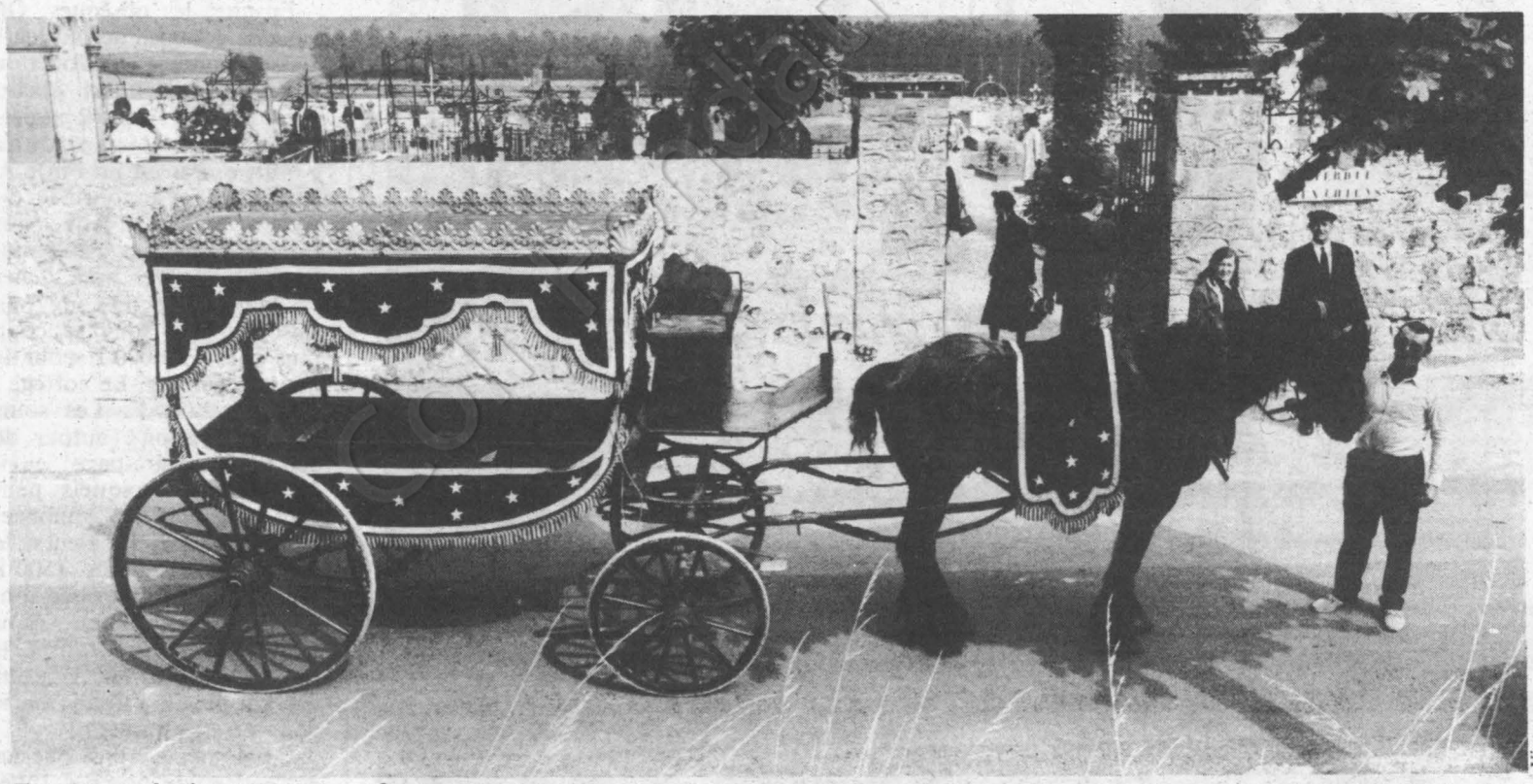
Rétablir la concurrence pour faire baisser les prix ? Personne n'y croit plus sérieusement, surtout au vu des pratiques douteuses que sécrète la concurrence là où elle est pratiquée. Reste donc à réaffirmer le caractère de service public des pompes funèbres. La C.g.t. propose la constitution d'un office public national de thanatologie, dont la constitution serait facilitée par la nationalisation également réclamée de la Lyonnaise des Eaux. La C.f.d.t., elle, se rapproche de la proposition du groupe socialiste (en 1980) : une remunicipalisation qui étende le monopole public de la commune au département, car les petites communes ne sont évidemment pas en mesure de gérer seules une régie. « Mais attention, il faudra négocier le statut du personnel, pour qu'il ne perde de ses droits acquis de haute lutte », précise Bernard Lucas, à la C.f.d.t. En tout cas, les socialistes se penchent à nouveau sur la question, par l'intermédiaire d'un député, Roger Rouquette, qui prépare une propositon de loi.







L'athanée de Monaco.



Enterrement classique et campagnard.

Viva

En attentant, il reste tout de même aux réfractaires quelques solutions pour échapper aux bons soins du croque-mort. Du moins en partie. La plus simple, mais qui rebute beaucoup de gens, consiste à faire don de son corps à la médecine, pour sa totalité ou seulement quelques organes. La faculté de médecine est toujours preneuse et assure, après usage, des obsèques décentes. La gratuité est totale pour celui qui meurt à l'hôpital mais l'enlèvement au domicile est payant.

Les avantages de l'incinération

Reste la crémation. Son coût est très variable en fonction des régions, en particulier de la proximité d'un four crématoire. La société pour la propagation de l'incinération (81, rue Saint-Maur, 75011 Paris) annonce un coût qui représente en moyenne la moitié de celui d'une inhumation. Hélas ! il n'y a que quatorze fours en France, aucun dans l'Ouest. Ce qui explique en partie que ce mode funéraire ne touche encore que 1,27 % des décès, alors que dans les pays nordiques et anglo-saxons cette proportion atteint facilement le tiers et dépasse souvent la moitié.

L'incinération ne présente pourtant que des avantages. Celui d'abord de résoudre la crise de l'immobilier qui ne va pas tarder à éclater dans les villes : à Paris, la surface des cimetières représente celle d'un arrondissement et, au train où vont les choses, il faudra trouver vingt hectares supplémentaires dans la Région parisienne avant l'an 2 000. Ensuite, la propreté : pas de risque d'infiltration dansles nappes phréatiques, pas de décomposition plus ou moins longue. Et la liberté : les cendres, recueillies dans une urne, peuvent être dispersées aux vents, conservées chez soi ou dans un jardin du souvenir.

Seulement voilà, les Français manifestent dans ce domaine bien des réticences. Parce que l'Eglise catholique, il y a encore quinze ans, y était opposée. Et parce que cette solution plus économique ne fait pas l'affaire des entreprises des pompes funèbres qui se gardent bien de la proposer spontanément. Aidées en cela par la sous-information des « consommateurs » en la matière. En France, on ne parle pas volontiers de la mort. On fait semblant de se croire immortel. Et on préfère laisser ses héritiers se dépatouiller avec le problème. Les croque-morts ont alors beau jeu de profiter de cette culpabilité inconsciente qui étreint toujours plus ou moins le parent de celui qui vient de mourir. ●



Gamma

Pénitents au Guatemala.

AMERIQUE CENTRALE: L'INQUISITION EST DE RETOUR

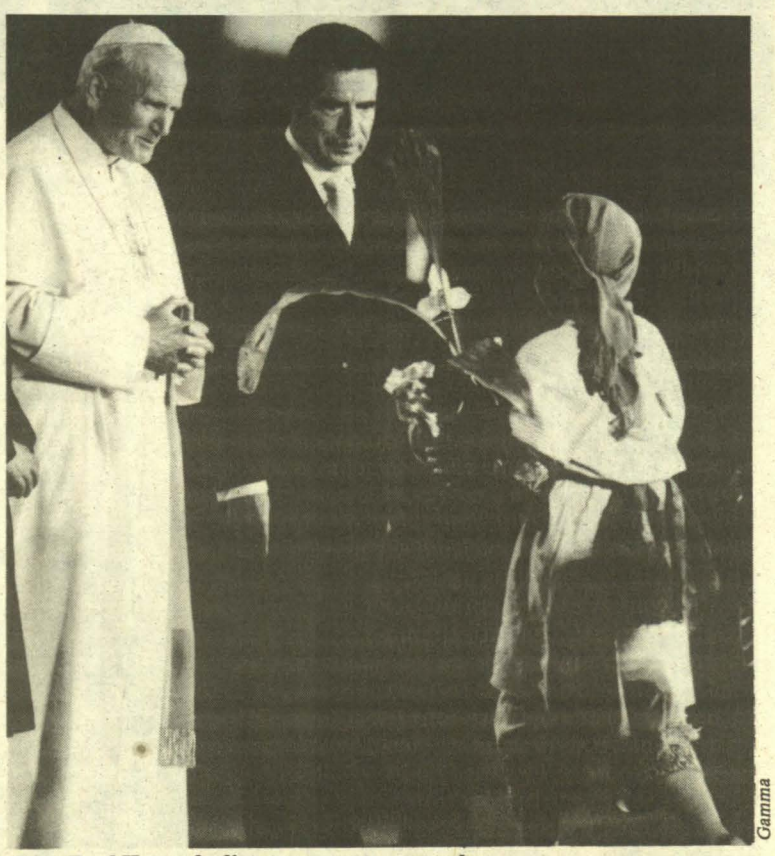
Unis dans une même "lutte contre le communisme mondial", les sectes, les militaires putschistes et les nostalgiques de Somoza collaborent dans la répression avec l'appui non déguisé de l'administration Reagan

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

SI un lecteur français tombe par hasard sur des quotidiens mexicains, sa surprise sera grande et les informations et commentaires sur la visite de Jean-Paul II en Amérique centrale auraient de quoi l'étonner, puisqu'il ne retrouverait pas là les clichés passe-partout et les propos lénifiants avec lesquels une grande partie des médias français enveloppent les nombreux déplacements papaux.

Là-bas, dans la poudrière caribéenne, le voyage de Jean-Paul II a laissé le goût amer des attentes déçues. La presse mexicaine fait état de cette situation en signalant « l'ambiguïté du discours papal » et son « éloignement des réalités concrètes ». Les observateurs pensent que Jean-Paul II n'a pas ratifié la ligne de l'Eglise catholique en Amérique latine qui, depuis 1968 avait proclamé son « option préférentielle pour les pauvres » *(voir « l'Unité » n° 502).*

D'autre part, en soulignant que « les prêtres ne doivent pas être des dirigeants sociaux, des leaders politiques ou des fonctionnaires d'un pouvoir temporel », le pape méconnaît la réalité contemporaine d'une région où l'Eglise — parfois à son corps défendant — se trouve en première ligne des conflits sociaux qui traversent toutes les institutions et les organisations des sociétés centre-américaines ; difficilement l'Eglise pourrait rester en marge. Mgr. Romero, l'archevêque de San Salvador, l'avait très bien compris et il engagea son pouvoir spirituel dans la recherche effective d'une paix nécessaire, ce qui lui coûta la vie. De plus, l'histoire des pays de l'Amérique centrale est pleine d'exemples de



Gamma

Jean-Paul II avec le dictateur - pasteur membre de la secte du Verbe Rios Montt, au Guatemala.

prêtres qui sont devenus des « dirigeants sociaux » ou des « leaders politiques » et la plupart du temps les armes à la main, ce fut le cas au début du XIXe siècle des religieux métis de plusieurs pays latino-américains qui prirent le parti de l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne et qui participèrent aux luttes d'émancipation de leurs jeunes nations. Nous ne citerons pour mémoire que le nom de deux prêtres, José Maria Morelos y Pavon et Miguel Hidalgo, leaders de la révolte nationale au Mexique de 1810 à 1815. Depuis ces années, la participation du clergé dans la vie politique de ces pays n'a jamais disparu. Il est difficile de penser qu'elle pourrait cesser aujourd'hui.

La visite papale, en tout cas, n'a pas profondément bouleversé le processus de « normalisation » du Guatemala dirigé par Rios

(suite en page 12)

Sygma



Manœuvres américaines au Honduras.

Gamma



Conseiller américain instruisant les soldats salvadoriens.

(suite de la page 11)

Montt depuis déjà une année. Avant l'arrivée de Jean-Paul II, le dictateur et membre de la secte évangélique du Verbe faisait fusiller six prisonniers ; une semaine après le départ du souverain pontife, cinq personnes étaient persécutées... Pas de changement dans la macabre continuité d'un régime à nouveau appuyé publiquement par les Etats-Unis et qui se trouve embarqué dans un projet politique et militaire qui sert de laboratoire aux stratèges américains. En effet, le Guatemala est la terre d'accueil de toute une série de tactiques qui se veulent nouvelles dans la « lutte contre le communisme » dans laquelle se retrouvent les militaires du Guatemala et l'administration Reagan.

Ainsi, le Guatemala est en train de devenir une immense caserne bouclée par l'armée la plus nombreuse de la région. L'aspect nouveau de la politique militaire du gouvernement Rios Montt réside dans le fait qu'il associe étroitement les soldats aux pasteurs des sectes évangélistes américaines qui prolifèrent dans le pays. Cette collaboration permet aux autorités de continuer sur une grande échelle le « nettoyage des campagnes » commencé en 1980. Actuellement, les sectes drainent les fonds envoyés des Etats-Unis (avec un but religieux ou humanitaire), et les produits de subventions d'Etat ou des quêtes privées et les distribuent aux populations parquées dans des camps qui ressemblent fort aux « hameaux stratégiques » de la guerre du Vietnam. Des camps sont créés par les pasteurs des sectes pour recueillir les Indiens qui s'échappent des régions investies par l'armée. Les camps sont contrôlés par les militaires et aussi par les « patrouilles d'autodéfense », constituées sous l'encadrement des officiers par des paysans de 15 à 60 ans. Dans tous les villages ou camps, la participation dans les patrouilles est obligatoire et les objecteurs sont fusillés. Unis dans la même « lutte contre le communisme mondial », les sectes et les militaires au Guatemala collaborent dans la répression. Plus d'un million de personnes ont été ainsi déplacées à l'intérieur même du pays, sans compter les dizaines de milliers de réfugiés qui ont traversé la frontière pour passer au Mexique.

Depuis 1982, soixante prêtres catholiques ont été assassinés et, dans les zones contrôlées par l'armée, les religieux catholiques sont interdits de séjour et de passage.

Comme il l'avait promis à Jean-Paul II, Rios Montt a levé l'état de siège ; il n'a pas pour autant allégé l'étau répressif sur son pays. Une preuve de cette continuité nous est donnée par le maintien des conseils de guerre, dont les juges et les procureurs sont élus par le chef de l'Etat qui les choisit entre les avocats et les officiers de l'armée en activité. Pour des raisons de sécurité, personne ne peut connaître le nom des magistrats et les lieux où vont se dérouler les procès ; les avocats de la défense ne connaissent donc pas le juge et n'assistent pas aux débats, ils peuvent simplement communiquer par lettre avec les magistrats ; les avocats doivent déposer les missives au ministère de la Défense qui fait suivre...

Le Nicaragua, un pays où la visite du pape fit grand bruit, doit affronter actuellement la réalité d'une vaste offensive militaire sur son territoire. Certains — en Europe et en France en particulier — avaient considéré que les menaces, que les sandinistes craignaient depuis des mois, n'étaient que le produit d'une manœuvre politique destinée à faciliter la « radicalisation » du régime. Hélas ! les derniers événements montrent l'aggravation de la situation sur les frontières du Nicaragua. Frontières au pluriel parce qu'il semble bien qu'après les fronts ouverts au nord dans les zones limitrophes avec le Honduras, ces incursions auraient eu lieu au sud sur la frontière avec le Costa Rica.

Sygma



Marinella Garcia Villas, présidente de la Commission des droits de l'homme, assassinée au Salvador.

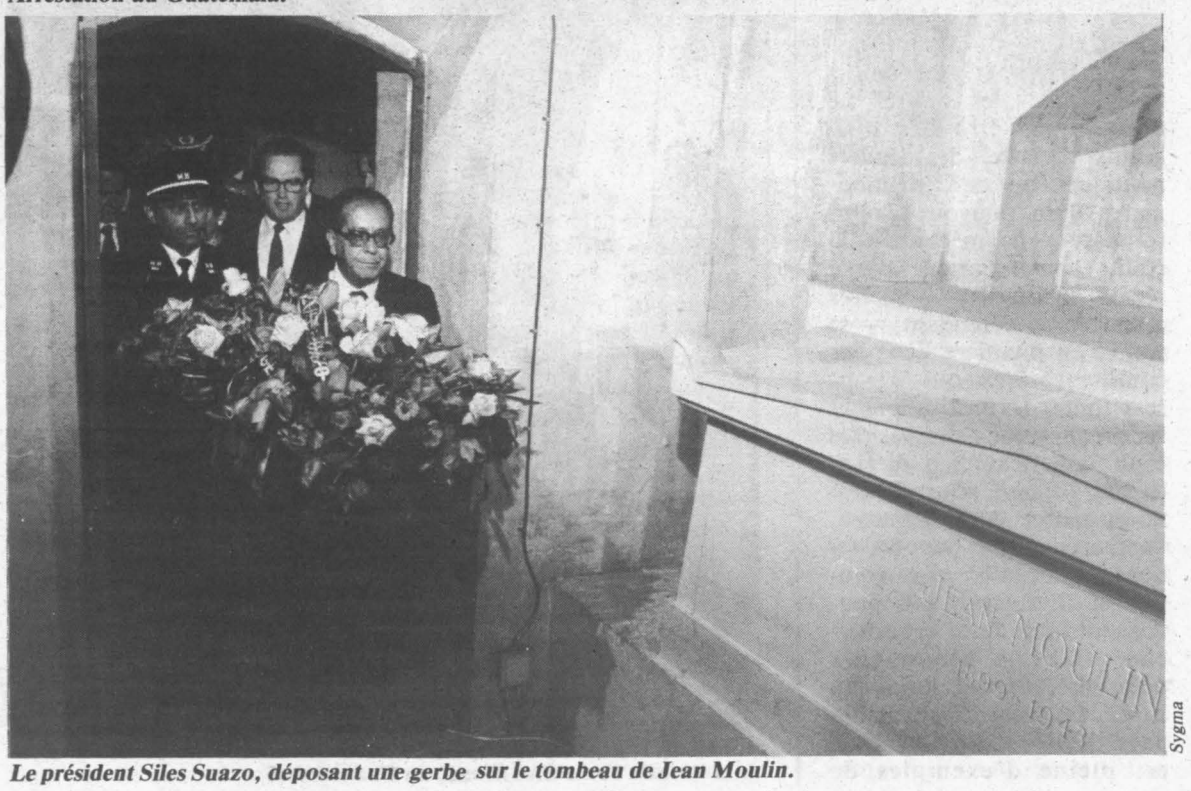
Gamma



Arrestation au Guatemala.



Rios Montt.



Le président Siles Suazo, déposant une gerbe sur le tombeau de Jean Moulin.

Sygma

Il est évident que la situation de guerre n'est pas le contexte idéal pour développer la révolution sandiniste dans le respect des engagements originaux. Déjà la loi d'urgence et la censure de la presse avaient été perçues comme un durcissement dangereux du processus nicaraguayen, et les ennemis des sandinistes guettaient avec délectation toute mesure pouvant aggraver la situation. Mais celle-ci ne s'est pas développée suffisamment vite, puisqu'ils ont décidé de lancer l'offensive de mars qui fait partie des grandes manœuvres pour isoler le Nicaragua, joignant aux pressions économiques et diplomatiques l'intervention militaire par somozistes interposés. Les Etats-Unis ont complété cet ensemble avec un appel aux gouvernements européens pour qu'ils « soutiennent la politique des Etats-Unis en Amérique centrale ».



A.f.p.

Pierre Grosjean médecin français assassiné par des mercenaires somozistes au Nicaragua.

Depuis les camps des somozistes en Honduras, des commandos avaient lancé à plusieurs reprises des opérations ponctuelles sur le territoire nicaraguayen. La presse américaine avait signalé — dans des informations guère reprises en France — que l'armement des somozistes s'était beaucoup amélioré depuis le mois de novembre 1982, d'autre part, ces mêmes sources avaient révélé les plans d'intervention dirigés par l'ambassadeur américain au Honduras, John Negroponte, véritable proconsul dans la région. Tout laissait prévoir une intensification des activités contre-révolutionnaires, et les agissements des hommes de l'ancien sandiniste Eden Pastora, mobilisés à partir du Costa Rica, annonçaient une action d'envergure...

John Negroponte a trouvé sur sa route des obstacles à ses plans dans les personnes mêmes qui étaient censées exécuter ses ordres. En effet, les rivalités personnelles et les points de vue différents ont retardé la mise en action d'une stratégie commune à l'opposition armée aux sandinistes. Récemment, Fernando Chamorro, dirigeant de l'Union démocratique nicaraguayenne, a quitté ses alliés de l'organisation Arde dont le principal dirigeant était Eden Pastora, pour rejoindre les rangs du Front démocratique du Nicaragua. Les forces de l'U.d.n. auraient déjà commencé leurs activités militaires depuis le Costa Rica voisin ; cependant, Pastora attend la mi-avril.

Ces actions posent de sérieux problèmes aux autorités du Costa Rica et, si ces groupes de droite agissent à partir de son territoire, on pourrait assister alors à une situation de tension et de conflit similaire à celle qui existe entre le Honduras et le Nicaragua. Cette éventualité pourrait intéresser les Etats-Unis qui multiplieraient ainsi les foyers belliqueux autour du Nicaragua, mais pour le Costa Rica ce serait la fin d'une époque de neutralité et de paix relative.

Les affrontements ont fait plus de 500 morts depuis le 5 mars dernier. La violence de certains combats qui se déroulent à proximité de villages ou de villes de moyenne importance a fait de nombreuses victimes civiles, mais c'est surtout la politique de terreur des ex-gardes somozistes qui est à l'origine des attaques qui frappent des paysans sans défense, des fonctionnaires du gouvernement sandiniste et des coopérants des différents pays. C'est ainsi que le 26 mars le médecin français Pierre Grosjean trouva la mort pendant une attaque contre le village où il réalisait des recherches médicales dans le cadre d'une mission du Comité de coopération scientifique et technique France-Nicaragua. Assassiné par des mercenaires somozistes, le Dr Grosjean a été fait chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume sur proposition du Premier ministre.

Le gouvernement sandiniste se veut rassurant sur les moyens dont il dispose pour faire face aux attaques livrées depuis le Honduras ; selon ses responsables militaires, le danger principal réside dans les risques d'un conflit ouvert entre l'armée hondurienne et les forces populaires sandinistes. A l'occasion du débat au Conseil de sécurité des Nations unies, ouvert à la demande de Managua, plusieurs pays dont le Mexique, le Panama et Cuba ont justement dénoncé l'appui logistique offert par le Honduras aux contre-révolutionnaires somozistes.

Le Honduras est devenu la principale base d'opérations des Américains dans la région. Une proposition, qui a été envisagé par le département d'Etat, consiste à créer un gigantesque centre d'entraînement près de Tegucigalpa, capitale du Honduras, où 17 000 soldats salvadoriens pourraient recevoir les instructions des conseillers militaires américains qui pourraient ainsi travailler à quelques kilomètres seulement du champ de bataille au Salvador. D'ailleurs, cette perspective se voit renforcée avec deux propositions émises par les conseillers de Reagan, d'une part, l'installation d'un « radar de surveillance » type AN/TPS 43 E, actif sur un rayon de 320 km, et d'autre part, la construction de la base aérienne de Puerto Cabezas sur la mer Caraïbe.

Le magazine américain « Time » écrit dans son dernier numéro du mois de mars que les Etats-Unis sont « pronfondément mais indirectement impliqués » dans les actuels combats au Nicaragua. Selon « Time », les opérations militaires à partir du Honduras sont dirigées par un état-major formé par des ressortissants américains appartenant à la C.i.a. et au commandement sud de l'armée des Etats-Unis, ils travaillent avec un état-major formé par des officiers de l'ancienne garde nationale de Somoza et un autre qui intègre des militaires de l'armée hondurienne, un militaire argentin plus le colonel Enrique Bermude, ancien attaché militaire à Washington pendant la dictature de Somoza.

Les agressions extérieures obligent les sandinistes à soutenir un très lourd effort de guerre qui retarde l'évolution économique et sociale. L'un des objectifs des attaquants est de pousser les sandinistes à adopter des mesures susceptibles de lui enlever des alliés sur la scène internationale. La fermeté et le courage du peuple nicaraguayen, mais aussi la solidarité et l'appui des gouvernements et des peuples qui ont salué naguère l'avènement de la révolution sandiniste et de ses principes de non-alignement, économie mixte et pluralisme politique, peuvent seuls permettre que cessent les ingérences contre le Nicaragua. ●

Sygma



Daniel Ortega leader de la junte nicaraguayenne, reçu par Youri Andropov, le 25 mars dernier.



A.f.p.

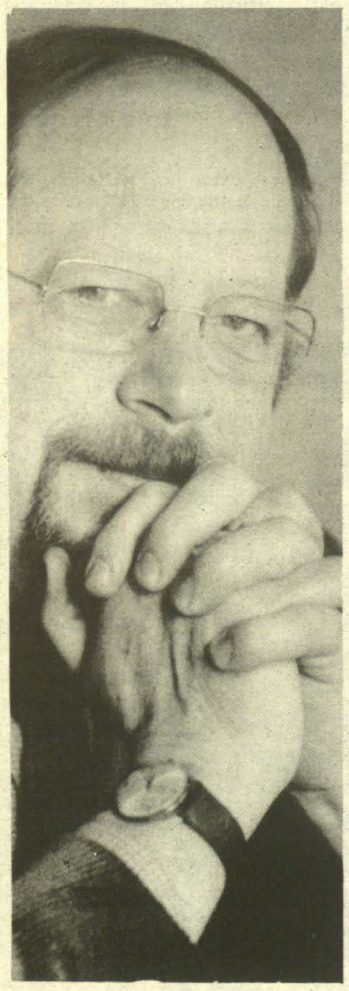
Le président Reagan dénonçant « la menace soviétique » dans les Caraïbes, le 23 mars.



Gamma

Jean-Paul II, avec le président du Honduras.

La chronique littéraire de Claude Glayman



• Alain et Odette Virmaux : « Cravan, Vaché, Rigaut », Rougerie.
• Michel Fauré : « Histoire du surréalisme sous l'Occupation », la Table ronde.
• Maurice Raphaël : « Une morte saison », le Tout sur le Tout.
• Groucho Marx : « Plumards de cheval », traduit par Claude Duneton, le Seuil, Points Virgule.

INSOLITE réunion d'insolites auteurs, tel devrait être le titre de la chronique littéraire de cette semaine. L'insolite, le bizarre — vous avez dit bizarre ! — habitent en effet la littérature comme le sang irrigue le corps humain. Sans la poésie de l'inattendu, point d'expression, et je me risquerais presque à dire point de sens. Le surréalisme a élevé ces disciplines au premier rang, mais, déjà avant lui, poètes, écrivains, artistes de toutes sortes se sont penchés et plus sur ce que l'habitude du quotidien a tendance à négliger.

Le conformisme très fort et très prégnant de l'actuel monde de consommation et d'industrie accroît encore la rareté de ce qui déjoue les normes et les préceptes. On peut d'ailleurs s'interroger sur les conséquences que le surréalisme aurait sur notre vie s'il était apparu de nos jours, quelque soixante ans après sa naissance officielle. Si, d'un côté, plus aucun scandale n'est susceptible de nous surprendre vraiment, nous, qui nous accoutumons à tout ; d'un autre côté, on peut augurer que la capacité de subversion du mouvement se serait diluée dans l'immense pouvoir d'aseptisation de notre société. A moins que... ! La redécouverte de gestes et textes surréalistes nous bouleverse encore et montre que nous sommes plus carapaçonnés qu'insensibles.

Pourtant c'était de l'émotion, celle qui accompagne les célébrations, qui m'étreignait à la relecture des pages sensibles et lucides que Claude Roy consacre à André Breton dans le dernier tome de sa trilogie autobiographique : « Somme toute » (Folio). Le dernier Breton apparaît là plus comme le témoin entêté de ce qu'il a été que comme un innovateur encore susceptible d'ébranler un univers très académique. Alors, si le pape du surréalisme a fini par être assagi et inoffensif, que pourrait-on attendre d'émules, fussent-ils anciens ou récents ? Eh bien, il faut se détromper. La force sismique de certains surréalistes demeure encore intacte comme si certains pouvoirs de dynamitage s'étaient relayés sans aucun délestage au long des décennies écoulées. Pris à partie, on ne sait trop pourquoi par Raphaël Sorin dans le supplément littéraire du « Monde », le petit livre qu'Alain et Odette Virmaux consacrent à Cravan, Vaché, Rigaut est exemplaire de cette éternité que conservent des personnages subversifs. Comme il est assez difficile de se procurer les textes de ces « trois suicidés de la société », on sera d'autant plus attentif à ce précieux volume. Qui sont-ils ces trois dandys, ces trois météores trop vite trépassés ?

Le bébé d'une époque

Arthur Cravan, né en 1887, neveu d'Oscar Wilde, boxeur de talent, impressionna André Breton avec sa revue « Maintenant » et provoqua plusieurs scandales dont celui de sa fin. On le perd de vue au Mexique en 1920 aux lendemains d'une guerre qu'il a fuie en Espagne, aux Etats-Unis et plus au Sud. Il écrivait : « Je ne veux pas me civiliser... Je suis ce que je suis, le bébé d'une époque. » Cravan notait également : « J'ai toujours essayé de considérer l'art comme un moyen et non comme un but. » Ce dédain de l'œuvre et de l'artiste qui sera souvent repris par de multiples créateurs au cours du XXe siècle, parfois de manière ambiguë, est commun aux deux autres dandys. Est-ce l'effroyable boucherie de la Grande Guerre qui enlève de son crédit au projet de l'art ? Cravan a écrit à ce propos : « J'aurais eu honte de me laisser entraîner par l'Europe... qu'elle meure, je n'ai pas le temps. »

On sait que les « Lettres de guerres » de Jacques Vaché (un montage scénique en est présenté actuellement tous les soirs à 20 h 30 au théâtre Les Déchargeurs) ont profondément marqué des générations de surréalistes, à commencer par Breton lui-même qui fut subjugué par Vaché qu'il fréquenta à Nantes où ce dernier se soignait d'une blessure de guerre. Alain et Odette Virmaux indiquent que de nouveaux documents mis à jour récemment, soulignent l'importance du petit groupe nantais auquel s'était agrégé Vaché avant les hostilités. Pour Vaché, c'est la guerre également qui brise la révolte adolescente, l'ambition d'artiste et les transforme en un pessimisme absolu : « Donc nous n'aimons ni l'art ni les artistes. » Vaché disparaîtra en 1919 des suites d'une overdose. Cela fait songer à la fin prématurée d'écrivains appartenant ou non à la Beat Generation et de chanteurs de rock.

Ces surréalistes des années vingt possédaient un panache aristocratique bien rare de nos jours. Ne furent-ils pas comme Jacques Rigaut des précurseurs tout en ayant été des hommes seuls ? Dandy, écrivain remarqué par ses aînés, Rigaut a probablement très tôt le sentiment du suicide qu'il accomplira en 1929, date symbolique s'il en est. Rigaut a écrit : « Les amours de mes amis sont mes amours (...) écrire n'est sans doute que le courage des faibles (...) il n'échappe à personne que l'adage ''tous les chemins mènent à Rome'' est une sorte de calembour, Rome ne pouvant signifier que mort qu'on a retourné. » Philippe Soupault mais surtout Pierre Drieu La Rochelle s'inspirèrent de Rigaut dans plusieurs de leurs récits dont « Feu Follet » de ce dernier (qu'incarna le regretté Maurice Ronet dans le film de Louis Malle). Alain et Odette Virmaux assurent que Rigaut influencera même plusieurs personnages existentialistes de Camus, Sartre, voire de Beckett. On le croit d'autant plus volontiers qu'avec le recul ces « trois destins », d'esthètes fulgurants et conséquents, touchent chacun à la condition humaine avec une force peu commune et qui en annonce beaucoup d'autres.

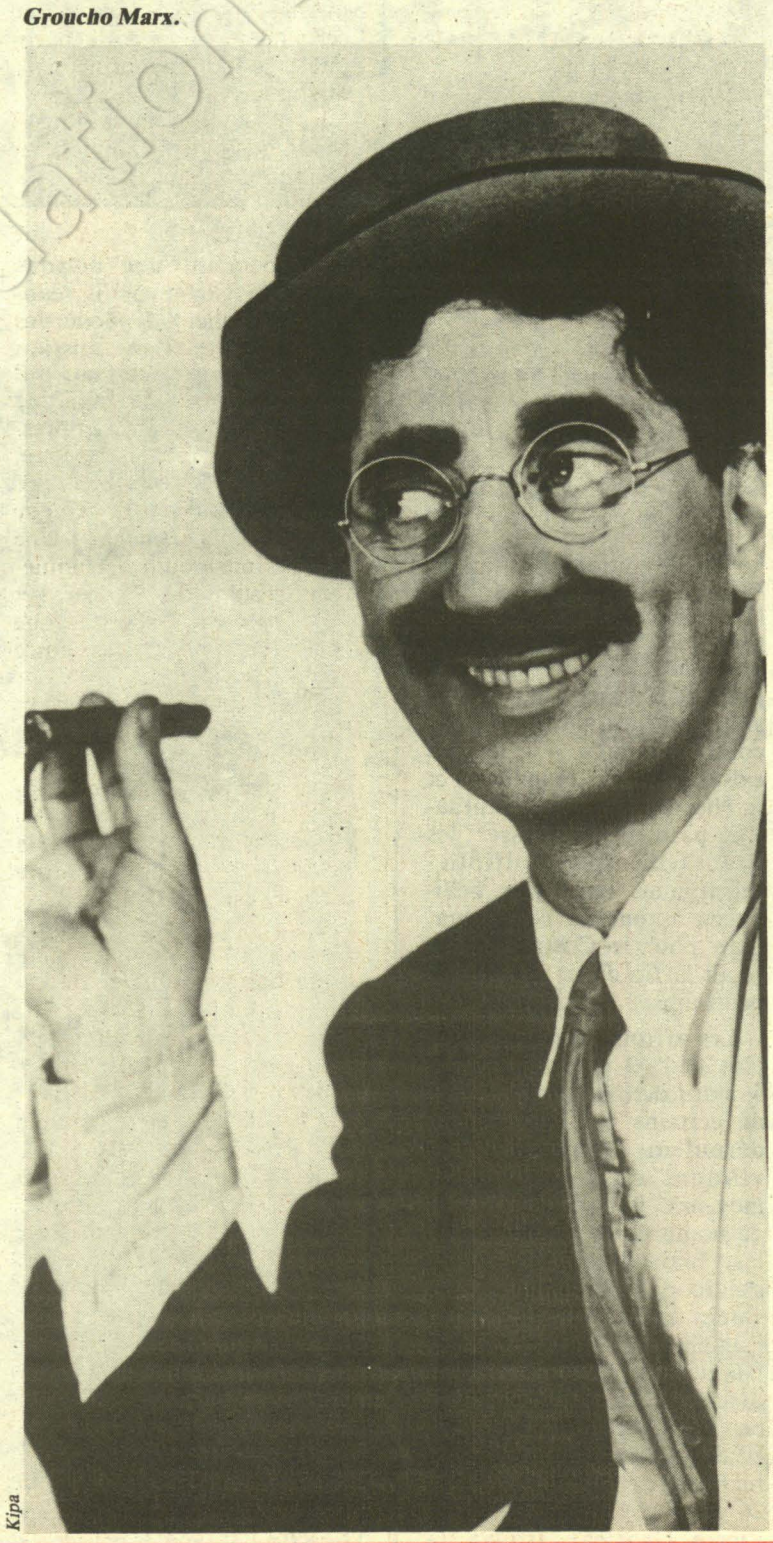
Un surréaliste qui s'ignore

Comme le surréalisme traversa-t-il les années noires de l'Occupation ? C'est une histoire singulière et méconnue. Et l'on remercie sans plus de détails le professeur Michel Fauré de s'être attaché à une période charnière, dont la fin s'ouvre sur un éclatement du surréalisme en dépit du retour européen de Breton. Dans ce contexte, on n'est pas peu surpris de lire la prose poétique de Maurice Raphaël dans « Une morte saison » et d'apprendre que ce pseudonyme cache en réalité Ange Bastiani qui, de 1948 à 1954, écrivit plusieurs textes qui eurent le privilège de retenir l'attention d'André Breton sans apporter le succès à son auteur. Maurice Raphaël, dégoûté, se mit alors au roman policier, cette fois avec grand succès. L'insolite de Maurice Raphaël tient à celui qui entoure le criminel, le criminel qui tue sans raison ou sinon par misère. A ce titre, « Jack l'éventreur » est auréolé de poésie. Les surréalistes avaient le culte de ce type de marginal qui a recueilli les mêmes faveurs auprès de Maurice Raphaël. Prélude à l'atmosphère du roman policier, à l'argot qui les habite. Ce qui nous rapproche de ce qu'on a appelé le « réalisme poétique » à propos du cinéma français d'avant-guerre. Jacques Prévert, le scénariste, n'est pas loin, Raymond Queneau, non plus. Souvent morbide, d'humour noir, ne manquez pas la prose de Maurice Raphaël, elle est belle et riche d'inventions verbales et de métaphores : « Mais la fille continue à pétrir des printemps avortés, prisonniers de leurs cordons ombilicaux, tresse des escaliers en colimaçon, se baigne dans des fleuves d'eau de vaisselle aux mille yeux de graisse, file des fleurs de verre, au milieu de roues de loterie qui tournent et éparpillent à la volée, comme des tracts, des poignées de numéros sur des foules au piétinement immobile. »

Il m'aurait été loisible de profiter de l'annonce ci-dessus de la date de 1929 pour signaler l'édition en poche de « Plumards de cheval » de Groucho Marx (l'un des Marx Brothers), puisque c'est à cette date que son livre parut en dépit des événements : « Au lieu de se précipiter pour acheter mon ''Plumards'' la plupart des gens se précipitèrent au fond du leur. Moi aussi. » L'humour absurde de Groucho, irracontable et inénarrable, en fait à mon sens un surréaliste qui s'ignore. Auteur conforme au personnage singulier qu'a popularisé le cinéma (une succession de photos insérées dans le livre fait le lien avec le septième art). Logique destructrice du sens : « Personnellement, lorsque je compte des moutons, je fais très attention de ne pas faire entrer les loups dans la bergerie. » Jeu de massacre des mots : « Pas un homme de sa trempe (et pour les trempes vous pouvez me faire confiance, j'en reçois tous les jours). » Imbrication multinationale des substantifs, le mot « lit » étant censé venir de l'allemand « lied » : « Les voilà qui se mettent au lied, ils n'auront pas besoin de berceuse. » Au passage le traducteur Claude Duneton s'amuse lui aussi. Sans compter les *private-jockes* sonores ; les termes pris au strict pied de la lettre et la succession sans transition des situations. Lorsque Groucho s'empare du micro, il ne le lâche plus. Proche de Mark Twain, assimilable à un génial manieur d'humour noir, il aurait fait un phénoménal présentateur de télévision. Son insolite, comme tout insolite, donne à voir l'envers des êtres et des choses : image renversée, souvent subversive.

Le surréalisme d'André Breton et de ses amis a énormément contribué à cette subversion. C'est pourquoi, il est demeuré vivant. Ce que démontrent les « petits surréalistes » qui, comme leurs frères, les « petits romantiques », offrent une lecture aussi passionnante que morale.

Groucho Marx.



Kipa

A L'ENSEIGNE D'ANDRE BRETON



B.D.: DESSINE-MOI UN TINTIN...

Hergé est mort mais la B.d. est plus vivante que jamais. Pour les plus atteints des fanatiques, Gilbert Sans propose un choix éclectique et international

PAR GILBERT SANS

C'EST vrai que la B.d. est en deuil. Et les dessinateurs de « l'Unité » ont fait, en son temps, la discrète allusion qu'elle méritait à la disparition du père de Tintin. Il reste quelque chose d'inexpliqué, de profond, entre le rêve et la réalité, sans lesquels on ne pourrait comprendre l'impact dans le siècle des bandes d'Hergé. Même si, traditionnellement, la mort ou l'accident efface bien des souvenirs discutables. On ne s'appesantira donc pas sur les « Tintin chez les Soviets » ou « Tintin au Congo » : les premiers — vous l'aviez deviné — avaient tous le couteau entre les dents ; les Nègres dans le second étaient tous du genre Banania. Même s'il n'est pas tout à fait exact non plus de prétendre que toute une jeunesse, sur plusieurs générations, a communié dans l'esprit Tintin. Une partie de la jeunesse, oui... mais il y avait aussi le clan Spirou. Et même — je m'en souviens — assez représentatif dans les coins populaires comme entre la rue de la Brêche-aux-Loups et le passage de la Grande-Pinte : le clan Vaillant. A tout autre héros, à toute autre lecture, nous préférions suivre, avec angoisse, les aventures d'Arthur le fantôme justicier... Bref, la B.d. c'est la vie, mais il est vrai que Tintin participe déjà de son histoire.

C'est tellement la vie que, le mois dernier, les prud'hommes ont donné raison au bibliothécaire du comité d'entreprise de la R.a.t.p. qui, on s'en souvient, avait eu maille à partir avec sa direction à propos d'une bande jugée pornographique. Comme si les travailleurs de la R.a.t.p. (et d'ailleurs) n'étaient pas assez adultes pour choisir eux-mêmes leurs lectures. Cela me rappelle l'histoire de cette association d'aveugles qui, bien manipulée, avait demandé — et obtenu — l'interdiction du film « la Religieuse » de Jacques Rivette. Bref, tout se termine bien. La vérité obligeant d'ailleurs à préciser que la responsabilité de l'affaire n'incombe pas à la C.g.t. en tant que telle, mais plutôt à une querelle entre fédérations syndicales. Nuance, à l'intention des anti-syndicalistes primaires.

Bref, Bernard Berigaud (c'est le nom de notre bibliothécaire) arrive à point pour s'intéresser aux merveilleux pastels de « Juliette 2 — l'Ermite de l'Appenin », de Philippe Cavell ; ou à l'adaptation d'une œuvre de la comtesse de Ségur, « les Petites Filles modèles », de Levis, une lecture au second degré pourrait-on dire ; ou encore à « la Famille Freudipe », de Gérard Leclaire. Des albums, selon la formule consacrée, à ne pas mettre entre toutes les mains. Le tout aux éditions Dominique Leroy.

La bande par qui le scandale arrive

Chez les Humanoïdes Associés (c'est une maison d'édition) aux quatre albums parus ce début d'année (« Barcelona by Night », « Zodiaque », « l'As de pique » et « l'Encyclopédie de masse ») s'ajoute, ces jours-ci, la publication des « Aventures d'Alef-Thau », de Jodorowsky et d'Arno. Une B.d. fantastique et surréaliste, autant qu'on puisse l'être aujourd'hui, qui constituera sans nul doute un des événements de l'année.

L'évolution politique et sociale de l'Espagne s'exprime évidemment au niveau culturel. Il existe notamment une nouvelle et redoutable école de B.d. catalane. Les éditions Artefact ont choisi de nous présenter l'auteur le plus en vue du magazine barcelonais « El Vibora », qu'on s'attache maintenant aux quatres coins du monde : « Nazario ». « Anarcoma » fut en Espagne la bande par qui le scandale arrive. Le dessin minutieux, les couleurs criardes de cette pochade policière, qui se déroule dans les milieux « gay » de Barcelone, amusent et fascinent. « Anarcoma » renoue d'une certaine façon avec le baroque et le flamboyant hispanique. Chez le même éditeur : « les Aventures de Mado et Maildur », de Ramaioli et Durand (science-fiction).

Nous avons déjà signalé ici, brièvement, l'album de Michel Rin, « Solitudes ». L'auteur récidive avec « les Loups », histoire d'un village de montagne, l'hiver, et comment ses habitants ont à subir le froid, la faim, les loups qui menacent. Impressionnant, un univers étrange, feutré et angoissant. Les mêmes éditions du Cygne présentent également « Une nuit à Innsmouth », inquiétant album de Terrier, et « la Baie des diables », une B.d. qui enchanterait notre Max Gallo...

Chez Pierre Horay éditeur, outre les albums de « Félix le Chat », on trouvera surtout des ouvrages précieux de collection, des classiques de l'histoire de la bande dessinée comme « Benjamin Rabier », « Buck Rogers », « Little Nemo », et une remarquable « Histoire mondiale de la B.d. ». La qualité de l'édition et des illustrations est identique chez Alexander Mosley Publications. Ouvrages brochés et reliés comme ce « Phonographiques » qui, en célébrant l'art spécifique de la pochette de disque, nous raconte en fait une certaine histoire de la musique. Dans la même maison, « Journal du docteur Frankenstein » : un faux particulièrement authentique...

« Rumeurs sur le Rouergue », de Christin et Tardi, est en fait la réédition d'un merveilleux récit de style fantastique paru dans « Pilote ». Grâce au petit peuple de la forêt — celui des contes et des légendes — le capitalisme triomphant est mis au pas, la forêt est sauvegardée et l'âme de la région retrouvée. Ouf ! Toujours chez Futuropolis, Chantal Montellier nous offre « les Rêves du fou » : angoisses, parano, terreurs, névroleptiques, enfermement, etc. « L'Unité » avait déjà mentionné, chez le même éditeur, deux autres albums d'excellente qualité : « le Sang de la Commune » de Montellier et, Charras et « L'Ange déchu », de Daniel Torres.

Fiction délirante et virtuosité graphique

Jacques Faton, 27 ans, habite Bruxelles... comme bon nombre d'artistes de la B.d., c'est en compagnie du, scénariste C. Vanhole qu'il a réalisé son surprenant et captivant premier album « l'Ascension pneumatique de Michel Goffinard », une percutante visite dans le monde rien moins qu'inquiétant des sectes. Les auteurs auraient été jusqu'à s'y infiltrer afin d'en mieux saisir les mécanismes de fonctionnement. Le résultat, en tout cas, est là : brillant. Fiction délirante avec « Jour de colère », de Milo Manara, quelle virtuosité graphique ! qui a pour toile de fond l'Afrique, les Punk-rock, et... le phantasme absolu. C'est aussi chez Casterman, rappelons-le, qu'était publié le grand prix d'Angoulême : « Alack Sinner, flic ou privé », de Munoz et Sampayo.

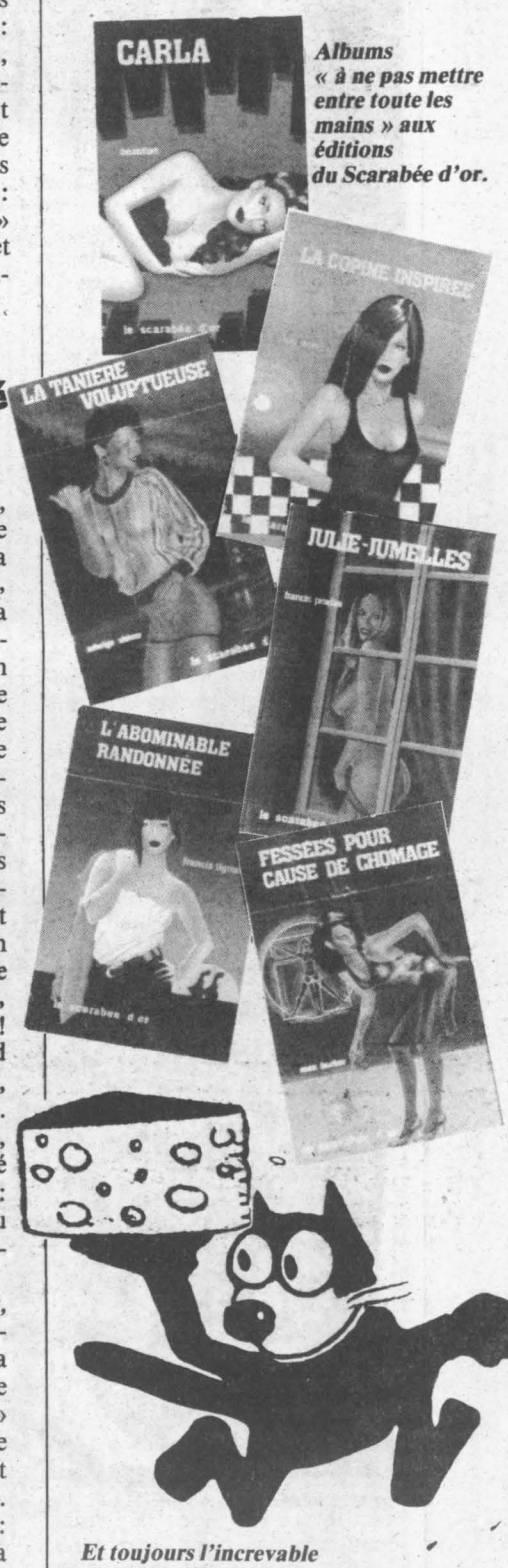
Enfin, *last but not least*, « vieux » chroniqueur, animateur, défenseur de la B.d., Yves Frémion publie son « ABC de la B.d. » (Casterman) ; un ouvrage clair, pédagogique et fort critique, mais à juste titre. Ou, comme dit l'auteur : « Pendant qu'ils font de la B.d., ils ne font pas de bêtises... » ●



« Anarcoma » de El Vibora, aux éditions Artefact.



« L'Ange déchu » de Daniel Torres, chez Futuropolis.



Albums « à ne pas mettre entre toute les mains » aux éditions du Scarabée d'or.

Et toujours l'increvable « Félix le Chat », chez Pierre Horay.

UNE SUPERSTAR DE LA SAINTETE QUI TOMBE A PIC

Trop grand homme pour être défié, Gandhi l'est pourtant dans une laborieuse hagiographie britannique dont le triomphe en ces temps de démission rampante sous couvert de "non-violence" est quelque peu suspect



Sygma

Ben Kingsley dans le rôle de Gandhi.

PAR MARTINE DUCOUSSET

GANDHI il est bon Gandhi il est gentil. Non violent, généreux et charitable en permanence, pendant les cinquante ans de sa vie militante et les trois heures du film que le réalisateur britannique Richard Attenborough vient de lui consacre. La perfection à ce point, ça lasse. Pour admirer, on admire. Mais sans vibrer, sans être ému une seconde.

Et on se prend à rêver d'un Gandhi plus humain, moins superstar de la sainteté. Un Gandhi bourré de défauts dont le message de paix serait alors beaucoup plus fort. Richard Attenborough est tombé dans le piège de l'hagiographie. Obsédé par son sujet, il n'en a retenu qu'une image. Presque une caricature. Pourtant Nehru, en 1963, l'avait prévenu : « Ne faites pas de lui un dieu. C'était un trop grand homme pour être déifié. Et c'est pourtant ce que nous avons fait en Inde. » Attenborough n'a pas suivi le conseil. Sans doute n'a-t-il pas pu : la fascination interdit le recul, et fait barrage à la lucidité.

Le lancier du Bengale préféré

Encore un chef-d'œuvre de perdu. Dommage. Mais ce monument qu'est « Gandhi » mérite quand même amplement le détour. Pour une fois, l'Inde, ce vaste pays peuplé d'un quart de l'humanité, est présente sur les écrans occidentaux. L'Inde sans vraiment tous ses contrastes, l'Inde carte postale, l'Inde cliché, mais l'Inde comme jamais le spectateur du dimanche n'a eu l'occasion de la voir. Tout simplement parce que les producteurs lui proposent rarement, à ce cinéphile d'un soir, des images du tiers monde. Alors là, merci Richard Attenborough. A force de passion, de courage et de détermination, cet homme têtu a réussi à mener à bien son projet, puis à vendre et son Inde et son Gandhi aux requins des salles obscures. Résultat : à Carpentras comme à Little Rock, à Croydon comme à Logrono, d'innombrables spectateurs par les affiches alléchés découvrent un monde qu'ils ne voyaient, jusqu'à présent, qu'à travers les yeux de leur lancier du Bengale préféré, Gary Cooper.

Et si la rencontre faisait tilt ? Si ces spectateurs, après trois heures de projection, s'apercevaient enfin que la différence, au-delà des frontières, a peut-être un corps très bronzé, mais aussi une tête bien pensante et un cœur qui bat au même rythme que tous les autres cœurs de l'univers ? Si... si..., Richard Attenborough n'aurait pas fait du cinéma en vain.

Et puis, il y a Gandhi. Gandhi-ji, comme l'appelaient affectueusement ses amis, ou encore Bapu (le père), ce surnom que lui avaient trouvé tous ceux qui l'aimaient et avaient foi en lui. Gandhi, un homme tellement mythifié depuis sa mort, tellement encensé et tellement momifié que les petits enfants du siècle en ont presque oublié que l'apôtre de la non-violence a vécu pour de vrai, prêché pour de vrai, et réussi le tour de force de bouter les Anglais hors de l'Inde. Le grand mérite de Richard Attenborough, c'est sans doute de rappeler les faits, et l'homme, grâce en partie à la performance de l'acteur Ben Kingsley. Le trop-plein de béatitude nuit au film, et à sa crédibilité, c'est vrai. Seulement, mieux vaut un film édifiant — tant pis pour le septième art — que pas de film du tout.

1893. Le jeune Mohandas Gandhi reçoit un choc. Au propre comme au figuré. Lui qui voyageait paisiblement en chemin de fer à destination du Transvaal se fait brutalement éjecter du compartiment de 1re classe qu'il occupait tout à fait régulièrement, avec billet en poche. C'est qu'en Afrique du Sud on ne plaisante pas avec les races. L'Indien, c'est mieux que le Noir, mais pas aussi coté que le Blanc. Et Gandhi va l'apprendre à ses dépens. Ainsi fait-il l'apprentissage de l'humiliation, ainsi comprend-il ce qu'est la négation de l'autre. On lui fait subir, à lui, Indien riche, lettré et diplômé, le même sort que celui réservé par ceux de sa caste aux Intouchables du Cachemire ou du Penjab.

Prise de conscience, illumination, clin d'œil du destin... Toujours est-il que Gandhi prend les armes pour combattre le racisme, et pour que soient reconnus les droits fondamentaux des Indiens en Afrique du Sud. Mais ces armes sont celles de la non-violence. Dès cette époque, Gandhi élabore ce qui devait être la doctrine de toute sa vie : quand on vous frappe, tendez l'autre joue. L'adversaire finira par se sentir coupable de son geste, et, à la longue, vous obtiendrez gain de cause. Après vingt ans de lutte, Gandhi et ses amis voient en effet leurs efforts couronnés de succès : la loi qui prévoyait la suppression du droit de vote pour les Indiens et le port d'une carte d'identité spéciale se trouve abrogée.

Tout sauf résigné

Mohandas Gandhi veut alors retrouver ses racines. Il revient au pays, et parcourt des kilomètres et des kilomètres pour prendre la température de l'Inde. Son chemin ressemble alors, de plus en plus, à la poursuite d'une ascèse. Plus humble que les humbles, plus abstinent que ne le commandent les textes sacrés, et plus non violent qu'il n'est permis à la nature humaine. Non violent : le terme est inexact. Parce que Gandhi prêchait tout, sauf la résignation. Pour lui, tendre l'autre joue, c'était de la résistance, non de la passivité. S'il haïssait ce qu'on appelle aujourd'hui le terrorisme, s'il refusait tout recours aux armes pour conquérir l'indépendance de l'Inde, c'est qu'il croyait dur comme fer à sa maxime de prédilection : « Œil pour œil... et le monde finira aveugle. »

Les Anglais lui ont fait de tout. Des jours et des jours de prison, des brimades, un procès. Mais lui ne les a pas épargnés : des prières et des jeûnes qui en ont fait l'idole de tout un peuple, et des actions symboliques, comme le retour au vieux rouet des familles pour paralyser l'industrie textile britannique, ou encore la longue marche vers la mer pour récolter ce sel qui, puisqu'il vient de l'océan Indien, appartient aux Indiens. Un beau jour de 1947, c'est gagné. L'Angleterre crie pouce. Grâce à Gandhi bien sûr, mais aussi à quelques autres. A Nehru, au Sardar Patel, et à Jinnah, le leader musulman — complètement caricaturé dans le film — qui obtint la partition de l'Inde et donc la création du Pakistan. Une partition dramatique, puisqu'elle allait entraîner d'innombrables massacres entre hindous et musulmans. Un véritable bain de sang, qui amena Gandhi à jeûner une dernière fois pour arrêter la tuerie. Cette guerre civile, il la considérait comme un échec. Son échec. Et il en mourra, assassiné le 30 janvier 1947 par un jeune hindou qui

trouvait le Mahatma (grande âme) trop complaisant à l'égard des musulmans.

Assassiné tout comme devait l'être Martin Luther King, son disciple en quelque sorte. La non-violence pulvérisée par la violence. L'amour du prochain battu en brèche par la haine de l'autre. Gandhi aurait-il péché par excès de bonté, de sublime naïveté ? Se serait-il planté sur toute la ligne ? Vivant, il a été bellement manipulé par des politiciens soucieux d'utiliser son charisme et la fascination qu'il exerçait sur le monde paysan indien. Mort — en martyr de la réconciliation entre les peuples —, il continue à servir de modèle à des desseins politiques parfois douteux. La non-violence, c'est toujours très pratique pour les violents au pouvoir. Et c'est souvent hasardeux. Gandhi n'a-t-il pas prétendu que l'application de sa doctrine aurait permis une victoire complète sur la folie d'Hitler ? Bien sûr, on peut toujours se dire que si on avait essayé... Mais tendre l'autre joue dans un camp de concentration, faut avoir le moral. Et Angel Para, aurait-il dû présenter sa troisième main aux bourreaux chiliens pour qu'enfin renaisse la démocratie dans son pays ?

C'est noble et exaltant, la non-violence. Et qui, en son âme et conscience, préfère jouer les brutes ? Seulement c'est traître, la non-violence, parce que ça fait le jeu des puissants armés de ce monde. Quand les Verts allemands refusent les fusées Pershing, ils déclarent œuvrer pour le pacifisme. Le problème, c'est que ce pacifisme profite aux ambitions guerrières d'un autre. Si « Gandhi » fait un tel tabac aujourd'hui — du dithyrambe partout et onze nominations aux oscars américains —, ce n'est sûrement pas l'effet du hasard. En 1968, la non-violence prônée par les hippies refusant d'aller massacrer des Vietnamiens avait un sens. En 1983, tout est beaucoup plus fumeux : ce qui était au départ résistance active sans user de la force ressemble beaucoup maintenant à de la résignation bêlante. Du style : après nous le déluge, et tant pis si nous avons provoqué ce déluge par notre démission. Que le film d'Attenborough soit un tel phénomène de société alors qu'il n'est pas qu'un médiocre exercice de caméra en dit long sur notre génération de fin de siècle. Gandhi la vedette, son bout de chiffon autour des reins, son rouet et sa douceur exemplaire. Le message du Mahatma était autre, mais c'est sa philosophie dénaturée qui fait mouche aujourd'hui.

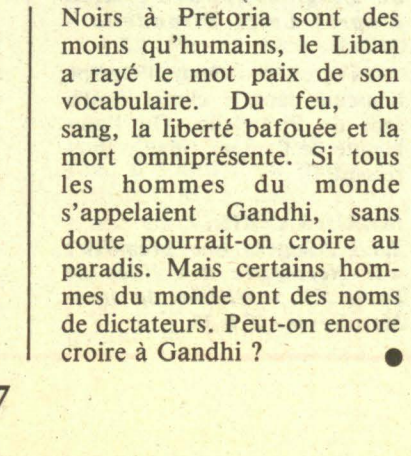
Si tous les hommes du monde...

L'Inde est une vraie démocratie. Et c'est rare de ce côté-ci du globe. Mais en Assam, on massacre. Mais les mal-nés sont toujours Intouchables. Mais les petites filles continuent à faire le désespoir de leurs parents. Et puis, à Kaboul, le Dr Augoyard reste en prison. Et puis, au Nicaragua, un autre médecin tombe sous les balles d'une guerre dont il était venu soigner les blessures. Sakharov n'est toujours pas libéré, Khomeyni continue à sévir, Allende est définitivement mort, les Noirs à Pretoria sont des moins qu'humains, le Liban a rayé le mot paix de son vocabulaire. Du feu, du sang, la liberté bafouée et la mort omniprésente. Si tous les hommes du monde s'appelaient Gandhi, sans doute pourrait-on croire au paradis. Mais certains hommes du monde ont des noms de dictateurs. Peut-on encore croire à Gandhi ? ●



Sygma

Le vrai Gandhi en 1947 avec Ava et le Dr Sushila Nayyar.



La même image dans le film de Richard Attenborough.

UNE SUPERSTAR DE LA DOULEUR QUI ARRIVE A POINT

Klaus Barbie en prison..., c'est le moment d'aller voir le film hanté qu'Alan Pakula a tiré du roman de William Styron "le Choix de Sophie" avec une comédienne qui est en train de devenir une star : Meryl Streep

PAR FABIAN GASTELLIER



Meryl Streep et Peter Mac Nicol.

AUTANT l'avouer tout de suite : on en sort hébété, pas mal sonné. Remué au plus profond de cette impalpable couche de souvenirs qu'est la mémoire collective ou, si l'on préfère, la mémoire de l'histoire. Ce passé que l'on croit toujours bien caché, enfoui, tapi dans un recoin obscur de nos douleurs mais qui sait resurgir au moment le moins prévu. Brûlant encore ; obsédant à jamais.

Un choc, donc. Et, pourtant, au départ, l'idée de porter à l'écran le plus complexe des romans de William Styron était une sacrée gageure. Cette confession à la première personne d'un sudiste apprenti écrivain qui découvre New York, Brooklyn, l'amour et la mort en 1947 ; cette presque autobiographie, où l'humour le plus débridé se mêle à l'émotion la plus forte puis au cauchemar le plus noir, avait une allure de défi majuscule. Mais il faut se rendre à l'évidence : devant « le Choix de Sophie » qu'a réalisé Alan J. Pakula, on ne peut que baisser les bras et jeter chapeau bas. Rien à redire, la réussite est totale, exceptionnelle, bouleversante.

Les handicaps étaient multiples et d'ordres différents : savoir passer du rire au cauchemar sans que le spectateur s'y attende et, surtout, sans verser dans un voyeurisme démonstratif qui aurait faussé le sens de l'œuvre ; parvenir à mêler plusieurs temps (le présent de la narration, le passé immédiat — ce qui est raconté et constitue le canevas principal du film — et le passé « antérieur », celui des confidences, des aveux arrachés un à un comme les voiles de Salomé) ; réussir, enfin, à décrire un personnage indescriptible, Sophie, femme incernable, en perpétuel mouvement, suicidaire et pourtant vivante jusqu'à l'excès, menteuse par désespoir mais aussi profondément honnête. Une femme qui fuit, qui « se » fuit, prisonnière de la plus absolue des prisons : elle-même ; détentrice du plus paralysant des constats qui réside en une toute petite phrase de rien : « Apprendre la vérité n'aide pas à comprendre. »

D'évidence, Alan Pakula s'est totalement intégré au roman de Styron. Il en a épousé la construction en labyrinthe puis en cercles à la Dante ; il en a saisi l'ironie amère, le pessimisme sans espoir de retour, la lucidité glacée. On pénètre par étapes, par approches successives à l'intérieur du « Choix de Sophie ». Au début, on pourrait se croire devant un « Jules et Jim » façon Etats-Unis : l'amour-amitié passionnelle et passionnée, qui unit brutalement Stingo le naïf au couple bizarre formé par Sophie, la Polonaise catholique rescapée d'Auschwitz, et Nathan, le jeune biologiste juif américain tout aussi boulimique de la vie que destructeur et déséquilibré, ressemble à la fable triangulaire de François Truffaut. Même apparente légèreté, même mélange, aussi, du désir le plus brutal et de l'obsession de la mort...

C'est un cyclone, un tourbillon, un raz de marée qui submerge Stingo, tout d'un coup. C'est son avenir qu'il va jouer, mine de rien, dans cette éducation sentimentale trouble qui ne pourra que le laisser blessé à jamais. Il apprend le malheur en apprenant à aimer : même s'il n'avait que ce premier degré de lecture — le passage brutal de l'adolescence à la maturité — « le Choix de Sophie » serait déjà une grande œuvre.

Mais Pakula a su aller encore plus loin. En évitant soigneusement de trop en faire et de risquer, ainsi, de louper son but. En évitant la reconstitution des camps de concentration et l'étalage de l'horreur physique, de la violence à l'état pur. Auschwitz existe dans « le Choix de Sophie ». Un Auschwitz suintant la faim, la peur, les brimades. Un Auschwitz de délire, aussi, lorsqu'on pousse la porte qui mène à la maison du gardien du camp et qu'au milieu des arbres en fleurs, pourtant noircis par la fumée des crématoires, on découvre des enfants qui jouent, rient, explosent de bonne santé à dix mètres des cadavres en pyjama rayé...

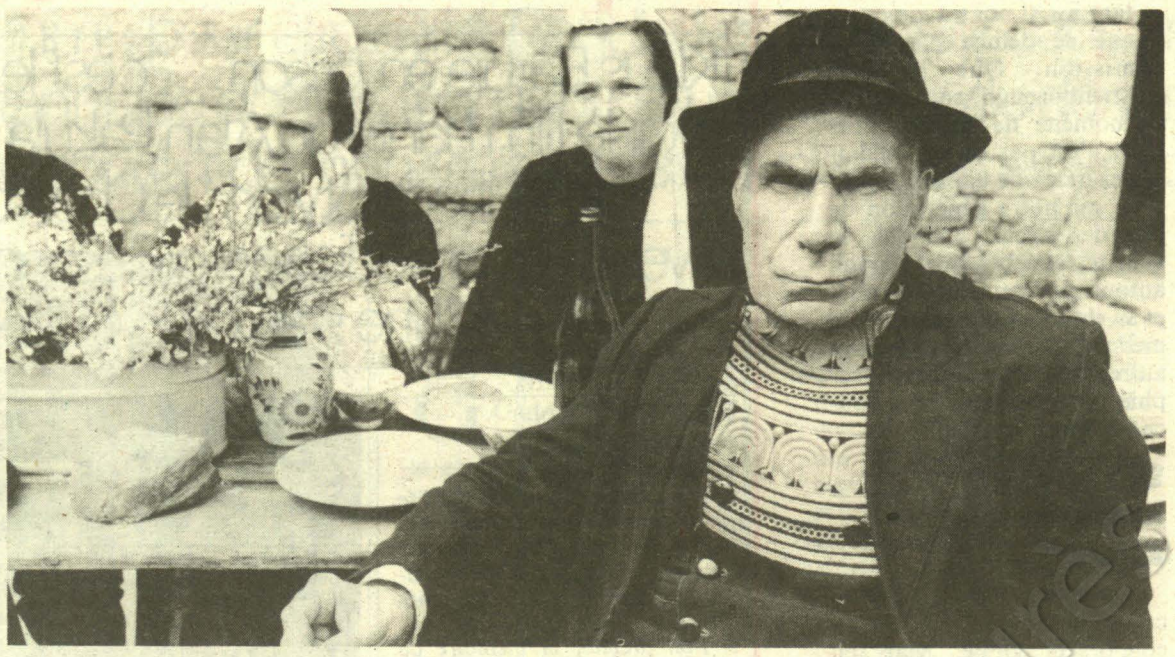
Là, c'est insoutenable. Justement parce que l'absence de violence physique, de coups, de cris provoque une intolérable souffrance psychologique et morale. Or, on le sait, si l'on peut parvenir à oublier la douleur des tortures, on n'arrive jamais à se défaire des traumatismes psychiques. Ainsi va Sophie, qui semble s'être remise de l'anémie, des privations et de l'humiliation. Mais qui est brisée à jamais par le choix qu'elle fut contrainte de faire, un soir. Un choix fou, absurde, qui ne menait à rien et qui, pourtant, est sorti de sa bouche. Lorsqu'elle parviendra à redire les mots jadis prononcés, Sophie aura bouclé sa boucle, et sa vie s'achèvera.

Pour dire cela, cette succession d'aberrations, cette absence de logique — si ce n'est la logique du mal — et de sens — si ce n'est pas le sens de la perversion — il fallait à Pakula des comédiens particuliers. Capables d'être mille personnnes à la fois et de rendre cent facettes d'un même visage en deux heures trente. Il les a trouvés. Meryl Streep, bien sûr, qui possède là le grand rôle de sa carrière et confirme ses talents immenses de comédienne pas comme les autres : sa beauté inutile, son charme vénéneux, son éclat où se marient la séduction et la mort ne sont pas prêts d'être oubliés. Mais aussi Peter Mac Nicol, Stingo bouleversant et bouleversé qui est initié à l'horreur sans rien perdre de son regard de môme. Et Kevin Kline, Nathan maladif, malade, rayonnant d'un violent désir de se perdre...

Au bout du compte, « le Choix de Sophie » est sans doute l'un des films les plus lourds à accepter. Parce qu'il contient non seulement l'apocalypse mais aussi l'absurdité du mal. Et que la pudeur de la mise en scène, l'intelligence du montage et la conviction du jeu des comédiens vous balancent en plein visage tous les juifs, les Polonais, les Allemands, les Tziganes et les autres disparus des années quarante. On n'a jamais été aussi loin dans l'épouvante. A l'heure où Klaus Barbie joue au malade derrière ses barreaux lyonnais, « le Choix de Sophie » vient à temps pour nous rappeler qui étaient ceux qui avaient choisi d'inventer l'Enfer.

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER



Jacques Dufilho dans « le Cheval d'orgueil ». *Kipa*

VENDREDI 1er AVRIL

T.f.1 « Lucien Leuwen », d'après Stendhal, réalisation de Claude Autant-Lara - première partie - 21 h 40.

Rediffusé à l'occasion de l'année Stendhal, ce feuilleton appliqué n'avait pas laissé un flamboyant souvenir aux amoureux de la grande œuvre inachevée de Stendhal. On peut trouver Nicole Jamet touchante en Méthide, mais Bruno Garcin n'est pas du tout Lucien. Dommage !

A.2 Ciné-club - cycle Satyagit Ray : la Trilogie d'Apu, « Le Monde d'Apu » - 23 h.

Dernier volet d'une initiation au « métier d'homme », le « Monde d'Apu » nous décrit principalement la misère de Calcutta. Un film particulièrement émouvant.

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : Viêt-nam, les dures années de la paix, reportage de Michel Croce-Spinelli - 20 h 35.

45 % de la population crève de faim et les prix ont grimpés de 327 % en neuf mois. Ça va mal au Viêt-nam et ce n'est pas une raison pour ne pas s'intéresser au sort de ce pays éternellement meurtri par une guerre qu'il n'oubliera jamais.

SAMEDI 2 AVRIL

A.2 « Une femme nommée Golda », d'Alain Gibson - n°2 -21 h 50.

Tel-Aviv, entre 1939 et 1945. La libération des camps, l'arrivée des victimes et, en 1947, le « partage de la Palestine » proposé par les Nations unies. Avec l'épisode n°2, on saute à pieds joints dans l'apologie du sionisme. Les Arabes ? Quels Arabes ? L'absence d'analyse politique, à ce point, ça fatigue. D'autant que le doublage ne s'est pas amélioré depuis la semaine dernière. Allez, c'est fini, de ce téléfilm (qui dure encore deux semaines) je ne reparlerai plus. Oublions-le et relisons l'histoire.

F.r.3 Musi-club : Messe pour Rome, de Jean Sébastien Bach -22 h 30.

La « messe en si mineur » de Bach accompagne une ballade romaine qui va de la chapelle Sixtine aux flâneries piazza Navona. Une certaine vision de la solitude et de la déglingue des jeunes sur fond de chef-d'œuvre musical.

DIMANCHE 3 AVRIL

T.f.1 « La Carapate », de Gérard Oury - 20 h 30.

Mai-68 vu à travers les jumelles de myope d'un obsédé de la gaudriole navrante. C'est débilissime et on ne peut même pas se raccrocher au charme de Victor Lanoux, transformé ici en condamné à mort innocent, amoureux d'une Vietnamienne.

A.2 Visite au musicien, de Alain de Chambure. n°3 : William Christie et les « Arts florissants » - 21 h 35. En coproduction avec le ministère de la Culture.

William Christie, c'est un type formidable. Avec lui, Monteverdi a repris des couleurs. A ne pas louper : la mezzo-soprano Guillemette Laurens, qui possède une voix à fendre l'âme.

F.r.3 Boîte aux lettres, de Jérôme Garcin - 20 h 35.

Invité : Jacques Chessex. Bon. On veut bien. D'autant qu'on est les premiers à soutenir la nouveauté au petit écran et, surtout, surtout, ceux qui osent essayer de faire de l'anti-Pivot. Mais quand même, un petit bilan tout plein d'espoir : si Jean-François Josselin veut bien cesser d'être balbutiant et sinistre, si Pierre Combescot veut bien cesser d'être mauvais à hurler, si Poirot-Delpech veut bien cesser d'endormir son monde avant 21 h 30 (c'est quand même un peu tôt) et si Jérôme Garcin cesse de transformer son magazine en marathon essoufflé, on accepte de suivre. Allez, bon rodage !



« Lucien Leuwen.

« Tartarin de Tarascon », de Raymond Bernard - 22 h 30.

Raimu, Raimu, Raimu, Raimu, Raimu, Raimu et Raimu. Pour le reste on s'en fout.

LUNDI 4 AVRIL

T.f.1 « Le Cheval d'orgueil », de Claude Chabrol - 20 h 35.

L'enfance en pays bigouden de l'écrivain Pierre-Jakez Helias d'après le best-seller de ce dernier. Une certaine atmosphère et, surtout, la présence de Bernadette Le Saché, petite merveille que l'on ne voit plus du tout nulle part.

A.2 Musique au cœur (voir encadré)

F.r.3 « En silence », téléfilm de Luigi Filippo d'Amico d'après Luigi Pirandello - 20 h 35.

Un gros problème d'Oedipe bousculé dans le climat étouffant de Pirandello. Ou l'ambiguïté de l'amour filial... Intéressant.

MARDI 5 AVRIL

T.f.1 Caméra une première : « le Nécessaire des filles de Louis XV, » téléfilm de Jean-Marc Soyez - 20 h 35.

Aux confins du fantastique et de l'imposture l'histoire de deux faussaires en antiquités qui racontent la bataille de Fontenoy comme s'ils l'avaient vécue. Un bien étrange film magistralement interprété par Jean-Marc Thibault.

« Une belle vie » : Raymond Queneau, de Jacques Rutman (voir encadré).

A.2 Les dossiers de l'écran : « Le Retour à Cherchell », téléfilm d'André Cayatte -20 h 40.

Le retour amer vers les racines algériennes d'un pied-noir parvenu à l'âge de la retraite. Pour revoir une dernière fois Maurice Biraud et écouter, à l'heure du débat, les témoignages de plusieurs rapatriés.

F.r.3 La dernière séance, d'Eddy Mitchell : « la Mission du commandant Lex » d'André de Toth et « le Roi du tabac » de Michaël Curtiz - 20 h 35.

En première partie, l'éternel drame des Sudistes et des Nordistes avec Gary Cooper. En seconde partie, l'histoire infernale d'un couple en 1895 avec Gary Cooper et Lauren Bacall. Bref : amateur de « look », à vos postes.

MERCREDI 6 AVRIL

T.f.1 Le cœur du débat, émission d'Igor Barrère, Noël Copin et Daniel Grandclément -20 h 35.

A.2 Cinéma, cinéma, de Michel Boujut, Anne Andreu et Claude Ventura - 22 h 10.

Raoul Ruiz, Yilmaz Güney, Alain Tanner et Fred Zinneman nous parlent de leurs films, de leurs goûts, de leur vie : beau plateau ! En prime, un reportage kitch pour faire rire dans les chaumières : les préférences cinéphiliques de Marcel Bigeard. On parie ? En vrac : « La 317e section », « le Crabe-tambour », « Non-retour », « les Bérets verts », et tous les autres « engagez-vous -rengagez-vous » du septième art. Ouaf !

JEUDI 7 AVRIL

T.f.1 « Les Beaux Quartiers », d'après Aragon. Réalisation Jean Kerchbron. n°2 : « Surtout à Paris pendant l'hiver 1912-1913 » - 20 h 35.

Edmond s'éprend de Carlotta, divinement jouée par Nadia Cassini et Armand vit une brève passion avec Madame Beurdeley, divinement jouée par Marina Vlady. Pendant ce temps-là, c'est la guerre dans les Balkans, Poincaré devient président et on se pose la question du service militaire de trois ans...

« Le Greco ou les métamorphoses du divin », d'Yvon Gerault - 22 h 10.

L'Espagne au siècle d'or ou un portrait de Domenikos Theotocopoulos, dit le Greco. Ce peintre génial, en avance de plusieurs siècles sur son temps (sa technique des touches de blanc dans les yeux étonneront les artistes du XXe siècle), hors normes et visionnaire, a laissé au monde un assez grand nombre de chefs-d'œuvre dont les plus beaux sont à Tolède et dans quelques églises peu connues de l'Espagne. Au Louvre, nous possédons une crucifixion assez étonnante mais relativement trop paisible. C'est le Greco tourmenté qu'il faut découvrir, celui qui allongeait les corps et déformait les perspectives à l'infini. A côté de lui, Modigliani et Chagall font figure de truqueurs.

F.r.3 Cinéma 16 : « Incertain Léo ou l'amour flou », téléfilm de Simon Steinberg et Michel Favart - 20 h 35.

Le premier scénario d'un ancien ouvrier tailleur. L'histoire d'un ouvrier tailleur au chômage pris au piège de deux visages de femmes... Avec Michel Boujenah et Christine Pascal.



« Incertain Léo ou l'amour flou ».

L'émission de la semaine : « Une belle vie », Raymond Queneau, de Jacques Rutman, T.f.1, mardi 5 avril - 21 h 45.

Queneau, comment dire ? Queneau, c'est tout. Point à la ligne... Il était temps qu'on lui rende hommage, qu'on le chante, qu'on le joue, qu'on l'écoute, qu'on le redécouvre. Qui était-il ? Un être discret, un optimiste-pessimiste, un amoureux fou de l'humanité, des petites gens, des petites destinées dont il savait faire de grandes histoires. Queneau le grammairien qui pouvait tout se permettre, car il connaissait la langue française comme sa poche, Queneau l'humoriste au sourire un peu triste, Queneau le mathématicien obsédé par les chiffres, Queneau le révolutionnaire des mots qui dynamita notre littérature bien plus qu'un Prévert, bien plus qu'une bouffée de nouveau roman. Queneau, c'était tout ça et bien plus encore. De lui, on garde « Zazie dans le métro » et « Exercices de style », bien sûr... Mais « les Fleurs bleues » ou l'incroyable rencontre (rêve ? réalité ?) du duc d'Auge, grand combattant du Moyen Age, et de Cidrolin, flemmard façon 1930... Mais « les Derniers Jours », témoignage en clair-obscur sur la vie intellectuelle française de l'entre-deux-guerres... Mais « Odile » dont on n'a jamais su s'il s'agissait d'un roman ou d'un gag... Mais « Pierrot mon ami » ou Luna Park entre rire et larmes... Mais « Saint Glinglin », chronique d'une débâcle, avec le couple étrange de l'aveugle et du paralytique, Nicomède et Nicodème — et l'on n'a jamais su qui portait qui ! — avec, aussi, cette première phrase cinglante : « Le dégoulinant de flotte objet » pour décrire un parapluie. Mais, enfin, « le Chiendent », chef-d'œuvre absolu, « hénaurme », dément qui commence par la radioscopie de deux minables et s'achève par une Troisième Guerre mondiale pour, finalement, n'être qu'un roman de l'amour fou... Queneau, pour toujours...

Le ras-le-bol de la semaine : Musique au cœur : « Giacomo Puccini ou le cœur a ses raisons », d'Eve Ruggieri et Patrick Camus, A.2., lundi 4 avril - 20 h 35.

Cette fois, c'est trop. On a soupiré lorsqu'elle a pleurniché sur Callas ; on a été patients lorsqu'elle a massacré Verdi ; on a détourné le regard lorsqu'elle a assassiné Toscanini, on a tourné le bouton lorsqu'elle a piétiné Furtwangler, mais là, c'est la goutte d'eau. Qui accuser ? Eve Ruggieri ? On ne tire pas sur une ambulance. Alors ? Antenne 2 ? Papa Desgraupes ? Sont tous responsables.. Responsables d'un magazine à rougir de honte, ni fait ni à faire, bon à vous dégoûter de la musique si vous n'y connaissez rien et à vous dégoûter de la télé si vous êtes mélomane. Ce soir, vous apprendrez — Oh le scoop — que Giacomo Puccini avait une femme jalouse ; vous contemplerez, derrière Eve plus bafouillante que jamais (« la Fiancée du Far West » pour « la Jeune Fille du Far West » et on en passe et des meilleures), des figurants habillés XIXe siècle se bécotant dans les coins... Et c'est tout. Les reportages ? Vides. Les extraits ? Des redites sans intérêt (Callas pour la deux cent quinzième fois dans le même « Vissi d'Arte » londonien). C'est consternant.

PHILIPPE ALFONSI : "J'ATTENDS TOUJOURS LA NOUVELLE TELEVISION DE L'APRES-10 MAI"

Pour Philippe Alfonsi, personne n'empêche aujourd'hui un journaliste ou un réalisateur de prendre la liberté de faire librement son métier. Alors où sont les verrous ?

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

UN prisonnier, enfermé depuis plus de dix ans : « Je suis brisé, maintenant... Je ne suis plus rien. » Un gardien de prison, un « maton » comme on les appelle : « La prison, c'est terrible. » Un aumônier des prisons : « La prison, ce n'est pas la solution à la délinquance, parce que ça interdit tout avenir. » Une femme de prisonnier : « Je suis plus en prison que lui. » Le maton qui trouve la prison « terrible » : « Ça peut arriver à n'importe qui. » Un autre maton : « Si un jour j'étais emprisonné, j'essaierais de m'évader. »

Ces témoignages, bruts et brutaux, sont extraits d'un film de Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot, « Appel au monde libre », qui sera diffusé par F.r.3 le 7 avril à 22 h 20. Ce reportage inaugure une nouvelle série mensuelle, produite par Alfonsi et Pesnot : « la Vie en face ». Il marque le retour à la télévision, après de longs mois de silence, de ceux qui avaient fait « les Gens d'ici » sur Antenne 2. Ils n'ont pas changé de méthode : ils écoutent, ils regardent. Ils « révèlent », en s'effaçant devant leurs interlocuteurs. Ils s'interdisent de commenter pour laisser aux images leur poids d'émotion, pour laisser aux mots des autres leur force de sincérité. Au téléspectateur d'être adulte, de réagir, d'être critique ou approbateur, de se faire une opinion.

Alfonsi et Pesnot ne font pas de la « fast television », des reportages prémâchés où l'on indique d'avance ce qu'il est bon de penser. Ils ne sont pas de ceux qui font passer leur point de vue avant les faits. Ils ne sont pas non plus de simples « porte-micro » : les sujets qu'ils choisissent de traiter ne sont ni neutres ni insipides. Ils préfèrent le brûlant au superficiel : aujourd'hui, les prisons ; demain, le nucléaire, les immigrés, etc. Ils font leur métier de journalistes en toute honnêteté : sans être serviles, sans être irresponsables. Bref, ils dérangent. Et certains n'aiment guère être dérangés... Même après le 10 mai 1981 ! ●

« L'Unité » : Vous vous êtes remis de la disparition des « Gens d'ici » ?



Jean Gaumy - Magnum

Philippe Alfonsi pendant le tournage de « Appel au monde libre ».

— PHILIPPE ALFONSI : Difficilement. Parce que nous nous étions entièrement investis dans « les Gens d'ici ». Quand l'émission a été supprimée, nous nous sommes retrouvés sur le carreau. Nous avons cherché à faire autre chose. Rien ! Les portes d'Antenne 2 nous étaient fermées. T.f.1 était en bouleversement permanent. Seul Serge Moati, après sept mois de chômage, a bien voulu nous redonner une chance à F.r.3.

Et puis, nous avons eu quelque peine à accepter la méthode et les arguments de la direction d'Antenne 2 : arrêt brutal pour cause de faible audience. Pas sérieux ! L'émission n'avait que neuf mois d'existence. Aux Etats-Unis, l'émission équivalente, « On the road », a mis deux années à devenir une série de grande écoute. En fait, l'expérience des « Gens d'ici » a été tuée dans l'œuf. J'espère qu'un jour on pourra connaître les véritables motivations de ceux qui l'ont assassinée.

« La Vie en face », c'est une resucée des « Gens d'ici » ?

— A la lettre, non : cette fois, il s'agit d'un magazine mensuel. Mais, dans l'esprit, d'une certaine manière, oui. Disons que nous gardons la méthode des « Gens d'ici » : nous mettons en premier la qualité du contact avec les gens, en faisant des entretiens longs et approfondis ; nous n'essayons pas d'illustrer un dossier ou un événement par quelques bribes de témoignages ; nous faisons passer les humains avant l'événement ; nous essayons de comprendre comment ils ont vécu l'événement, comment ils ont été transformés par cet événement. En laissant ainsi les gens en « parole libre », nous avons le sentiment de faire passer peut-être plus d'informations qu'à travers un dossier didactique et ennuyeux.

Mais, en même temps, par rapport aux « Gens d'ici », « la Vie en face » constitue une approche nouvelle : nous sommes passés d'un individu à un groupe. Comment un groupe humain se modifie sur fond d'événement, dans un milieu donné : c'est ce que nous tentons d'appréhender ; c'est ce qui rejoint la préoccupation de Serge Moati, son envie de voir des gens « vivre ensemble ».

— A nouvelle approche, nouvelle forme d'émission ?

— Effectivement. Dans « les Gens d'ici », nous prenions chaque individu sous le feu croisé de deux caméras. Là, pour « la Vie en face », confrontés à un groupe d'individus, nous avons voulu multiplier les regards. Nous avons gardé une caméra : c'est le regard du réalisateur. Mais nous avons ajouté le dessin et la photo : les regards du dessinateur et du photographe. Le groupe humain est donc vu en permanence sous trois angles et à travers trois techniques différentes. Nous changeons de photographe à chaque reportage parce qu'il est, à notre connaissance, le seul dessinateur capable d'être à la fois caricaturiste et réaliste. Le plus souvent, l'intervention de Cabu surgit comme un coup de crayon rouge qui souligne un mot ou une phrase. Mais on peut imaginer des interventions plus autonomes : dans le film que nous sommes en train de terminer sur les immigrés de Flins, les dessins et les photos racontent des histoires à l'intérieur même de l'histoire du réalisateur et du journaliste.

— Comment se passe votre collaboration avec F.r.3 ?

— Au départ, on nous avait commandé une dizaine d'émissions. Je pense que nous en réaliserons huit pour cette année. Si elles « marchent », nous continuerons peut-être l'année prochaine...

A F.r.3, nous essuyons les plâtres de la décentralisation : de Paris, nous agissons en position de « décolonisateurs ». Ce qui nous satisfait : n'étions-nous pas déjà, dans nos productions précédentes, depuis des années, des journalistes « provinciaux » ? Mais, à terme, ce genre de travail ne devrait-il être pris en charge par des équipes qui vivent vraiment en province ? La

(suite en page 20)



Jean Gaumy - Magnum

La belle équipe des « Gens d'ici », devenue celle de « la Vie en face » : Alexandre Tarta, Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot.

(suite de la page 19)

difficulté, c'est que les équipes régionales ne sont pas encore techniquement prêtes... Solution actuelle de cette contradiction : on donne la parole aux régions en fabriquant depuis Paris, même si, théoriquement, notre centre de production est à Lille.

Dans ce cadre, nous avons, en tant que producteurs, toute liberté pour choisir nos sujets. Nos critères sont clairs : nous choisissons des problèmes qui, à travers un groupe ou une communauté, taraudent bon nombre de Français. La prison dans « Appel au monde libre » : quand on sait qu'il y a trente mille détenus en France, on peut logiquement en conclure que, directement ou indirectement, le sujet touche beaucoup de familles. Le chômage et le nucléaire, à travers le cas de Chooz, dans « Ecolosmétallos, même combat ? » : là encore, la plus grande partie de l'opinion doit se sentir concernée. Les immigrés dans « Flins, Terre d'asile » : on a vu, au cours de la récente campagne électorale, que tout le monde est sensibilisé par ce problème... Autant de choix qui me semblent correspondre exactement au titre de la série : « la Vie en face ».

— Ce faisant, vous avez l'impression d'être en train d'inventer une « nouvelle télévision » ? D'esquisser la « télévision de l'après-10 mai » ?



Le dessinateur Cabu au milieu des gardiens de prison.

— Restons modestes ! Si je fais ce que vous appelez une « nouvelle télévision », ce n'est pas à moi de le dire... Mais une chose est sûre : ce que je fais aujourd'hui, je le faisais déjà avant, c'est-à-dire avant le 10 mai 1981. Avec cette différence : avant le 10 mai, je n'avais pas le « profil » pour qu'on me confie des responsabilités ; je ne pouvais travailler que sous couvert ou dans l'ombre de grandes signatures, de Pierre Dumayet par exemple. Aujourd'hui, je signe ce que je fais.

C'est le seul changement. Sur le fond, je ne crois pas que les structures et les mentalités des rédactions de l'audiovisuel aient changé. En 1971, quand Desgraupes a été banni, beaucoup de journalistes ont été « virés ». Moi, j'ai joué la clause de conscience : je me suis exclu, parce que d'autres étaient exclus. Depuis le 10 mai, je n'ai pas réintégré une rédaction : on ne me l'a pas demandé, je n'aurais pas accepté. Parce que le fonctionnement des rédactions n'a pas été modifié. Parce que, même si je sais que je pourrais bien m'entendre avec tel ou tel individu, je ne vois pas dans quelle structure rédactionnelle on accepterait que je fasse librement mon métier de journaliste, que je choisisse librement mes sujets.

Suis-je clair ? Non ? Alors, voici : il paraît qu'il y a un « ton journalistique » dans l'audiovisuel auquel il faut se plier, un ton qui établit une nette différence entre la façon de parler de « monsieur tout-le-monde » d'un côté et la façon de parler des « puissants » de l'autre. Moi, je refuse cette différence. De même que je refuse le « journalisme-spectacle », qui était à la mode sous Giscard et qui est encore de mise aujourd'hui. En revanche, je pense qu'on peut aussi faire de l'information dans les programmes. Mais ça, la passerelle entre les programmes et l'information, personne n'en veut ! A Antenne 2, quand nous avons abordé certains sujets d'actualité dans « les Gens d'ici », on nous a mis en accusation : il paraît que nous faisions baisser l'audience du journal de 20 heures !

Jusqu'à présent, seul Serge Moati a eu le courage de faire sauter certains verrous : en faisant appel à des journalistes « en rupture de rédaction » pour « la Vie en face », en faisant produire un magazine d'information du sein des programmes, il a jeté un pont entre la rédaction et les programmes. C'est le premier. Et, pour l'instant, c'est le seul.

Le 10 mai, par rapport à mon métier de journaliste, je l'attendais depuis mes débuts, depuis vingt-deux ans. Parce que je pensais qu'il fallait « libérer » l'audiovisuel, le libérer de l'emprise du Pouvoir. Le 10 mai est donc arrivé. Mais les gens de l'audiovisuel se sont-ils libérés pour autant ? Qu'avons-nous fait de notre liberté nouvelle ? Où est la télévision de l'après-10 mai ? Qui a eu le culot et le courage de changer ses habitudes ? Je finis par constater avec tristesse qu'une majorité de ceux qui font la télévision sont incapables de liberté et d'imagination.

Je vais choquer : c'est d'abord au sein de nos métiers, au cœur de nos rédactions et de nos sociétés de programme, dans nos têtes qu'il faudrait commencer à penser en termes de liberté, d'autonomie, d'insolence ! La liberté ne se décrète pas, elle se prend ! Qui nous empêche aujourd'hui de prendre la liberté de faire librement notre métier de journalistes à la radio et à la télévision ? Personne ! Alors ?

Je voudrais bien aller plus loin, contribuer à l'inventer, cette « nouvelle télévision ». Mais il semble bien que dans nos « maisons » la plupart de mes confrères, finalement, préfèrent « l'ancienne télévision ». C'est leur droit. Mais qu'ils aient le courage de le dire ! Et qu'ils cessent d'entonner l'hypocrite refrain : « C'est la faute au pouvoir ! » ●

OBJECTIF : 10 000 ABONNES NOUVEAUX

Depuis quelques mois « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permet de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré. De toute part, on nous dit que ce changement est apprécié.

Onze ans après sa naissance, « l'Unité » a donc pris un nouveau départ qui se prolonge par une grande campagne d'abonnement à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux.

Pour l'atteindre nous avons besoin du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent, de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant. C'est aujourd'hui une tâche prioritaire dans le combat des socialistes.

Bulletin d'abonnement à retourner à :

l'administration de l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* **abonnement d'un an (250 F)** ☐

* **abonnement de six mois (160 F)** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastel-lier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-ELysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

AVEZ-VOUS VU LE MUR DE MONTBELIARD...

Montbéliard, célèbre pour ses usines et sa saucisse, gagnerait à être connue pour ses efforts dans le domaine de l'art



La fresque de Christian Bouillé.

PAR LUCIEN CURZI

AU musée du château, Messagier a imaginé une salle rose bonbon, où des originaux prospèrent : grotte de papier glacé et festonné, tableaux caressés à coups de brosse énergiques rouges et grisâtres, toile avec image d'œufs sur un plat. C'est la jungle riante, acidulée et déboussolante d'un peintre établi dans les environs de Montbéliard, à Lougres, qui prend la vie par son côté enfantin et hilarant. Une salle d'archéologie, riche en petits Mercure, Mars et Minerve, sépare le « Temple messagiérien » des peintres de terroirs, Zingg et Albert André, dont les toiles assoupies nagent dans une bienheureuse quiétude. En somme, ici, le repos, là, les tempêtes du septième ciel, rassemblés non sans audace sous un toit unique : servent-ils à mieux ouvrir les yeux, à faire fuir les habitudes ?

Cette initiative muséale est supportée, comme on peut le subodorer, par certains citoyens, qui se sentent provoqués. Elle encourage beaucoup d'autres à se défaire des idées reçues. Mais, en contrebas de l'éperon rocheux où est niché ce musée hors du commun, les automobilistes fonçant vers les usines Peugeot, de Sochaux, aperçoivent en un clin d'œil la toute nouvelle fresque peinte par Christian Bouillé. Elle est l'une des treize créées en 1982 dans autant de villes de France, à l'initiative de l'A.d.e.a. (1), avec l'appui du ministère de la Culture. En ce cas aussi, les controverses sont allées et vont encore bon train. Fallait-il ou non représenter une voiture, de surcroît une R5, à côté d'un mur de briques éclaté et éclatant, profiter du même mur aveugle pour dramatiser un espace ? N'aurait-il pas mieux valu « ensoleiller » ce mur de tons gais et vifs ?

Rendre responsable

« En fait, déclare Yves Bessero, 39 ans, maire-adjoint P.s. à la culture, ce mur peint implanté sur un axe essentiel de notre ville est une réussite, car il fait fonction de signal, et il interpelle. De surcroît, cette peinture me paraît avoir trop vite été assimilée par le paysage urbain. A la limite, elle ne remet pas assez les choses en question.

« A dire vrai, ce n'est pas là un feu de paille. Nous avons fait appel à plusieurs artistes, moins pour orner les quartiers que pour y introduire des éléments de surprise et, pourquoi pas, un bonheur visuel. Témoins, les colonnes peintes — dans le cadre du 1 % que nous doublons, voire triplons à l'occasion — de Rougemont dans la cour de l'école André Boulloche à la Petite Hollande, l'exposition actuelle des œuvres peintes de Léon Zack à la salle Rossel ou le travail sur les graffiti assuré par le peintre Zlotykamien.

« Nous posons donc le problème de la couleur dans la ville et aimerions bien poursuivre nos vues dans le domaine de la décoration des bâtiments publics. Toutefois, alors que l'enveloppe culturelle absorbe 12 % de notre budget municipal, nous serons privés, cette année, de douze millions de francs de recettes, compte tenu de la nouvelle répartition de la taxe professionnelle (2), cela en dépit des liens de solidarité que nous avions su tisser avec les vingt-cinq communes du district administratif.

« Nous sommes en droit de nous sentir d'autant plus frustrés que la crise de l'automobile est patente ; Peugeot a perdu dix mille emplois en quelques années. Situés entre Belfort et Besançon, nous ne possédons ni université ni I.u.t.

« Nous n'en fêterons pas moins cette année, le 700e anniversaire des Franchises octroyées au pays montbéliardais — qui était un des trente-six Etats du saint-empire germanique — par les princes protestants de Bade-Wurtemberg. Il faut vous dire que nous devînmes Français lors du traité de Lunéville en 1801. »

A Montbéliard, le paysage quotidien serait passablement morne si le C.a.c. dirigé par Yves Deschamps n'orientait ses moyens dans une triple direction : ouvrir des fenêtres sur l'extérieur sans se limiter à la diffusion ; tendre à coordonner l'aide à la jeunesse apportée par diverses institutions ; « responsabiliser » pas à pas ceux qui, dans les M.j.c., et parmi les jeunes inorganisés, demandent l'aide du C.a.c.

Sur le terrain

« Nous entendons, explique Pierre Bongiovanni, responsable des animateurs de l'équipe, faire la distinction entre l'action et le développement culturels. Notre centre est plus particulièrement intéressé à développer les arts plastiques, la photographie et la vidéo. Eh bien, nous accueillons entre 1 500 et 6 000 visiteurs dans nos expositions au nombre de douze l'an environ et comptons huit photo-clubs. Çà, c'est l'action nécessaire. Mais il est dans notre vocation de créer. Agir, oui, mais pour qui ? Comment ? Un exemple à partir des dix-sept groupes de rock du pays. Des 15 à 19 ans. Un de ces groupes où se sont regroupés les chômeurs a sollicité notre concours. Ils ont posé le problème de leur rapport à la drogue et ont dit : " Six de nos copains sont crevés d'une overdose. La défonce, c'est pas si drôle que ça."

« Nous n'avions pas l'intention de donner sans contrepartie. Il a fallu négocier. Résultat, un collectif des groupes rock a été constitué, qui s'activent en commun à l'organisation des concerts et à leur tenue. Ce collectif s'occupe même des questions d'argent, ce qui n'est pas évident. Néanmoins, nous avons tenu à leur faire admettre : qu'un plasticien pouvait élaborer les affiches avec eux ; qu'il était indispensable qu'ils rencontrent de vrais musiciens ; qu'ils se produisent devant les publics de notre région, et même ailleurs. Notre intention était de leur faire découvrir d'autres univers, à l'appui de quoi ils puissent mieux s'interroger sur leur identité propre. »

Privilégiés

Les paris d'il y a quinze ans sont, estime Yves Deschamps, les exigences d'aujourd'hui. Montbéliard est la première ville française où ont été exposés les tableaux grand format de Matta, la production lithographique de Soulages, où a pu être montée une rétrospective Krasno et où ont été montrées les œuvres d'Ivan Theimer, artiste d'origine tchécoslovaque, de Pincemin et de Rouan. Ce n'est pas rien.

« En fait, dit Christian Labbey, responsable des manifestations artistiques, bien que situés dans une région reculée et mal reçus dans la presse parisienne, nous avons plus de cent expositions derrière nous. Nous inclinons à demeurer attentifs à l'art vivant, aussi bien qu'à l'écoute des artistes, faute desquels le monde serait incomplet. »

Une équipe soudée, où chacun exprime sa personnalité, un esprit décapant qui revigore, une volonté de faire sans donner prise à la démagogie semblent suffire dans l'optique de Yves Deschamps, pour obtenir des résultats dans la modification des mentalités.

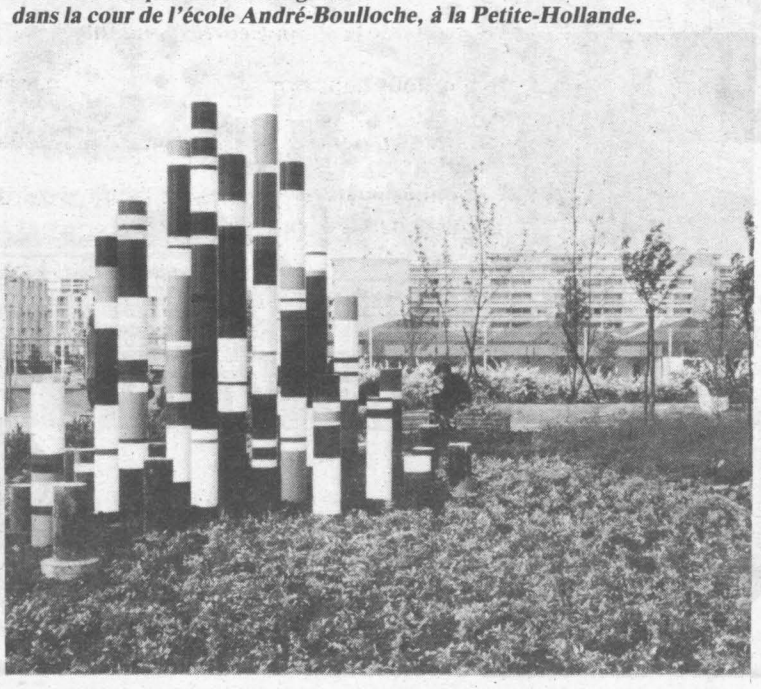
« Mais, dit-il, il ne peut y avoir de gratification sans activités denses déployées sur une longue durée. En fait, nous n'avons aucun a priori eu égard aux ruptures sociologiques. Et nous aimerions que l'Etat, qui assure le tiers de notre budget, participe davantage aux efforts consentis par notre ville.

« J'ai la faiblesse de penser que nous sommes prioritaires. D'une part, nous travaillons avec les élèves de 25 à 30 classes dans les écoles, de l'autre, nous passons des commandes à des créateurs de spectacles où se croisent théâtre, poésie et musique.

« Ces deux aspects sont complémentaires. D'un côté, nous mettons en appétit, nous forgeons un public exigeant ; nous offrons aussi du plaisir en soufflant sur les braises de la création. Ainsi, nous avons fait connaître Cézaire, Senghor, Eluard. Bientôt, ce sera René Char. Nous nous attachons tout autant à proposer des stages de formation socio-culturels ou à favoriser les rencontres et l'échange (3).

« Avant le 10 mai, l'ancien régime préparait l'asphyxie de nos professions. Depuis, elles sont reconnues comme légitimes, même si, à Montbéliard, nous avons été, à cet égard, toujours privilégiés. » ●

Les colonnes peintes de Rougemont dans la cour de l'école André-Boulloche, à la Petite-Hollande.



(1) Association pour le développement de l'environnement artistique. L'organisateur de cette opération a été Gilles de Bure. Le mur peint de Montbéliard est situé au carrefour Mouhot-Wilson.

(2) Appelée aussi loi Chirac, elle fait obligation de répartir l'argent au prorata des communes sur lesquelles vivent des travailleurs de Peugeot.

(3) Le C.a.c. vient de faire paraître le n° 1 d'une revue, qui sera trimestrielle, « Nordeste ». Au programme des activités culturelles s'ajoutent des textes de réflexion qui, dans cette livraison soignée, font la liaison entre théorie et pratique.

LE PARC DE LOMME

Une innovation.

La créativité.

Ce mot magique, éclatant, sorti du Néant et qui devient Réalité, semblait soit, être considéré comme une maladie honteuse avant le 10 mai, soit, avoir été étouffé par les « ronrons de contentements » d'hommes ayant « peur d'avoir peur » (comme disait Colette).
Quelques uns d'entre nous se souviendront de ce bon vieux LUNA PARK, directement accoudé aux frontières de PARIS, offrant ses grands manèges. (Circuit - Railway - Grande Roue etc...).
LUNA PARK est mort quelques années après la dernière guerre, et il ne reste plus en FRANCE que quelques Parcs d'attractions de bien petite taille fréquentés localement, ou de grandes manifestations à dates fixes : Foire du Trône - Fête des Loges. Le Français aime les foires et fêtes populaires, qui le changent tellement de ses habitudes, souvent, trop programmées. Il aime comme ses frères d'autres pays, les bruits, odeurs, lumières et imprévus visuels.
Seul ou en famille l'homme veut s'amuser et oublier son quotidien.
L'affluence dans ces festivités à court-terme est immense ; c'est-dire l'intérêt perpetuel qu'elles entrainent.

Que font nos voisins

En Europe, ces mêmes lieux d'attractions et d'amusements sont par contre très nombreux.
Angleterre = 43 Espagne = 5
Allemagne Ouest = 23 Danemark = 5
Belgique = 6
Mais les U.S.A. détiennent le record avec 1000 parcs dont Disneyland en Californie et Disneyworld en Floride.
La réussite de ces points enchanteurs se mesure au nombre d'entrées annuelles - Pour le vieux continent, le chiffre oscille entre 1 et 9 millions, quant aux territoires de l'Oncle Sam, il dépasse les 14 millions -
C'est pourquoi, nous nous devions de réagir et c'est fait ! -

Le parc de lomme va naître

IMPLANTE sur la commune de LOMME, en bordure de la rocade Nord-Ouest de Lille, donc proche de la frontière Belge, ce parc sera l'un des tous premiers lieux d'attractions d'Europe d'ici 1990. Il draînera ainsi toutes les clientèles anglaises, belges, allemandes, luxembourgeoises et hollandaises.
Le choix de la situation géographique a été bien pensé puisqu'elle est en parfait accord avec sa vocation européenne.
La commune de LOMME est située sur l'Axe Paris - Gand -Anvers.
Le parc est directement accessible par les autoroutes Bruxelles -Dunkerque - Paris, (sans aucun feu rouge).

Que peut-on y trouver ?

Ce parc offre d'infinis avantages :

— Ce sera d'abord et avant tout un magnifique aménagement paysagé apte à la promenade tranquille grâce aux multiples allées boisées et clairieres fleuries, loin des bruits. Cette notion de liberté et de choix pour le visiteur fait du parc de LOMME un attrait exceptionnel.
On y trouvera ensuite toutes les possibilités, les plus variées dans le cadre de la restauration : du sandwich, au croissant chaud, des saucisses au cornet de frites, pour ceux qui ne veulent pas perdre de temps. L'échantillonage se verra augmenté par des restaurants simples, à la cuisine typique française, chinoise, indienne.
Enfin pour les visiteurs décidés à bien festoyer, un ou deux restaurants de classe leur présenteront des menus et des cartes plus sophistiquées.
— Un éventail prodigieux d'attractions en quantitié et qualité.
Il y aura tous les manèges et toutes les attractions qui ont déjà fait la réussite de ce type de loisirs apportant à chacun : Sensations, Amusements et Etonnements, mais surtout, l'originalité du parc de LOMME résidera dans la conception d'un nouvel environnement culturel et la création de Thèmes inédits qui en feront un endroit unique, comparable à aucun autre parc dans le monde.
Que de « titres » qui font rêver à l'avance : la Vallée Préhistorique avec ses dinosaures et ses hommes des cavernes, le Village Gaulois, la Ville Gallo-Romaine, la Cité Médiévale.
— Des nouveautés
a) Le Pavillon des Grandes Découvertes du 19è permettra au visiteur d'assister à quatre scènes animées :
— La première découvrira l'intérieur d'une maison du 19è siècle où des personnages feront fonctionner différents matériel domestiques : téléphone machine à laver, phonographe etc...
— La deuxième, présentera les différents visages de la Fée Electricité dans une rue de la Belle Epoque.
— Dans la troisième, le visiteur assistera au travail complétement transformé grâce aux nouveaux moyens de communication d'une salle de rédaction d'un grand journal de l'époque.
— La quatrième scène montrera les différents moyens de transports inventés au 19è siècle et encore utilisés aujourd'hui.
Pour terminer le spectacle, seront présentées les inventions folles, sans lendemain, et notre monde du 20è siècle vu par des rêveurs, et des visionnaires du siècle dernier tel le dessinateur ROBIDA.

Le monde du futur.

b) Dans une première tranche le Monde du Futur développera deux thèmes principaux ENERGIE et ECOLOGIE.

— Dans une architecture rappelant la composition d'une molécule simple le manège de l'Energie proposera au visiteur la rencontre avec les différentes formes de l'énergie, (traditionnelle et de demain), depuis leur formation jusqu'à leur utilisation.

Tous les procédés audiovisuels, cinétiques, animation de maquettes etc... seront utilisés pour créer un véritable spectacle fascinant et éducatif.

— Dans un univers recréé, ECOLOGIES, le Centre de l'Ecologie, se proposera d'étonner, de charmer et d'amuser le visiteur de tout âge en lui offrant une promenade à travers les grands cycles de l'Univers et de notre planète une approche plus précise de notre biosphère, une rencontre réelle avec les différents écosystèmes de notre vie quotidienne, une participation à des jeux écologiques.

L'architecture d'ensemble sera très futuriste et plongera le visiteur dans le 21è siècle.

Le financement

Le Financement de l'opération est assuré par la Société Immobilière du Parc de LOMME qui restera propriétaire du terrain louant ses espaces à une Société en commandité par actions regroupant des capitaux privés français.

Les retombées économiques

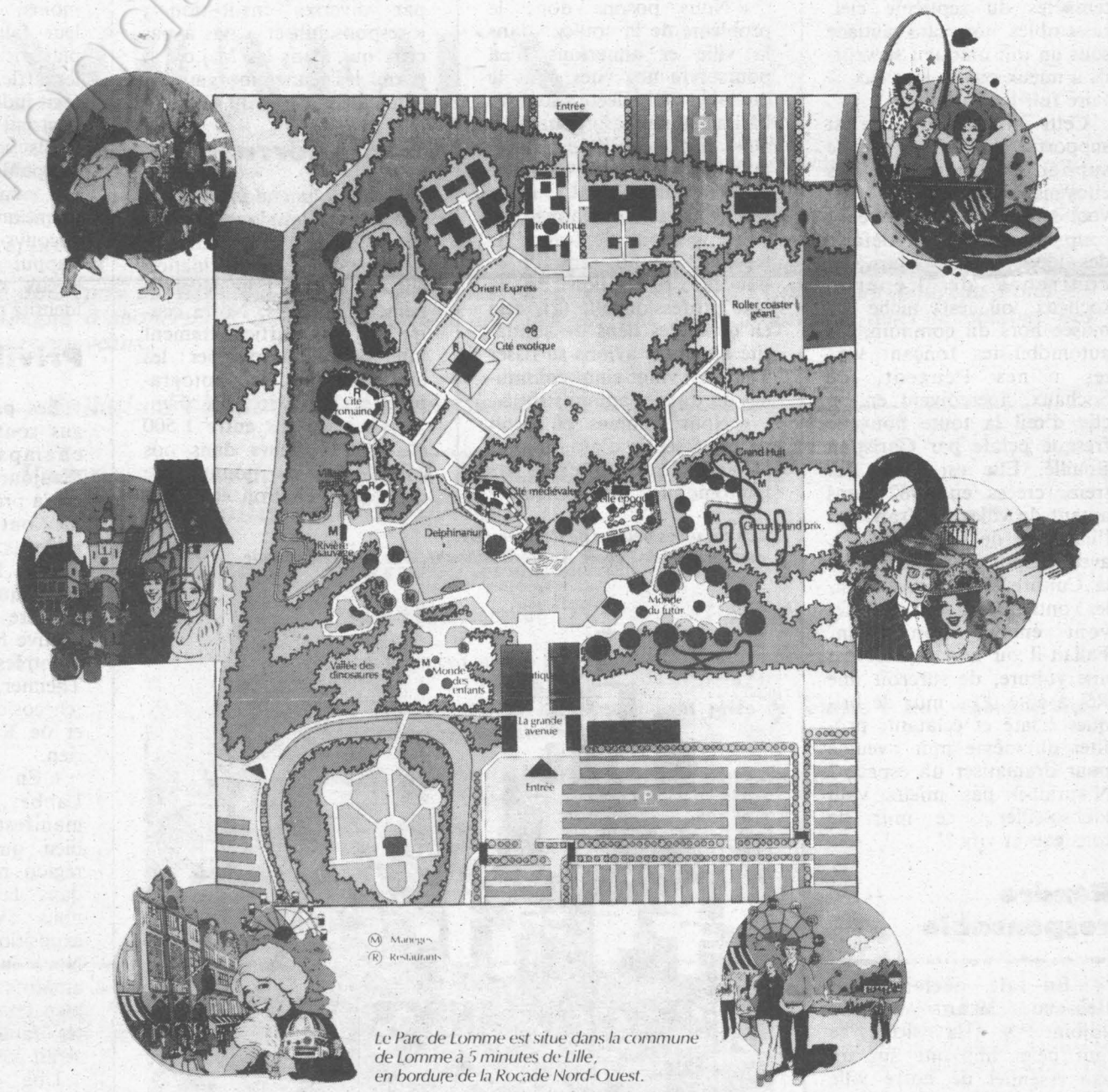
Les retombées économiques de cette réalisation seront très importantes.
— Création de 500 emplois.
— Injection de plus de 100 millions de Francs dans l'économie régionale.
— Economie annuelle de devises de l'ordre de 50 à 80 millions de Francs.
— Rayonnement de la région du Nord accru par rapport à la concurrence grâce à son originalité.
N'oublions pas qu'actuellement la clientèle française fournit 1/3 de leur chiffre d'affaires aux parcs belges.

Calendrier

— Mise en chantier en mars 1982
— Ouverture prévue en avril 1985
— Fréquentation prévue pour la première année : 7 à 800.000 visiteurs avec un parking de 4.000 places
— Fréquentation prévue pour 1990 : 2.500.00 visiteurs avec 8.000 places de parking.

En conclusion

N'est-ce pas fantastique de créer le Merveilleux, le Rire, l'Emerveillement pour les grands et les petits, les familles et les solitaires, les français et leurs voisins ?
Le Parc de LOMME sorti du néant va naître pour la joie de millions de visiteurs.
INNOVATION...ce sera réellement une innovation. La créactivité comme la vérité, sort du puits aussi pure qu'un rire d'enfant.



Le Parc de Lomme est situé dans la commune de Lomme à 5 minutes de Lille, en bordure de la Rocade Nord-Ouest.

Contribution Parti

RENAULT G 260T. L'EUROPE L'A ELU CAMION DE L'ANNEE.

Ecom/Univas



13 journalistes européens ont élu le Renault G 260 T "Camion de l'année 83".

Avec ce trophée, le jury a voulu récompenser une gamme de camions conçue pour répondre aux attentes de transporteurs confrontés à une conjoncture difficile.

La conception générale du G 260 a été dominée par le souci prioritaire de la rentabilité d'exploitation, en voici la preuve par les chiffres :

– Poids mort : 5.960 kg (équipement standard en ordre de marche, plein de 400 l). – Charge utile : 32 tonnes.

– Motorisation performante (turbo à air refroidi, couple de 105 mKg pour 260 ch DIN), associée à une boîte très ouverte (9 vitesses, ouverture 14.8).

– Consommation : 34,46 l aux 100 km (test comparatif sur parcours étalonné réalisé par la presse professionnelle, décembre 1982).

Le Renault G 260 est né des derniers perfectionnements de l'électronique et de la robotique.

Tout a été mis en œuvre pour permettre à un chef d'entreprise d'optimiser sa gestion.

Et derrière chaque G 260 comme derrière tous les Renault, l'assistance de 600 concessionnaires et points de service en France.

Le Renault G 260 T est le camion de l'année, choisissez-le cette année comme votre camion



NOS PERFORMANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

RENAULT
Véhicules Industriels

Con Fondation Jean Jaurès

ÇA N'ARRIVE PAS QU'AUX AUTRES...

Principale cause de mortalité des enfants en bas âge, les accidents peuvent être combattus. Une seule recette: responsabiliser (sans les traumatiser) les adultes, qu'ils soient parents, éducateurs ou industriels

PAR PIERRE-YVES POINDRON

UN enfant sur dix, âgé de moins de dix ans, consulte un médecin ou est transporté à l'hôpital à la suite d'un accident. Un enfant sur dix ! Certes, la plupart du temps, il s'agit d'accidents bénins ; de la plaie qui cicatrisera vite ou de la petite brûlure peu profonde qui dissuadera bébé de jouer avec la porte du four . « Plus de peur que de mal », comme on dit: Mais les accidents représentent quand même la première cause de mortalité chez les enfants : environ 2 000 décès par an.

La route est de loin la plus meurtrière, si on en croit les quelques études détaillées sur le sujet : huit décès sur dix surviennent à la suite d'un accident sur la voie publique. C'est là que l'enfant est le plus vulnérable. Mais l'accident frappe aussi fréquemment à l'école ou au domicile. Le plus souvent heureusement sans laisser de séquelles. Mais pas toujours.

La morbidité accidentelle est suffisamment importante pour justifier une action intensive. Beaucoup des 250 000 accidents donnant lieu soit à une hospitalisation supérieure à 24 heures, soit à une exploration radiologique, voire à une intervention chirurgicale, pourraient être évités. C'est le sens de la campagne de prévention des accidents domestiques (pris dans son acceptation la plus large : à l'école et au domicile ou à la crèche), lancée la semaine dernière par le Comité français d'éducation pour la santé (C.f.e.s.).

La fatalité ?

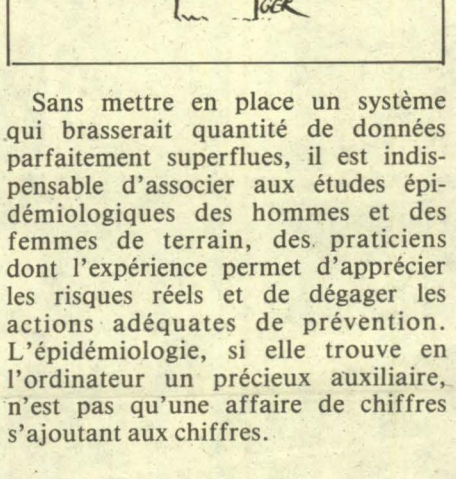
« L'accident est rarement accidentel. » L'exemple des rares pays qui ont déployé de gros efforts de prévention le prouve de façon éloquente. Deux chiffres pour la Suède : 17,1 décès accidentels pour 100 000 enfants de un à quatre ans en 1960 ; 5,4 décès vingt ans plus tard. Dans le même temps, en France, le taux de mortalité est loin de baisser de façon aussi significative : 19,6 décès pour 100 000 jeunes enfants en 1960 et 14,5 en 1979. Faut-il croire que la fatalité frappe davantage en France qu'en Scandinavie ? Pas plus que les accidents de la route, les accidents domestiques, qui touchent plus particulièrement les enfants en bas âge, ne sont le fruit du hasard. Pas question de surprotéger tous les gamins, ni de les faire vivre dans un univers de craintes. Mais le fait est qu'en Suède on intègre davantage la notion de sécurité des enfants dans la conception de l'habitat ou la fabrication des produits.

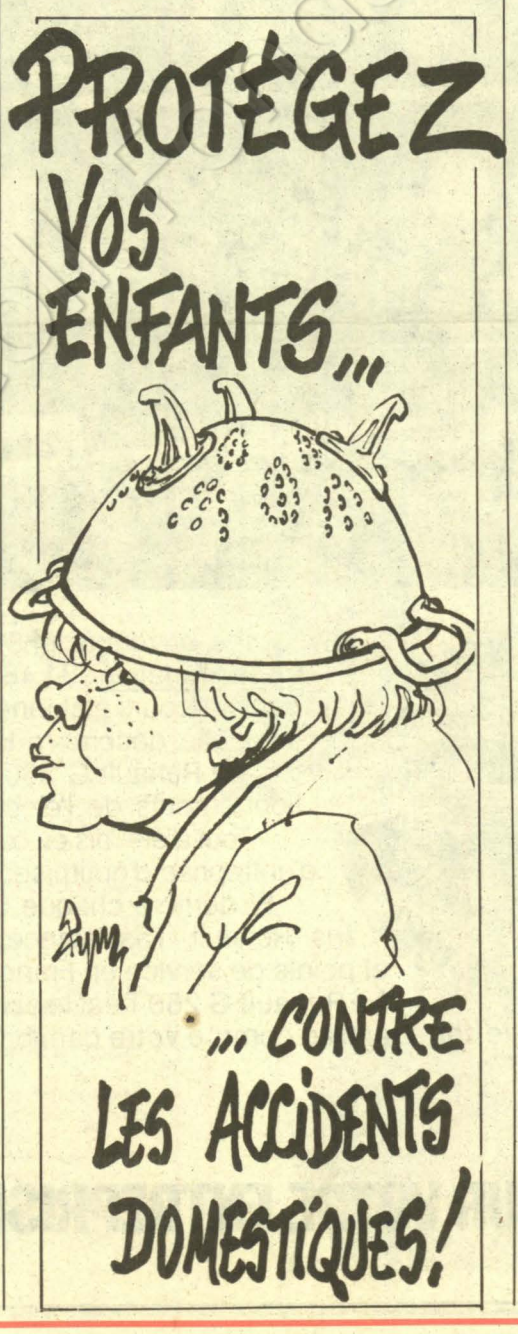
Que faire ? D'abord mieux connaître les causes des accidents. Or, en France, les données épidémiologiques sont à ce sujet dérisoires, quand elles ne sont pas contradictoires !

La fréquence des accidents n'a heureusement rien à voir avec leur gravité. Combien de bambins attrapent au vol un produit à laver le linge et en sont quitte pour un bon embarras gastrique ! Mais qui réalise qu'un enfant de moins de 18 mois, laissé seul dans sa petite baignoire pourtant peu profonde, peut s'y noyer ? Qui pense à faire réviser son appareil de chauffage, alors que l'intoxication par oxyde de carbone est l'une des plus sévères qui soit ?

Onze câlins pour éviter les pépins

« Pépin câlin », c'est ainsi que s'appelle la série de courts métrages produits par le Comité français d'éducation pour la santé sur les accidents domestiques chez les enfants. Une série de onze films de cinq minutes, diffusés sur T.f.1 le samedi à 18 h 25. Si le scénario est conçu pour attirer l'attention sur les causes des accidents, le Comité français d'éducation pour la santé a voulu éviter les « drames » : faire passer le message sans traumatiser, responsabiliser sans « assister ». L'ensemble est chaleureux. A chaque épisode, un thème a été privilégié : l'intoxication médicamenteuse, l'accident en milieu rural, les chutes... mais à chaque fois l'intervention in extrémis des parents évitera la catastrophe. Le but est bien entendu de mettre en évidence le rôle des parents et des éducateurs, dont le comportement doit être adapté au développement psychomoteur de l'enfant : ni trop permissif, ni surprotecteur.





Sans mettre en place un système qui brasserait quantité de données parfaitement superflues, il est indispensable d'associer aux études épidémiologiques des hommes et des femmes de terrain, des praticiens dont l'expérience permet d'apprécier les risques réels et de dégager les actions adéquates de prévention. L'épidémiologie, si elle trouve en l'ordinateur un précieux auxiliaire, n'est pas qu'une affaire de chiffres s'ajoutant aux chiffres.

Quelle responsabilité ?

Les rares études faites en France sur le sujet donnent cependant quelques indications. On apprend, par exemple, que la morbidité accidentelle est plus élevée chez les garçons que chez les filles. Les accidents survenus à la maison représentent un tiers des accidents. Qu'ils touchent les enfants en bas âge ne nous surprendra pas : plaies, bosses et contusions font partie de l'apprentissage de la vie. Mais les chutes d'une chaise haute ou d'une table à langer ont déjà des conséquences beaucoup plus dramatiques. La responsabilité des parents est impliquée. La conception de ce petit mobilier aussi.

Neuf intoxications sur dix, d'après une enquête effectuée à Lens, concerneraient des enfants de moins de cinq ans, les plus petits avalant n'importe quoi (produits d'entretien ou produits industriels), les enfants de trois à cinq ans imitant les adultes et « vidant » le flacon de médicaments laissé à leur portée. Si les intoxications par produits d'entretien sont le plus souvent bénignes, dans certains cas, heureusement peu fréquents, elles entraînent des hospitalisations prolongées. Quant aux médicaments, la rapidité des secours évite très souvent une issue fatale.

Inconscience des parents ? Peut-être ! Néanmoins, il y a là un paramètre que les fabricants doivent prendre en compte dans la fabrication et la présentation de produits potentiellement dangereux. Certains fabricants en tiennent compte. Mais la sécurité est rarement un argument de vente, pas plus que dans l'esprit de l'acheteur, elle est un « plus » à prendre en considération.

Si l'on en croit les statistiques, huit brûlures sur dix surviennent chez les moins de cinq ans, ainsi que six lésions par absorption ou inhalation de corps étrangers sur dix. Enfin, la cuisine constitue de loin un véritable parcours du combattant pour l'enfant en bas âge : deux accidents domestiques sur trois y ont lieu. Avec l'âge, le taux des accidents domestiques décroît. L'école et la rue prennent le relais. La nature de l'accident change : entorses, fractures, traumatismes. Il y a plus d'accidents les jours de classes, que ce soit à l'école ou après. La majorité des accidents scolaires surviennent surtout pendant la récréation ou durant les inter-cours, plutôt que pendant la gymnastique. Fatigue, énervement, surmenage...

Ne pas dramatiser

Que faire ? A juste raison, le Comité français d'éducation pour la santé s'est refusé à dramatiser. La plupart des accidents domestiques sont, c'est vrai, assez bénins. La série des onzes films réalisés par Nadine Trintignant et qui passeront le samedi à 18 h 45 n'est ni alarmiste ni culpabilisante. Il s'agit plutôt de resituer le risque dans son contexte familial et social, d'attirer l'attention sur les causes de l'accident plutôt que sur ses conséquences spectaculaires. De même, la campagne du Comité ne s'adresse pas uniquement aux parents. « Il est trop simple d'imputer la responsabilité des accidents aux seuls parents...

La prévention est l'affaire de tous », dit-on au Comité. Et c'est vrai. La prévention pour être efficace et non astreignante doit être éclairée par la recherche épidémiologique. Les pouvoirs publics ont à réglementer, mais la réglementation à elle seule ne résoudra rien. Si on est en droit d'attendre des industriels des produits fiables, il serait injuste d'en faire des boucs émissaires. Urbanistes, architectes doivent penser en termes de sécurité... encore faut-il qu'ils disposent de repères. Les enseignants sont sûrement « preneurs », à condition que l'enseignement du secourisme ne soit pas la dernière roue du carrosse, comme l'est celui de l'instruction civique. Enfin, et le Comité français d'éducation pour la santé l'a compris, il ne s'agit pas de sombrer dans une « psychose de l'accident », mais de responsabiliser. Et cela ne peut se faire qu'à travers un dialogue entre tous les partenaires concernés. ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325